

Relations

POUR QUI VEUT
UNE SOCIÉTÉ JUSTE

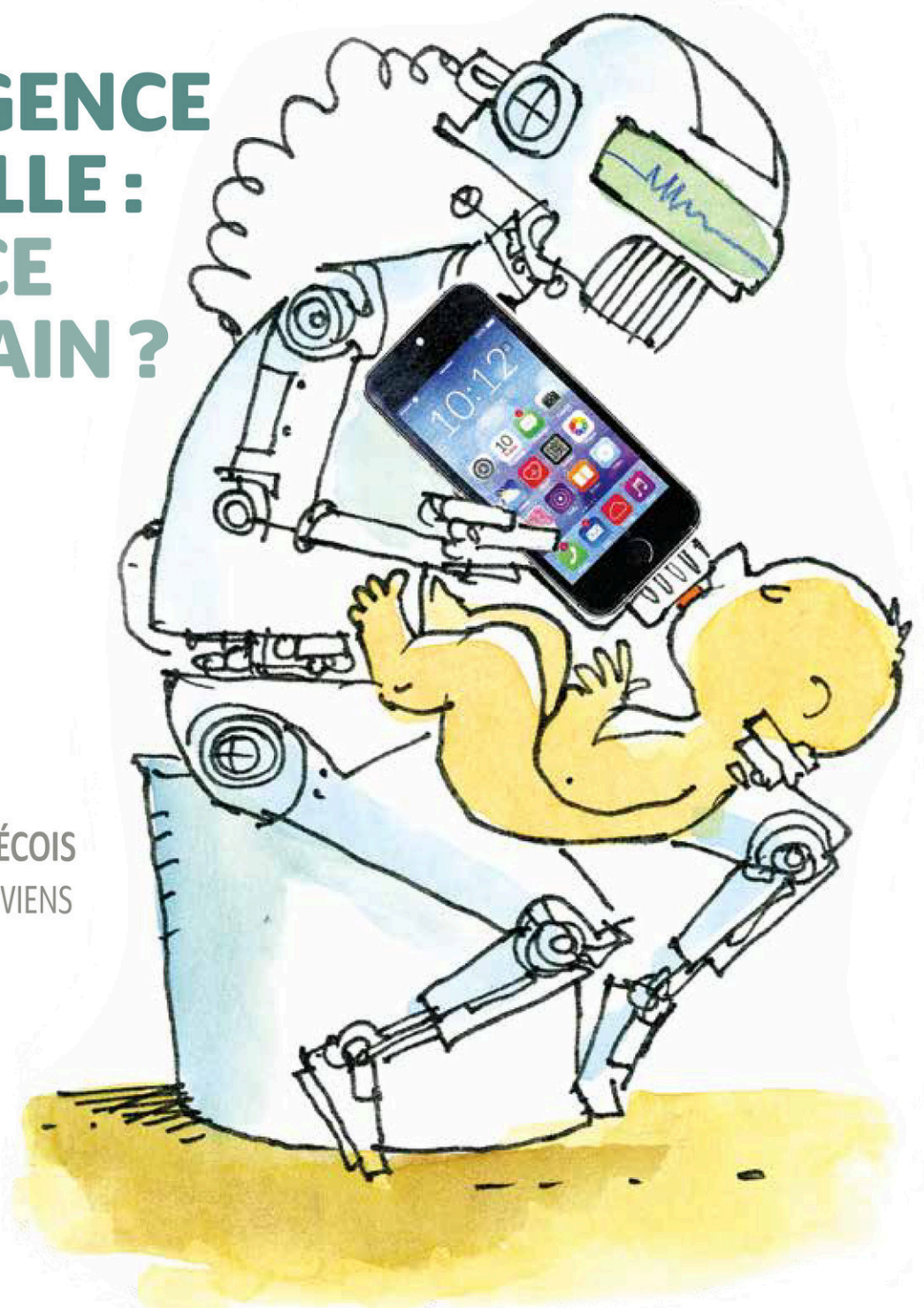
NUMÉRO 808 JUIN 2020

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : AU SERVICE DE L'HUMAIN ?

ENTREVUE AVEC
HARTMUT ROSA

DÉCOLONISER L'ÉTAT QUÉBÉCOIS
RETOUR SUR LA COMMISSION VIENS

ARTISTE INVITÉ : JACQUES GOLDSTYN



9,95 \$



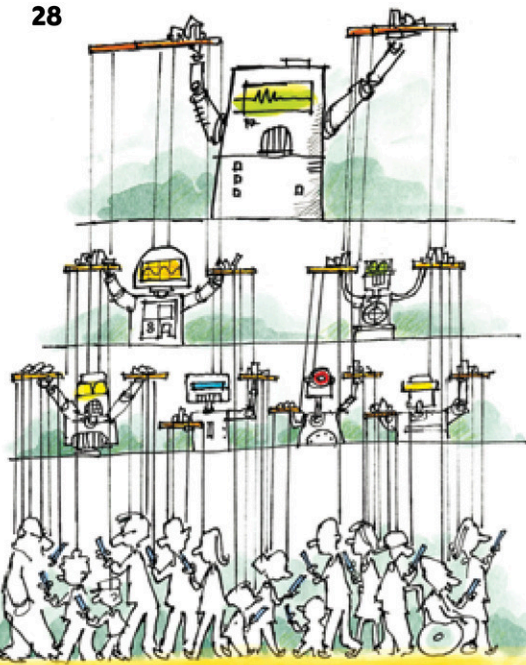
Relations

NUMÉRO 808 MAI-JUIN 2020

Fondée en 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites. Depuis plus de 75 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les personnes exclues et appauvries. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques, environnementaux et religieux de notre époque.

28



5 ÉDITORIAL

TU NE NIERAS POINT LA RÉALITÉ Catherine Caron

ACTUALITÉS

6 POUR UN SYSTÈME ÉLECTORAL JUSTE ET ÉQUITABLE

Jean-Pierre Charbonneau et Françoise David

7 GNL QUÉBEC, NON MERCI! Jean Paradis et Adrien Guibert-Barthez

9 DÉVELOPPEMENT ET PAIX : LA SAGA SE POURSUIT Élisabeth Garant

10 JOVENEL MOÏSE, EN MARCHÉ VERS LA DICTATURE Jean-Claude Icart

12 DÉBAT

DON D'ORGANES : FAUT-IL RENDRE LE CONSENTEMENT AUTOMATIQUE ?

Louis Beaulieu et Mireille D'Astous

31 AILLEURS

À QUI LE PÉTROLE NIGÉRIAN ? Geneviève Talbot

REGARD

33 DÉCOLONISER L'ÉTAT QUÉBÉCOIS Julie Perreault

36 ENTRE ALIÉNATION ET RÉSONANCE

Entrevue avec Hartmut Rosa, réalisée par Jonathan Durand Folco, en collaboration avec Jean-Claude Ravet

41 SUR LES PAS D'IGNACE

ERNESTO CARDENAL, POÈTE PROPHÈTE DE LA LIBÉRATION Arnaldo Zenteno

42 CHRONIQUE LITTÉRAIRE de Violaine Forest

5. AD NAUSEAM

44 QUESTIONS DE SENS par Bernard Senécal

BABEL COURONNÉE

RECENSIONS

45 LIVRES

49 DOCUMENTAIRE

50 LE CARNET de Marie-Célie Agnant

INFINIMENT NOMADE



DIRECTION

Élisabeth Garant

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Emiliano Arpin-Simonetti

Catherine Caron

Christophe Genois-Lefrançois

Jean-Claude Ravet

MAQUETTE GRAPHIQUE

Mathilde Hébert

RÉALISATION GRAPHIQUE

tatou.ca

ILLUSTRATIONS

Benoît Aquin, Jacques Goldstyn,

Lino

RÉVISION/CORRECTION

Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION

Marie-Célie Agnant, Frédéric

Barriault, Gilles Bibeau, Mélanie

Chabot, Eve-Lyne Couturier,

Mireille D'Astous, Claire Doran,

Céline Dubé, Lorraine Guay,

Mouloud Idir, Robert Mager,

Rolande Pinard, Louis Rousseau,

Michaël Séguin, Julien Simard

COLLABORATEURS

Gregory Baum †, André

Beauchamp, Jean-Marc Biron,

Dominique Boisvert, Marc

Chabot, Amélie Descheneau-

Guay, Violaine Forest, Bernard

Senécal, Marco Veilleux

IMPRESSION HLN



sur du papier recyclé
contenant 100% de fibres
post-consommation.

DISTRIBUTION

Disticor Magazine Distribution
Services

ENVOI POSTAL

Citéposte CFG

Relations est membre de la SODEP

et de l'AMÉCO.

Ses articles sont répertoriés dans

Érudit, *Repère*, EBSCO et dans *l'Index*

de périodiques canadiens.

SERVICE D'ABONNEMENT

SODEP (Revue *Relations*)

C.P. 160, succ. Place-d'Armes

Montréal (Québec) H2P 3E9

514-397-8670

abonnement@sodep.qc.ca

ABONNEMENT EN LIGNE

www.revuerelations.qc.ca

TPS: R119003952

TVQ: 1006003784

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du

Québec: ISSN 0034-3781

ISSN (version numérique): 1929-3097

ISBN (version imprimée):

978-2-924346-58-7

ISBN (VERSION PDF):

978-2-924346-59-4

BUREAUX

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec) H2P 1S6

tél.: 514-387-2541, poste 279

relations@cjf.qc.ca

www.revuerelations.qc.ca

Nous reconnaissons
l'appui financier
du gouvernement du Canada

Canada

POUR QUI VEUT
UNE SOCIÉTÉ JUSTE



Jacques Goldstyn

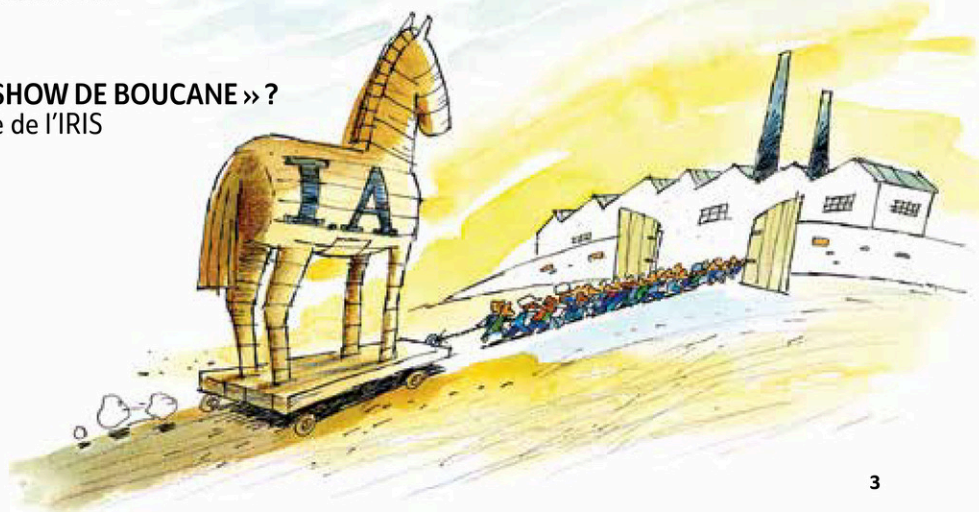
ARTISTE INVITÉ

Après avoir été géologue en Alberta, **Jacques Goldstyn** a délaissé le pétrole pour revenir à ses premières amours : le dessin. Incrusté au magazine *Les Débrouillards* depuis 35 ans, il y a créé la sympathique grenouille Beppo. Sous le pseudonyme de Boris, il commet des caricatures politiques pour *L'Aut'journal*, *La Gazette de la Mauricie* et celle de Montréal ainsi qu'à la CSN. Récipiendaire de nombreux prix en littérature jeunesse, il a entre autres publié *L'Arbragan*, *Azadah* et *Les Étoiles* aux éditions de la Pastèque, et *Jules et Jim* chez Bayard Canada. Toujours fasciné par le monde scientifique, il n'est cependant pas très porté vers la chose technologique. Il dessine encore à la main sur du vrai papier, à l'aquarelle et à l'encre de Chine. Les promesses de l'intelligence artificielle le laissent plutôt dubitatif, mais il y voit de savoureux sujets de caricatures. Collaborateur régulier de *Relations* depuis 2004, c'est en situation de confinement en Espagne – COVID-19 oblige – qu'il a créé les œuvres reproduites dans le présent dossier.

DOSSIER

- 14 L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : AU SERVICE DE L'HUMAIN ?**
Emiliano Arpin-Simonetti
- 17 LE GRAND REMPLACEMENT ROBOTIQUE N'AURA PAS LIEU**
Entrevue avec Antonio A. Casilli, réalisée par Emiliano Arpin-Simonetti
- 20 LA PROFONDE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**
Étienne van Steenberghe
- 23 L'INTERNET DES OBJETS : DU FÉTICHISME DE LA MARCHANDISE AU FÉTICHISME DE LA MACHINE**
Maxime Ouellet
- 25 L'IA AFFECTIVE, DE NOUVELLES AVENUES POUR LA SANTÉ**
Laurence Devillers
- 26 LE DEVENIR MACHINE DE L'ÊTRE HUMAIN ?**
Jean-Claude Ravet
- 28 RÉSISTANCES ET CONTREPOIDS FACE À L'IA**
Nadia Seraiocco
- 29 LA RÉFLEXION SUR L'ÉTHIQUE DANS LE DOMAINE DE L'IA : UN « SHOW DE BOUCANE » ?**
Extraits d'une note socioéconomique de l'IRIS

17



POUR QUI VEUT UNE SOCIÉTÉ JUSTE ...
ET SOLIDAIRE EN TEMPS DE CRISES

Relations



ABONNEZ-VOUS

et obtenez deux
de nos récents numéros
en prime!

Code promo : CADEAU, à inscrire
sur le formulaire Web ou papier

Pour découvrir toutes nos options (papier et numériques), visitez notre site : revuerelations.qc.ca

COVID-19 OU PAS, IL NOUS FAUT PLUS QUE ÇA.



La pandémie a révélé à quel point les travailleuses et travailleurs au bas de l'échelle jouent un rôle essentiel dans la société. Il est inacceptable que ces personnes n'arrivent pas à sortir de la pauvreté avec le salaire minimum actuel, même en travaillant à temps plein. **Le gouvernement doit corriger le tir dès maintenant.**



cinqdixquinze.org



TU NE NIERAS POINT LA RÉALITÉ

Le 22 mars dernier, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les paroles de la chanson de Richard Desjardins *Le cœur est un oiseau* résonnent au cœur de Montréal, sur les balcons, dans une « communion » virtuelle qui rassemble des centaines de personnes de partout au Québec. À l'invitation de la chanteuse Martha Wainwright, tous et toutes chantent: « Par-delà les frontières / Les prairies et la mer [...] Dans les mains de la mort / Il s'envole encore / Plus haut plus haut / Le cœur est un oiseau [...] Ce n'était qu'un orage / Ce n'était qu'une cage / Tu reprendras ta course / Tu iras à la source / Tu boiras tout le ciel / Ouvre tes ailes / Liberté, liberté / Liberté. »

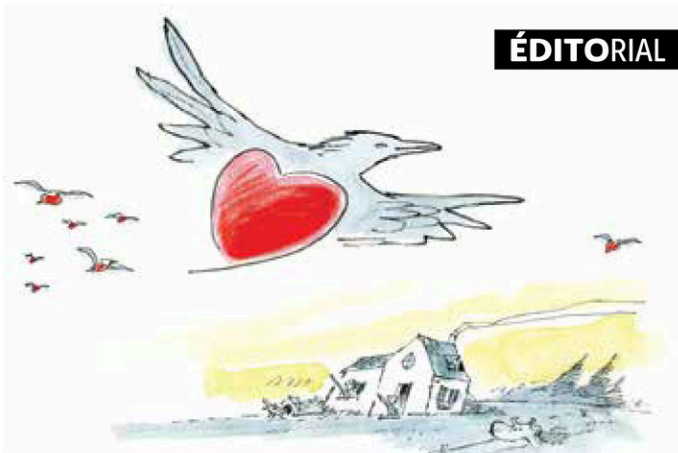
Déjà puissante à arracher des larmes, dans le plus grand mystère d'une poésie féconde, la chanson se transfigure et prend ce soir-là des dimensions que Desjardins n'avait jamais imaginées. Près d'un milliard de personnes sont alors en confinement, de sombres présages planent sur le monde et la conscience des possibles conséquences, ici mais plus encore dans les pays les plus pauvres et peuplés, voire en situation de guerre, donne le vertige.

Quand vous lirez ceci, où en serons-nous? Beaucoup aura été dit sur ce puissant révélateur – et exacerbant – d'inégalités qu'est cette pandémie. Partout, et notamment dans nos CHSLD, tragiquement, on aura vu le coronavirus s'attaquer davantage aux personnes qui sont non seulement plus fragiles mais rendues plus vulnérables par leurs conditions de vie socioéconomiques et par les ratés de systèmes dégradés par des années de néolibéralisme.

Dans ce que cette crise révèle de notre monde, le meilleur côtoie le pire, l'héroïque contraste avec l'abject, la solidarité tente de l'emporter sur la rapacité criminelle des profiteurs de crises et des spécialistes des stratégies du choc (notamment l'industrie fossile). Se révèlent aussi les liens indissociables qu'a la pandémie avec la globalisation capitaliste, la crise écologique et la capacité de déni et d'irresponsabilité d'une grande part des élites mondiales.

Tu ne nieras point la réalité: le respect de ce commandement aurait infléchi le cours de la pandémie, tout comme il peut changer le cours de la crise climatique. Les autorités chinoises, en niant au départ l'écllosion de l'épidémie et en perdant un temps précieux en répression et en mensonges, ont fait une erreur inqualifiable, répétée après de manière aussi inacceptable par Donald Trump, Jair Bolsonaro et d'autres, au nom de la sacro-sainte économie...

Nos sociétés sont donc aux abois. Et la Terre l'était déjà¹. Nous ne pouvons pas faire comme si les deux étaient dissociés. Les nouveaux pathogènes ravageurs et



Jacques Goldstyn

leur propagation planétaire ne sont pas sans lien avec nos modes de vie et avec la conquête destructrice des habitats naturels qui déstabilise les écosystèmes.

Cette pandémie ébranlera-t-elle les colonnes du capitalisme globalisé au point de créer la brèche permettant de construire les sociétés écosolidaires qui, seules, seront vraiment porteuses d'avenir? Les mouvements pour la justice sociale et climatique exigent que l'occasion soit enfin saisie de transformer radicalement le modèle de société dominant, de procéder à une démondialisation « heureuse », comme nous l'évoquions dans notre dossier de décembre 2017. Après tout, des actions impensables hier – industries à l'arrêt ou converties, pollution qui diminue, investissements publics considérables – montrent ce que nous serions capables de faire, et de façon beaucoup plus maîtrisée et juste, si nous prenions la crise écologique et climatique aussi au sérieux que cette pandémie. Mais à présent le défi est colossal de transformer une crise qui multiplie les victimes et entraîne récession, chômage et misère en la décroissance conviviale² dont le monde a besoin. Sans parler des dérives antidémocratiques et idéologiques (xénophobes, racistes, économicistes, etc.) qui font aussi leurs ravages.

Que peut-il naître de pareils bouleversements? Si nous nous reconnaissons en l'oiseau de la chanson de Richard Desjardins, vers quoi voulons-nous reprendre notre course? Cette pandémie saura-t-elle nous conduire à l'essentiel, dans l'acceptation des limites et des fragilités qui fondent l'expérience humaine? Arriverons-nous à nous redonner davantage ce qu'il faut pour vivre? Entre autres une plus grande autosuffisance et une plus grande sobriété dans nos modes de vie, le tout dans la solidarité, le partage et en assumant vraiment notre responsabilité envers les autres et envers la Terre, loin des instincts néfastes de conquête qui contaminent notre rapport au monde? Il faut l'espérer et y œuvrer avec créativité, audace et détermination.

Catherine Caron

1. Voir notre dossier « La Terre aux abois », n° 721, décembre 2007.

2. Voir « Cap sur la décroissance », *Relations*, n° 765, juin 2013.

POUR UN SYSTÈME ÉLECTORAL JUSTE ET ÉQUITABLE

Une réflexion sur la réforme du mode de scrutin au Québec est de mise alors que le rapport de la commission parlementaire sur le sujet est attendu.

Jean-Pierre Charbonneau et Françoise David

Les auteurs sont respectivement président et vice-présidente du Mouvement démocratie nouvelle

Le dépôt par le gouvernement Legault, le 25 septembre dernier, du projet de loi établissant un nouveau mode de scrutin (PL39) revêt un caractère historique puisque c'est seulement la deuxième fois, depuis mars 1922, que ce sujet fondamental fait l'objet d'une intervention à l'Assemblée nationale. Le PL39 est le fruit d'une longue lutte citoyenne dirigée par le Mouvement démocratie nouvelle, créé il y a 20 ans. Ce militantisme a conduit à un dialogue intensif avec tous les partis et a débouché sur une entente transpartisanne – signée une première fois en décembre 2016, puis confirmée en mai 2018 – ainsi qu'à un engagement électoral de modifier le mode de scrutin par trois des quatre partis représentés à l'Assemblée nationale: la Coalition avenir Québec, Québec solidaire et le Parti québécois (PQ). Rappelons pour mémoire qu'un engagement identique avait été pris, lors de l'élection générale de 2003, par le PQ, le Parti libéral et l'Action

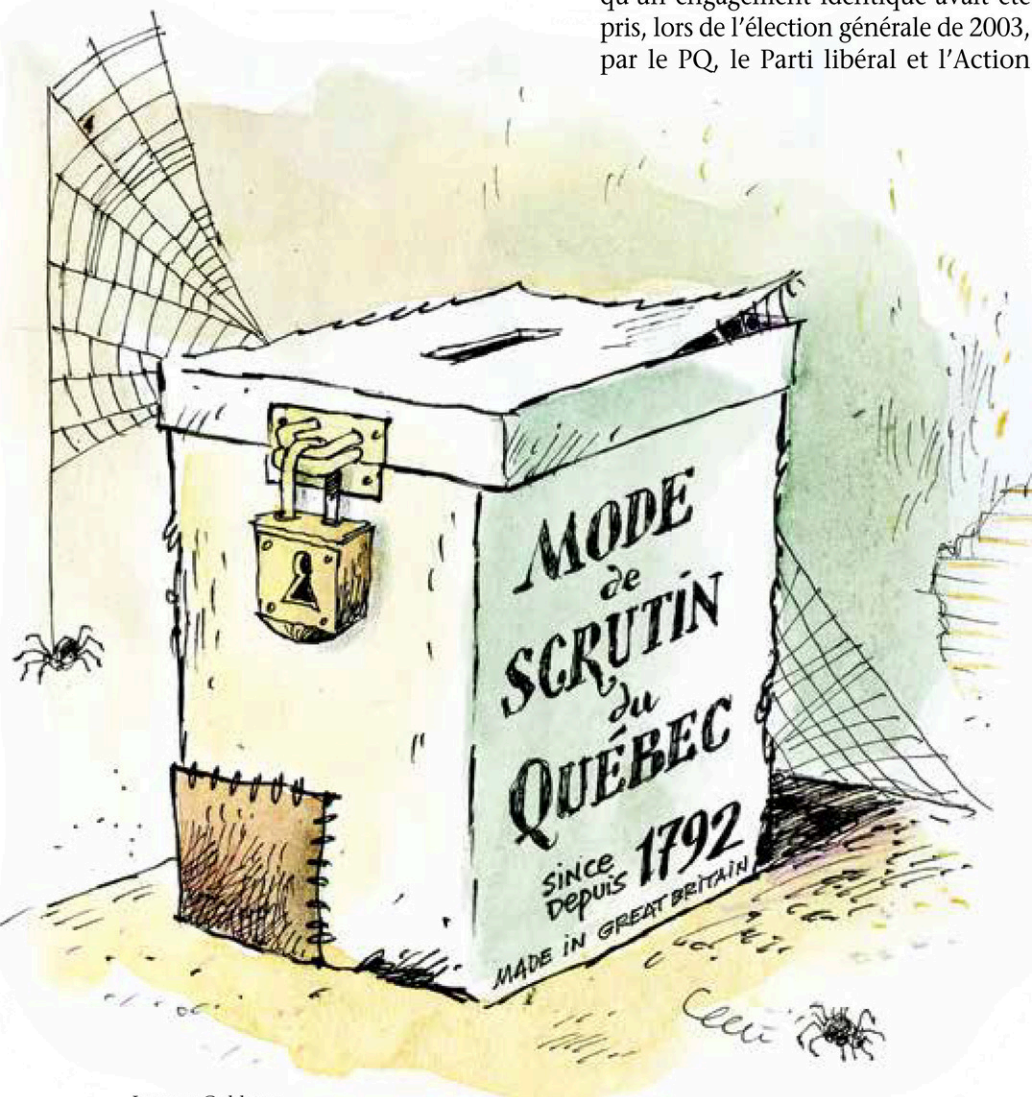
démocratique du Québec, engagement qui devait, cette fois aussi, mener aux dernières élections avec le mode de scrutin actuel...

Pourquoi cette question réapparaît-elle de manière récurrente dans le débat public depuis un siècle, et surtout depuis la Révolution tranquille? Pour une raison fondamentale: le système électoral implanté par l'Empire britannique est injuste, ou pour le dire crûment à la manière de René Lévesque, «démocratiquement infect». Dans presque toutes les élections, la volonté populaire n'a pas été respectée! Lors des élections de 2018, plus de deux millions de votes (53% des bulletins exprimés) n'ont servi à élire personne.

En règle générale, une majorité de la population n'a pas voix au chapitre dans l'exercice du pouvoir. Des partis obtiennent presque toujours plus de députés qu'ils n'auraient dû au regard des votes exprimés. D'autres récoltent injustement moins de députés et, souvent, des partis se retrouvent sans députés malgré des appuis électoraux significatifs. De plus, en général, la députation de plusieurs régions n'est pas en adéquation avec la répartition réelle des votes citoyens; une majorité de la population n'est donc pas représentée dans ce qui apparaît comme de véritables monopoles régionaux où un seul parti rafle tous les sièges.

Il y a toujours eu un déficit démocratique important au Québec, qui présente un taux de distorsion électorale parmi les plus élevés du monde démocratique. Sans compter qu'à cinq reprises, dont la dernière fois en 1998, le parti qui a obtenu le plus de votes s'est retrouvé dans l'opposition. À chaque fois, ce fut un renversement inacceptable de la volonté populaire. Qu'un gouvernement récolte une majorité de sièges avec une minorité de votes est aussi inacceptable. C'est pourtant actuellement le cas du gouvernement Legault qui, avec 37% des suffrages, a remporté 59% des sièges à l'Assemblée nationale, pouvant ainsi imposer ses politiques sans concession.

C'est à cause de ce type de défaillance fondamentale que 85% des États industrialisés ont abandonné totalement ou partiellement le système électoral britannique pour le remplacer



par un scrutin de type proportionnel. Et contrairement aux prétentions des partisans du statu quo, ces sociétés se sont développées très correctement avec à leur tête des gouvernements stables et efficaces. Il faut savoir que les États les plus prospères et les plus égalitaires ont un tel mode de scrutin. En forçant une culture politique de collaboration et de compromis plutôt que de concurrence et de confrontation, la réforme du mode de scrutin peut nous faire cheminer vers une autre manière de faire de la politique où l'enjeu ne serait plus simplement de gagner les prochaines élections, mais bien de mener à terme des politiques publiques courageuses qui s'imposent à long terme et suscitent une large adhésion.

La population du Québec mérite mieux que le vieux mode de scrutin imposé en 1792. Et ses représentantes et représentants politiques d'aujourd'hui doivent se rappeler que le système électoral ne leur appartient ni à eux, ni à leur parti, mais bien au peuple. En tout, 96 des 125 parlementaires actuels ont été élus en s'engageant à remplacer le statu quo par un système qui introduirait plus de justice dans la composition de l'Assemblée nationale et plus de coopération entre les partis. Ensemble, toutes ces personnes ont obtenu l'appui électoral de 70% de la population. Ne pas les écouter nourrirait encore plus le cynisme de cette dernière envers la classe politique. 📍

COVID-19 et communautés autochtones

On apprenait, le 13 mars dernier, que le gouvernement canadien s'affairait au déploiement de tentes d'isolement et d'hôpitaux dans certaines communautés autochtones pour pallier l'insuffisance des infrastructures déjà en place dans le contexte de COVID-19. Cette crise sanitaire met encore davantage en évidence la situation accablante, en termes de manque de ressources, d'infrastructures et de soutien étatique adéquat, dans laquelle évoluent plusieurs membres des Premières Nations au Canada.

GNL QUÉBEC, NON MERCI!

Le projet Énergie Saguenay de la compagnie GNL Québec fait face à une contestation qui grandit et au retrait d'un de ses principaux investisseurs.

Jean Paradis et Adrien Guibert-Barthez

Les auteurs sont membres de la Coalition Fjord

Si le Québec et le reste du monde doivent réduire leur consommation d'énergies fossiles, il serait contradictoire de construire de nouvelles infrastructures encourageant la production, le transport et la consommation de ces énergies. C'est pourquoi, depuis novembre 2018, plusieurs s'opposent au projet Énergie Saguenay de la compagnie GNL Québec, l'un des trois grands projets industriels proposés dans la région¹. Celui-ci générerait une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'un minimum de 46 millions de tonnes d'équivalent CO₂ chaque année², soit l'équivalent de 60% des GES émis annuellement au Québec, ou des émissions produites par 10 millions de voitures.

GNL Québec vise la construction d'un complexe industriel de liquéfaction de gaz naturel sur le site de Port Saguenay dans le but d'exporter 11 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an. La construction d'un gazoduc de 780 kilomètres entre l'Ontario et le Saguenay est nécessaire puisque le gaz proviendrait de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. La compagnie n'a admis que récemment que le gaz serait extrait à 85% par fracturation hydraulique, un procédé largement dénoncé, comme on le sait, depuis la lutte contre le gaz de schiste au Québec. Il l'est notamment par l'Association canadienne des médecins pour l'environnement et par l'Association américaine de santé publique, qui préviennent que la fracturation risque d'entraîner d'importantes fuites de gaz contribuant au réchauffe-

ment climatique et la contamination de nappes phréatiques, en plus d'accroître le risque de tremblements de terre. Ce gaz dit « naturel » se trouve composé principalement de méthane, une substance qui, sur un cycle de 20 ans, a un impact 84 fois plus grand que le CO₂ en matière d'effet de serre.

Une fois liquéfié à Saguenay, GNL Québec prévoit que le méthane serait exporté vers les marchés mondiaux par des méthaniers à travers le fjord du Saguenay et le fleuve Saint-Laurent. Il serait ensuite regazéifié dans des terminaux en Europe et en Asie, mais aussi en Amérique du Sud ou en Afrique, l'objectif final étant de l'utiliser pour générer de l'énergie électrique ou thermique, produisant de nouveaux GES.

Le transport dans d'immenses méthaniers (d'une taille comparable au paquebot transatlantique le Queen Mary II) comporte aussi des risques importants pour la sécurité et l'environnement, mais GNL Québec affirme ne pas être responsable de cette partie du processus. Par ailleurs, ce n'est qu'après qu'un regroupement d'organismes environnementaux ait envoyé une mise en demeure à l'Agence canadienne des évaluations environnementales que la compagnie a été forcée d'évaluer les conséquences maritimes de son projet. Parmi celles-ci, mentionnons la perturbation du seul refuge protégé des bélugas, mais aussi les conflits entre usagers et les nuisances qu'engendreraient 320 passages de méthaniers, au minimum, dans le fjord chaque année.

Depuis 2013, les investisseurs américains déploient une opération-choc de mise en marché du projet au Saguenay-Lac-Saint-Jean : publicités dans les médias, encarts distribués dans les casiers postaux, escadron de 27 lobbyistes inscrits au Registre des lobbyistes, annonces d'investissements dans la communauté faites avant que le projet ne soit même accepté, etc. C'est au coût de plusieurs centaines de milliers de dollars que l'entreprise tente d'influencer l'opinion publique. Malgré cela, la Coalition Fjord, un organisme citoyen opposé au projet et ayant comme mission la protection du fjord, a réussi à attirer l'attention des médias locaux



« Lutte pour le climat, lutte pour le fjord », manifestation à Chicoutimi, 27 septembre 2019. Photo : Thierry Lambert.

et nationaux et semble avoir un effet pour contrer la réalisation du projet.

Un exemple concret de cela pourrait être la récente décision du multimilliardaire Warren Buffet, un investisseur majeur, de retirer sa participation au financement du projet. Bien que la raison avancée était la situation instable au Canada en raison des blocus autochtones, il est permis de penser que la décision pourrait être attribuable à plusieurs autres facteurs, dont la mobilisation des Québécoises et des Québécois opposés au projet et le bas prix du gaz.

À ces facteurs s'ajoute la pandémie de COVID-19, qui a entraîné l'annulation de la commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui devait commencer ses audiences sur le projet en mars dernier. L'homme choisi pour la présider – un ancien de

l'industrie pétrochimique – et le fait que ces audiences ne se tiendraient qu'à Chicoutimi, alors que plusieurs citoyens et groupes considèrent que l'enjeu concerne tout le Québec, ont suscité la grogne. Une affaire à suivre, sachant qu'en ce qui concerne la construction du gazoduc, la décision de l'autoriser revient uniquement au gouvernement fédéral, la conduite devant traverser le territoire de deux provinces. 🌱

1. Lire Éric Dubois, « Dilemme au Saguenay », *Relations*, n° 801, avril 2019.
2. Voir Jesse Greener et Lucie Sauvé, « Le projet GNL Québec doit être rejeté », *Le Devoir*, 3 juin 2019 (lettre ouverte appuyée par quelque 150 scientifiques).

« Un día sin nosotras »

Au lendemain d'une journée de manifestations monstres pour la Journée internationale des droits des femmes, les Mexicaines se sont mobilisées pour la première journée de grève nationale des femmes. Le 9 mars dernier, durant cette journée baptisée « Un día sin nosotras » (« Un jour sans nous »), elles se sont effacées des espaces publics, esquissant ainsi l'avenir d'un pays dont on aurait assassiné toutes les femmes. Cette action suivait l'appel à la mobilisation lancé le 15 février en réaction au meurtre brutal d'Ingrid Escamilla. « Ni una menos » (« Pas une de moins ») scandait-on dans maintes grandes villes pour protester contre l'inaction du gouvernement face à la vague de féminicides qui s'accroît dans le pays, au rythme de dix meurtres de femmes par jour depuis le début de l'année 2020.



FIÈRE, AUTONOME ET ENGAGÉE!



DÉVELOPPEMENT ET PAIX : LA SAGA SE POURSUIT

L'acharnement des évêques canadiens contre Développement et Paix continue, mettant en danger plusieurs partenaires de l'organisme.

Élisabeth Garant

L'auteure est directrice du Centre justice et foi et de la revue *Relations*

Depuis 20 ans, l'organisme Développement et Paix (D&P) est épisodiquement ébranlé par des crises et des tensions qui nuisent à son fonctionnement, fragilisent son financement et affaiblissent son action. Ces crises sont toujours provoquées par des accusations venant de quelques militants catholiques conservateurs dont la vision et les doléances sont principalement portées par l'organe de communication *Lifesite News*. Cette instance, autrefois ignorée par les évêques canadiens, obtient maintenant une écoute attentive et empathique de la part de certains d'entre eux, principalement en Ontario et dans l'Ouest canadien.

Le plus récent épisode de cette saga s'est ouvert à la fin de 2017. Le personnel du Bureau de direction de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) mène depuis une «enquête» interne et opaque qui remet en question le financement de 52 des 180 partenaires de D&P, à la suite d'allégations voulant que ces organismes soutiennent le droit à l'avortement. Or, cette «enquête» se base principalement sur des sources trouvées sur Internet pour repérer un lien possible entre les organismes, leurs responsables et des personnes susceptibles de soutenir l'avortement, et ce, sans évaluation réelle de la qualité du travail qu'ils accomplissent. C'est en effet ce qu'a révélé la sortie publique de deux des partenaires visés par le processus – le Centre ERIC, au Honduras,

dirigé par le jésuite Ismaël Moreno, et l'organisme haïtien Fanm Deside, dirigé par Marie-Ange Noël, fondé et toujours soutenu par les Sœurs du Bon-Conseil. On constate aussi l'acharnement du personnel de la CECC qui, depuis deux ans, revient constamment avec les mêmes questions, accueillant avec suspicion les démentis reçus des partenaires visés et négociant des conditions pour la poursuite du financement. Les responsables de cette «enquête» affichent de plus en plus une méconnaissance manifeste du contexte politique et social dans lequel interviennent lesdits partenaires et sont visiblement peu soucieux des effets que leurs interventions peuvent avoir sur des femmes et des hommes qui s'engagent auprès des plus vulnérables, souvent au risque de leur propre vie et dans des conditions extrêmement difficiles. À ce jour, l'incertitude reste par ailleurs complète quant aux décisions finales qui seront prises, puisque les évêques, probablement divisés entre eux sur cette démarche, n'arrivent pas à clore ce processus inquisitoire et à rétablir la crédibilité des partenaires.

Au cœur des litiges, l'enjeu le plus évident est le détournement de sens de la notion de «droit à la vie» de l'enseignement social de l'Église catholique, que les détracteurs de D&P opèrent pour mener leur combat sans nuance contre l'avortement. Encore une fois, les luttes de pouvoir et les appels à l'orthodoxie sont motivés par le désir de contrôle du corps des femmes et la peur de la solidarité féministe, reportant sur les partenaires du Sud des exigences et des diktats que ne tolère plus la grande majorité des catholiques du Canada. Surtout, toute cette affaire révèle un refus obstiné des militants conservateurs et de certains évêques de concevoir l'engagement social des chrétiens et des chrétiennes comme une *collaboration active* pour faire advenir la justice sociale avec différents acteurs sociaux dont les revendications n'ont pas à se conformer aux choix promus par l'Église catholique, notamment en regard de la morale sexuelle.

Enfin, on peut se demander si une part de ce resserrement des règles autour de D&P n'est pas, dans les faits, une réaction aux positions courageuses

défendues par l'organisme au sujet de l'exploitation des ressources naturelles et de l'action de l'industrie minière canadienne dans les pays du Sud global. La question se pose quand on sait que les contestations viennent principalement des régions plus dépendantes de l'exploitation des ressources pétrolières, d'une part, et, d'autre part, de Toronto, où sont basés de nombreux sièges sociaux d'entreprises minières. Les milieux ecclésiastiques de ces régions sont souvent les plus réfractaires aux discours sur l'écologie intégrale et aux remises en question du système capitaliste que promeut activement le pape François et qui mobilisent de nombreux catholiques engagés socialement.

Cette véritable saga est donc devenue, au fil des années, une croisade pour contrôler la vision, l'action et la manière de travailler du plus important mouvement progressiste et démocratique de catholiques engagés socialement au Canada. En mai 2019, la CECC a d'ailleurs imposé à D&P un examen institutionnel mené par la firme Deloitte, visant entre autres à revoir les procédures de fonctionnement de l'organisme et à améliorer ses relations avec la CECC. Bien que le rapport, déposé à la fin de l'année 2019, n'ait toujours pas été divulgué – notamment en raison de pressions exercées sur les représentants de D&P –, on a appris que les 14 propositions retenues remettent en question de façon importante la composition des instances démocratiques de l'organisme, la représentation épiscopale, les modes décisionnels pour le choix des partenaires et les pratiques de communication. Alors que l'Église catholique, secouée par les scandales d'abus sexuels, est condamnée pour sa pratique d'une culture du secret aussi néfaste qu'inacceptable et sommée d'écouter les victimes, on ne semble tirer aucune leçon de cette situation dans la manière de procéder avec D&P. On ne peut qu'espérer que les décideurs bénévoles et salariés de l'organisme qui sont actifs dans les négociations arrivent à faire valoir ce qui a toujours fait l'originalité et l'excellence de l'engagement de Développement et Paix et parviennent à en préserver l'essentiel. ☺

JOVENEL MOÏSE, EN MARCHÉ VERS LA DICTATURE

Le président haïtien Jovenel Moïse a de plus en plus les coudées franches pour donner libre cours à ses penchants autocratiques.

Jean-Claude Icart

L'auteur est sociologue

Depuis la fin du règne des Duvalier, en 1986, Haïti est déchirée par la lutte qui oppose ceux qui souhaitent un véritable changement aux tenants du statu quo. Cette dynamique a généré plusieurs épisodes sombres, du bain de sang qui a entaché la première tentative d'élections libres, en novembre 1987, jusqu'aux coups d'État militaires qui ont renversé Jean-Bertrand Aristide, en 1991 et en 2004.

Le tremblement de terre de 2010 a par ailleurs permis à la « communauté internationale¹ » de jouer un rôle plus direct



Jovenel Moïse et son premier ministre en visite à la commune Jeremi, le 31 mars 2017. Photo : B. Magloire de VOA/Wikimedia Commons

dans l'orientation de la gouvernance du pays, avec l'appui d'une bonne partie de l'élite économique. C'était le début d'un « capitalisme du désastre », appuyé par une « stratégie de choc » profitant de la crise pour mettre en œuvre des projets controversés, sans rapport avec les besoins réels de la population. Après avoir pris le contrôle de la reconstruction, la dite « communauté internationale » a pu peser de tout son poids pour la tenue d'élections à la fin de 2010, en dépit des traces encore fraîches du séisme et d'une épidémie de choléra provoquée par des soldats de la mission des Nations unies. Dirigée par les États-Unis, elle interviendra de plus dans le processus électoral pour faciliter l'arrivée au pouvoir d'un candidat néo-duvaliériste, Michel Martelly.

Malgré une forte augmentation des dépenses d'investissement de l'État, la situation économique s'est détériorée sous la gestion de Martelly, signe que l'État a trop dépensé, de façon irrationnelle, sans transparence et sans mécanismes de contrôle, accentuant ainsi la perception de corruption². Le gouvernement de Martelly est néanmoins parvenu à assurer l'arrivée au pouvoir de son poulain, Jovenel Moïse, lors des élections de 2016. La dégringolade économique s'accéléra avec l'arrivée de ce dernier et des scandales de corruption entourant le programme d'aide vénézuélien Petrocaribe ont vite fait d'éclabousser le régime Martelly et la personne de Moïse, jugé avoir été au cœur d'un stratagème de détournement de fonds. Dès juillet 2018, le pays fut secoué par toute une série de manifestations pour réclamer justice.

Pointe d'Argentenay : une victoire

L'entreprise Espace villégiatures Huttopia inc. annonçait, le 16 décembre dernier, l'abandon de son « projet de villégiature écotouristique » prévu à la pointe d'Argentenay, sur l'île d'Orléans. L'entreprise proposait un village de prêt-à-camper pouvant accueillir près de 500 personnes en haute saison. Outillée d'études démontrant les menaces à la biodiversité et les risques d'érosion que pourrait entraîner un tel développement du site, la mobilisation de la Coalition citoyenne pour la sauvegarde de la Pointe d'Argentenay a finalement réussi à faire reculer l'entreprise. Ses membres demeureront toutefois aux aguets, car certains élus de la région semblent toujours vouloir persister dans leurs démarches pour que l'usage récréotouristique de la pointe soit éventuellement autorisé. Voir <sauvegarde.argentenay.org>.

COVID-19 et droit au logement

Les mesures d'urgence sanitaire pour lutter contre la COVID-19, bien que nécessaires, ont eu de graves conséquences pour plusieurs ménages ayant subi une perte de revenu. Plusieurs se retrouvent dans l'incapacité de payer leur loyer et, sous la pression de propriétaires ou de compagnies de gestion immobilière, doivent choisir entre l'endettement et le risque de se retrouver sans logement. Devant cette situation, le Front d'action populaire en réaménagement urbain porte d'importantes revendications allant de l'interdiction des évictions pour non-paiement de loyer durant la période d'urgence sanitaire à la création d'un programme spécial de subventions. La situation actuelle illustre bien qu'il est impératif de se préoccuper du droit au logement, droit déjà mis à mal par la grave crise du logement qui sévit au Québec. Voir <frapru.qc.ca>.

Opioïdes : moins de ressources

Le ministre albertain de la Santé mentale et des Dépendances, Jason Luan, mettait fin, le 9 mars dernier, au financement des centres de consommation supervisée (CCS). Des organismes œuvrant sur le terrain, se basant sur des études publiées par l'Initiative canadienne de recherche en abus de substances (ICRAS), s'opposent à cette décision gouvernementale. Ils avancent que ces centres sont un des derniers recours disponibles pour les personnes toxicomanes. En effet, les traitements conventionnels contre la dépendance aux opioïdes, dont la méthadone, se révèlent souvent inefficaces, voire nuisibles. La fermeture possible des CCS pourrait ainsi mener à un retour à une consommation illicite à risque. Selon les intervenants de première ligne, il est donc crucial de financer ces centres offrant des services d'injection salubres et sécuritaires.



Malgré la gravité de cette crise, qui dure toujours et qui a paralysé le pays durant de longs mois, l'incapacité du pouvoir à établir un dialogue avec la population est frappante, au point de se demander si elle n'est pas sciemment entretenue.

Par exemple, en mars 2018, Jovenel Moïse a lancé des États généraux sectoriels afin d'aboutir à l'adoption d'un « Pacte pour la stabilité et le progrès économique et social du pays ». Or, le président n'a même pas pris la peine d'accuser réception du rapport qui en découla. En octobre 2018, il a torpillé lui-même le travail de la Commission présidentielle de facilitation du dialogue peu après sa mise en place. En décembre 2018, c'est au nouveau premier ministre, Jean-Henry Céant, que sera confié « le mandat de consulter tous les secteurs de la vie nationale dans le cadre d'un dialogue visant à aboutir à un pacte de gouvernabilité ». En janvier 2019, le président Moïse a confié un mandat quasiment identique à un de ses proches. Au début du mois d'avril 2019, il a demandé à l'ONU de jouer le rôle d'observateur dans « un dialogue constructif et inclusif entre tous les acteurs de la vie nationale ». Toutes les pseudo-tentatives de dialogue avec les autres pouvoirs et l'opposition se déroulèrent selon un schéma similaire: le président disait une chose, mais agissait de façon contraire.

Le Parlement étant devenu caduc en janvier 2020, après le report *sine die* des élections législatives qui devaient se tenir en novembre 2019, le président Moïse agit plus ouvertement en autocrate, d'autant qu'il jouit du soutien des États-Unis (en raison notamment de son appui à leur position face au Venezuela). Gouvernant

désormais par décret, il se donne le droit d'engager l'État haïtien sans contrôle aucun dans la signature d'accords internationaux et d'accords de passation de marchés publics. Déjà connu pour utiliser l'appareil judiciaire comme instrument de répression, pour son recours à des mercenaires étrangers et pour la collusion de certains de ses proches avec des bandes armées, il détourne maintenant la mission de l'armée en lui confiant des tâches de police. Ce qui a provoqué au moins un affrontement avec morts et blessés entre ces deux corps.

Dans ce contexte, la tenue des élections législatives pourrait perpétuer ce pouvoir dictatorial, d'autant que la mise en place d'un nouveau système d'émission de cartes d'identité – entaché de forts soupçons de corruption et de népotisme – pourrait donner un plus grand contrôle au gouvernement sur les listes électorales³. Cet élément ne figure cependant pas dans les priorités du nouveau premier ministre nommé lui aussi par décret: c'est plutôt une demande formelle de l'Ambassade américaine.

Et c'est dans cette situation que le pays doit maintenant affronter la pandémie qui répand la terreur. 🌐

1. Soit par ses organismes officiels comme l'ONU ou l'OEA, soit par des structures informelles comme « le groupe des pays amis d'Haïti » ou encore le « Core Group ».
 2. Voir Patrick Junior Sylvain, « Bilan économique désastreux du président Martelly, hypothéquant l'avenir de près de 11 millions d'Haïtiens, et perspectives pour 2016 », *Atelier des médias*, RFI, 14 janvier 2016 [en ligne].
 3. Voir Snayder Pierre Louis, « Pourquoi le dossier DERMALOG est un vaste scandale? », *Ayibo Post*, 19 septembre 2019 [en ligne].

Pour une solidarité nourricière

Comment repenser les rapports de solidarité entre personnes d'un même quartier ? Par l'autonomie alimentaire ! C'est du moins la réponse proposée par *Notre Quartier Nourricier* (NQN), une initiative communautaire implantée dans le quartier Centre-Sud, à Montréal. Le projet, qui repose sur une stratégie collective, œuvre depuis 2013 à mobiliser les citoyennes et les citoyens afin de favoriser le développement d'une communauté capable de se nourrir de façon plus écoresponsable en misant sur la production locale. Les initiateurs et initiatrices du projet – avec la participation de nombreux bénévoles et l'appui de 12 organismes partenaires – ont mis sur pied plusieurs jardins collectifs et une serre communautaire de plus de 1200 pieds carrés située à l'angle des rues de Rouen et Dufresne. Les membres de NQN ont aussi fondé le Marché solidaire Frontenac, qui offre des produits locaux vendus bon marché et qui assure la distribution de repas faits maison dans des secteurs souvent décrits comme des déserts alimentaires. *Notre Quartier Nourricier* déploie ainsi des foyers d'actions de proximité qui servent de lieu de socialisation et de solidarité, en plus d'être une porte ouverte sur le marché du travail pour des personnes précarisées, appauvries et/ou marginalisées. Voir : <quartournourricier.com>.

REVUE CAMINANDO

Analyses et réflexions sur les luttes sociales et les droits humains en Amérique latine

www.caminando.ca

Le consentement présumé (ou automatique) au don d'organes est un modèle selon lequel toute personne est présumée être une donneuse à moins de signifier explicitement le contraire par écrit. La Nouvelle-Écosse a récemment adopté une loi instaurant ce type de consentement. Le Québec devrait-il en faire autant ? Nos auteurs invités en débattent.

Le consentement présumé peut avoir des avantages mais il est loin de suffire en soi.

Louis Beaulieu

L'auteur est directeur général de Transplant Québec

La Nouvelle-Écosse sera la première province au Canada et le premier État en Amérique du Nord à appliquer une loi qui prévoit des dispositions sur le consentement présumé au don d'organes et de tissus. Lors de son entrée en vigueur, prévue au cours des prochains mois, les adultes néo-écossais seront considérés comme des donneurs potentiels, à moins qu'ils ne mentionnent explicitement leur refus. Au Québec, le régime en vigueur est celui du consentement explicite, selon lequel les personnes doivent signifier leur consentement (notamment en signant leur carte de don d'organes). Le projet de loi privé n° 399 visant l'adoption du consentement présumé, déposé en novembre dernier à l'Assemblée nationale par le député libéral André Fortin, vient toutefois relancer ce débat.

Le fait que le don d'organes soit rare et apporte d'immenses bénéfices – sauver une ou plusieurs vies – justifie, pour plusieurs, que l'État puisse décider par effet de loi que chaque citoyen est présumé y consentir à moins qu'il n'exprime clairement le contraire. Pour d'autres, une telle approche est discutable, voire contraire à l'exercice des droits fondamentaux.

Consentir devrait être un geste qui en appelle à la volonté libre et éclairée d'une personne. La possibilité réelle de générer du bien peut-elle nous amener collectivement à décider d'appliquer autrement ce principe intimement lié à l'exercice de la démocratie? Cela dépend de plusieurs facteurs.

Une réalité multifactorielle

L'adoption d'un régime de consentement présumé repose en grande partie sur la conception selon laquelle en accroissant le bassin de donneurs, on augmentera d'emblée le nombre des organes disponibles pour la transplantation. Cela peut paraître logique, mais dans les faits, la réalité est beaucoup plus complexe. En effet, l'expérience des États ayant les meilleurs résultats nous a appris que l'amélioration de la «performance» en la matière est multifactorielle.

La réalisation du don d'organes est complexe et demande beaucoup de vigilance et d'efforts. En absolu, le nombre de donneurs au décès est très limité. Pour tout le Québec, on estime actuellement qu'il y aurait annuellement autour de 450 donneurs et donneuses d'organes si toutes les conditions étaient réunies pour chaque cas. Conséquemment, tous les donneurs doivent être identifiés puis référés à Transplant Québec. Pour arriver à transformer 100% des dons potentiels en dons réels, le personnel médical doit être très bien et continuellement formé. Des audits des dossiers des personnes décédées qui auraient pu devenir des donneurs doivent être réalisés en continu pour y arriver. Les pratiques adoptées dans plusieurs États l'attestent. C'est le cas en particulier de l'Espagne, le pays le plus performant au monde en matière de don d'organes. Le consentement présumé y est certes en vigueur, mais le succès du pays en la matière témoigne surtout de la nécessité de pouvoir compter sur un acteur médical formellement reconnu et investi dans cette tâche au sein des établissements de santé. Au Québec, certains établissements ont renforcé leurs pratiques et les résultats sont de plus en plus au rendez-vous, notamment en matière de références. Pour la première fois de son histoire, en

2019, le nombre de références faites à Transplant Québec pour don d'organes a excédé le nombre de personnes en attente d'organes dans la province, ce qui est encourageant.

Coordonner, accompagner, sensibiliser

Il est nécessaire de mieux organiser les services en don d'organes dans chacun des hôpitaux/établissements de santé. Cela signifie entre autres de se doter d'un programme en don d'organes, d'accroître la fluidité des interventions, et de mieux accompagner les familles qui ont besoin de soins dans une situation de deuil et de crise pour être en mesure de contribuer à la réalisation du don. Les médecins coordonnateurs en don sont des acteurs clés. Sont également requis des engagements fermes du gouvernement ainsi qu'un organisme en don d'organes doté des capacités d'agir, d'établir les normes qui devront être adoptées par le système et disposant des moyens pour assurer pleinement sa mission.

Pour la population, et pour les jeunes en particulier, il nous faut accroître les actions d'éducation pour faire connaître les conditions de réalisation du don d'organes et les bienfaits de la transplantation et rappeler constamment la nécessité de discuter du sujet avec sa famille et ses proches, pour faire connaître sa volonté, quel que soit le modèle de consentement.

Les États les plus performants, qu'ils aient adopté un modèle ou l'autre de consentement, ont agi sur l'ensemble de ces variables. Aussi, avant même de décider collectivement de modifier le modèle de consentement au Québec et le cadre législatif, une large discussion publique est nécessaire pour améliorer le don d'organes, car il s'agit d'un projet de société basé sur la solidarité, le partage et la bienveillance. ©

DON D'ORGANES : FAUT-IL RENDRE LE CONSENTEMENT AUTOMATIQUE ?

Le consentement présumé n'est pas l'équivalent du consentement libre et éclairé.

Mireille D'Astous

L'auteure, bioéthicienne, est boursière au Centre justice et foi

La question du consentement présumé au don d'organes se pose au Québec, alors qu'une loi optant pour cette conception du consentement a récemment été adoptée en Nouvelle-Écosse. Le consentement présumé prévoit que toute personne est une donneuse potentielle, automatiquement référée au programme et aux coordonnateurs responsables d'orchestrer les dons d'organes, sauf si elle a signifié explicitement son refus.

Consentement, autonomie et intégrité

Mentionnons d'abord que le «paternalisme médical» n'est pas le modèle à privilégier. Les membres des ordres professionnels agissant en santé détiennent des savoirs, mais aussi un statut et une position d'autorité. Le pouvoir de la médecine est accru par le fait que les maladies vulnérabilisent les personnes, qui se voient alors placées dans la position de demandeuses de soins. Cette répartition inégale du pouvoir, la bioéthique et le droit cherchent à la contrebalancer par la valorisation de l'autonomie décisionnelle des patients et des patientes et de leurs droits, valorisation qui prend la forme d'un consentement volontaire aux soins. D'autres formes de participation des patients sont possibles, incluant les partenariats de soins, le consentement à la recherche ou au don d'organes.

À la base et au fondement du consentement, tel qu'énoncé à l'article 10 du Code civil du Québec, se trouve l'inviolabilité de la personne et son droit à l'intégrité. Ces principes informent d'autres

lois, des jurisprudences et des politiques publiques. À titre d'exemple, en matière de sexualité, il n'y a pas de consentement présumé en droit canadien, mais plutôt une position de «non-consentement» visant à préserver l'inviolabilité du corps de toutes les personnes. Il revient donc à celui ou celle qui pose des actes envers une autre personne de s'assurer d'obtenir son consentement, de manière continue. En matière de soins, plusieurs mécanismes, formations et services visent l'obtention d'un consentement de qualité: données adéquates, bonnes pratiques de communication, formulaires, procédures, services de traduction, etc. Ces mesures ont également pour but de favoriser une relation de soins marquée par la confiance, la mutualité et la communication ouverte et honnête. Les professionnels de la santé ont l'obligation de déterminer le soin le plus approprié en fonction des besoins des personnes et de suivre les normes de leur profession. En plus, ils sont responsables de repérer les situations susceptibles de fausser le consentement (coercition et situations abusives). Cette vision du consentement rappelle le droit de toute personne à préserver son intégrité et à prendre des décisions en fonction de ce qu'elle juge bien pour elle-même.

Dans ce contexte, l'adoption d'un régime de consentement présumé peut nourrir la crainte légitime d'un contrôle accru de l'État sur le corps des personnes. Cette crainte justifie déjà pour plusieurs le refus (ou l'oubli) de signifier leur consentement au don d'organes par les moyens appropriés (notamment en signant l'autocollant apposé derrière la carte d'assurance-maladie de la RAMQ). Au Brésil, par exemple, dans les années 1990, un régime de consentement présumé implanté de manière rigide a pour sa part eu l'effet contraire à celui espéré¹. La vigilance et la retenue s'imposent. La confiance des citoyennes et des citoyens

envers les systèmes de santé et les lois qui les régissent peuvent s'éroder, en particulier dans un contexte où les revendications en faveur d'une société davantage axée sur le soin et sur une éthique du *care* peinent à être entendues.

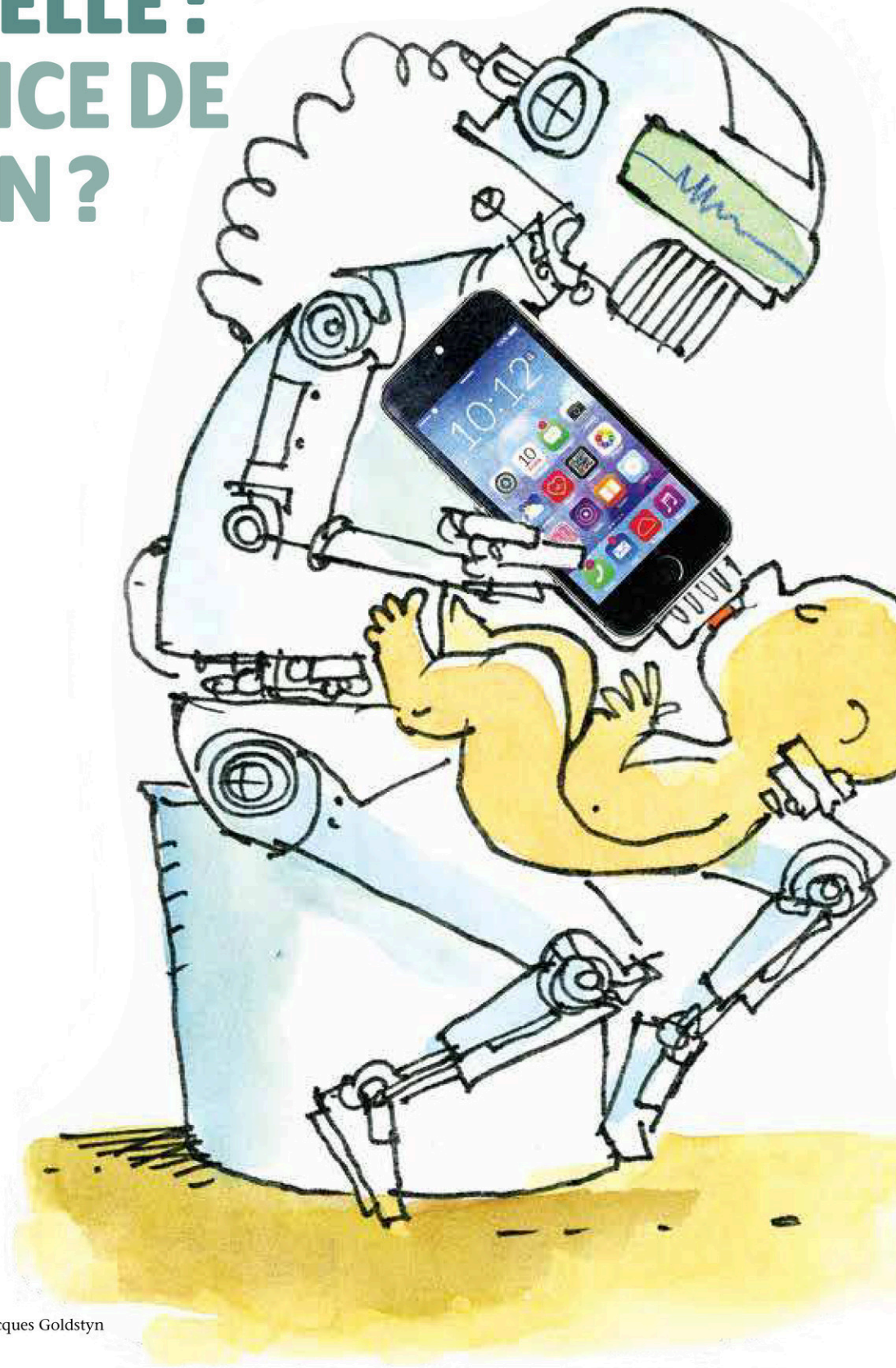
C'est pourquoi, avant d'envisager d'implanter le consentement présumé, la possibilité d'une déclaration *obligatoire* au don d'organes (plutôt qu'optionnelle, comme c'est le cas actuellement) devrait être réexaminée soigneusement. D'une part, cette décision officielle pourrait être exécutoire: les proches ne pourraient pas s'interposer et faire primer leur volonté sur celle de la personne décédée. De plus, un registre étendu pourrait consigner un ensemble de décisions médicales, comme le don d'organes et les directives médicales anticipées. Il permettrait aussi de recueillir des informations provenant des personnes indécises ou refusant le don d'organes, de manière à élaborer des stratégies de sensibilisation plus complètes.

Le sens du don

Le sens du don d'organes – qui est un don de vie – pourrait aussi être davantage discuté et explicité. Ce geste altruiste perd à être décidé à l'avance de manière impersonnelle par une loi décrétant le consentement présumé, car dans ce contexte, les personnes ne réalisent plus l'acte conscient et volontaire de consentir au don d'organes pour qu'une autre personne ait une meilleure qualité de vie, voire reste en vie. Cet acte volontaire, par lequel l'individu se projette dans un bien qui le dépasse, est nécessaire pour faire communauté et société: il ne saurait être imposé que par la force de la loi. ©

1. Voir Ian Bussiès, «Le consentement présumé au don d'organes: pas une panacée», *Le Soleil*, 23 avril 2018.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : AU SERVICE DE L'HUMAIN ?



Jacques Goldstyn

Les technologies liées à l'intelligence artificielle (IA) sont en plein essor, nourrissant à la fois des discours euphoriques et anxiogènes. Mais au-delà des promesses et des fantasmes, quelles transformations induisent-elles vraiment dans la société? Dans le domaine du travail ou de la santé, en passant par l'environnement et notre conception du vivant, ces technologies provoquent de graves bouleversements, souvent rendus invisibles par les discours dominants. La «révolution» de l'IA se fait-elle vraiment au service de l'humain? Sinon, comment s'en assurer?

Emiliano Arpin-Simonetti

«**Q**uatrième révolution industrielle», «grand remplacement technologique», «saut civilisationnel»: à entendre les techno-prophètes et autres entrepreneurs messianiques, chaque innovation «disruptive» dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) serait sur le point de nous propulser dans une nouvelle ère épique, avec ses lendemains (voire, ses robots) qui chantent.

À cette symphonie de superlatifs s'ajoute une panoplie de discours publics et médiatiques souvent contradictoires, qui finissent par rendre passablement confuse la réflexion sur ce domaine assez mal connu qu'est celui de l'IA. Tantôt, on nous annonce que celle-ci pourrait régler les problèmes les plus divers; tantôt, on fait valoir ses dangers pour la vie privée et les risques (avérés) de dérives orwelliennes. Mais de quoi parle-t-on exactement?

Plus qu'une technologie, l'IA est un champ assez large regroupant des théories, des techniques et des procédés informatiques qui visent à automatiser certaines tâches et opérations logiques qu'on attribue généralement à l'in-

telligence humaine. Ce champ n'est pas nouveau et s'est développé par vagues dès les années 1950 à partir des travaux d'Alan Turing. S'il attire autant d'attention aujourd'hui, c'est en raison du boom récent des technologies d'apprentissage automatique (*machine learning*, en anglais) lié à l'essor du capitalisme numérique. C'est en effet afin de tirer profit des données massives (*Big Data*) produites et stockées par un nombre exponentiel d'objets connectés que sont développés des algorithmes de plus en plus complexes, capables de mettre en relation ces bases de données, d'en tirer des corrélations statistiques et de prendre des décisions de manière automatisée. L'IA d'apprentissage automatique et les *Big Data* sont donc des technologies qui avancent main dans la main.

Si la nouvelle vague de recherche et développement dans ce domaine connaît une telle ampleur, c'est parce qu'elle est portée par de pressants impératifs de rentabilité commerciale et de profit, en particulier ceux des cinq entreprises ayant désormais la plus grande capitalisation boursière aux États-Unis: Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft (communément appelées les GAFAM), sans parler de la géante chinoise Huawei. Nous n'avons donc pas fini de voir déferler toujours plus d'objets connectés, de centres de données et d'infrastructures de réseau qui étendent jusque dans les moindres interstices de la vie intime et sociale différents moyens de numériser, quantifier, surveiller et influencer nos comportements au profit d'annonceurs de tout acabit. Tel est le modèle d'affaires de cet oligopole du «capitalisme de surveillance», qui transforme en marchandise tous les aspects de la vie et permet comme jamais un resserrement de l'étau du contrôle social¹. C'est d'autant plus le cas que l'appareil sécuritaire et militaire de certains États bénéficie déjà des données collectées par les géants du numérique et qu'il est un important débouché pour toutes les nouvelles technologies d'IA, de l'espionnage des populations en passant par leur profilage et leur contrôle. La gestion de la pandémie de COVID-19 se révèle à cet égard un formidable banc d'essai pour bien des États, qui en ont profité pour déployer différents outils très contestables sur le plan des libertés civiles afin de surveiller, profiler et contrôler des personnes potentiellement (voire présumément) infectées – des

instruments qui risquent de se retrouver dans l'arsenal régulier des autorités une fois la crise résorbée.

Mais plus profondément, ce sont presque toutes les sphères de la société que les vendeurs de « solutions IA » en tout genre cherchent à investir, dans une optique d'optimisation, d'automatisation et de fluidification des processus propre à ce que le philosophe Éric Sadin appelle une « rationalité algorithmique ». Cette logique se profile derrière tout ce que l'on tente de rendre « intelligent », du téléphone aux maisons en passant par les usines et les villes, voire la sélection des immigrants avec un système comme Arrima, au Québec. Elle normalise l'idée d'une société numériquement administrée au soi-disant bénéfice d'une humanité qui, après avoir établi des protocoles et des procédures pour gérer (automatiquement ?) les proverbiaux enjeux éthiques qui pourraient survenir, n'aurait plus qu'à s'adonner pleinement aux loisirs.

Or, ce genre d'utopie fortement ancrée dans la vision libérale invisibilise le fait que le fonctionnement de toutes ces technologies fondées sur différentes formes d'apprentissage automatique n'a rien de fluide, ni même d'automatique, dans bien des cas. Comme l'a bien montré le sociologue Antonio A. Casilli, qui nous accorde un long entretien dans le présent dossier, ces technologies nécessitent en sous-main une quantité colossale de travail humain. Cela, non seulement pour générer des masses de données, mais aussi pour les formater afin « d'entraîner » les algorithmes. Ce travail du clic, payé le plus souvent à la pièce et à vil prix, est effectué par des millions de personnes dans le monde, notamment dans des pays du Sud. Réduit à des micro-tâches répétitives coordonnées par des algorithmes sur des plateformes de micro-travail, ce labeur aliénant en vient à fournir une illustration concrète de la manière dont les machines se saisissent du travail vivant à l'heure du capitalisme numérique.

Il faut par ailleurs souligner à quel point l'utilisation des ressources naturelles et de l'énergie faite par ces technologies est loin d'être optimale. Simple exemple récent : pour extraire du sous-sol québécois le lithium nécessaire à la production de piles alimentant nombre d'appareils « intelligents », le projet Rose Lithium Tantale prévoit assécher entièrement deux lacs. Outre leur fabrication, le fonctionnement des équipements qui servent de support à l'économie soi-disant immatérielle a lui aussi une empreinte écologique considérable. Selon une étude de l'Université d'Amherst, 284 tonnes d'équivalent CO₂ (autant que la vie moyenne d'une voiture, de sa fabrication à la casse) sont nécessaires pour mener à bien un seul projet standard d'apprentissage automatique², extrêmement vorace en données et donc en énergie – le plus souvent fossile.

Il ne s'agit pas ici de noircir le trait pour le plaisir de se montrer critique. Prises à la pièce, plusieurs applications de l'IA peuvent être socialement bénéfiques, par exemple en faisant progresser la recherche scientifique dans différents domaines, notamment biomédical, en accélérant le traitement de dossiers juridiques ou en rendant plus aisé l'accès à des services étatiques, entre autres. Il s'agit plutôt de tenir

compte des dimensions systémiques et matérielles – trop souvent négligées – dans lesquelles émerge la « révolution de l'IA ». Car c'est bien sous les auspices du capitalisme que celle-ci devient un phénomène de masse ; dès lors, impossible d'analyser son déploiement en faisant abstraction des logiques propres à ce système économique qui tend à s'extraire du monde social et naturel. D'autant que sa mutation numérique approfondit, voire radicalise certains de ses travers.

Mettre la révolution de l'IA au service de l'humain nécessite donc de la « réencaster », par la voie du politique, dans des dynamiques qui répondent aux besoins humains et non à ceux des machines et du capital. Il faut être attentifs aux différentes solutions et pistes de réflexion qui sont proposées à cet égard, du coopérativisme de plateforme à la socialisation des géants du numérique³ en passant par la réappropriation, sur le mode des communs, des données personnelles et des ressources naturelles nécessaires à la fabrication d'appareils informatiques. Il faut également pouvoir enrayer les conceptions déshumanisantes de la personne et de la société que met de l'avant la vague actuelle d'IA. Le fonctionnement des algorithmes tend en effet à réduire l'humain à ses manifestations extérieures observables et quantifiables, bref, à l'enfermer dans ses comportements. Sa vie intérieure et ses quêtes de sens ne pouvant être scrutées par des capteurs ni produire de données, elles ne sont pas considérées signifiantes et sont de facto évacuées de la gouvernance algorithmique qui s'impose de plus en plus.

Cette dynamique, qui fragilise le politique au profit d'une gestion automatisée, est à combattre. La pandémie de COVID-19 nous aura fourni des exemples extrêmes de situations pour lesquelles il peut sembler tentant de substituer la responsabilisation individuelle et collective à un dispositif de contrôle automatisé. Mais elle aura aussi montré à quel point une action publique vigoureuse et concertée dans le sens du bien commun est non seulement possible, mais nécessaire. Ce faisant, cette crise sans précédent aura illustré à quel point, dans le choix entre ces deux voies, c'est bien notre liberté qui est en jeu. ©

« L'humanité en devenir est-elle vouée à s'accroître à la vitesse invariablement croissante qui meut les flux numériques et à être dessinée par des suites mathématiques imperceptibles visant une définition chiffrée et immédiate de tout fait, autant que l'exploitation la plus rentable de chaque occurrence spatiotemporelle ? »

ÉRIC SADIN, *LA VIE ALGORITHMIQUE. CRITIQUE DE LA RAISON NUMÉRIQUE*

1. Voir notre dossier « Contrôle social 2.0 », *Relations*, n° 776, janvier-février 2015.

2. Sébastien Broca, « Le numérique carbure au charbon », *Le Monde diplomatique*, mars 2020.

3. Paris Marx, « Nationalize Amazon », *Jacobin*, 29 mars 2020.

LE GRAND REMPLACEMENT ROBOTIQUE N'AURA PAS LIEU

ENTREVUE AVEC ANTONIO A. CASILLI



Photo: Alexandre Enard

Dans son dernier ouvrage En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic (Seuil, 2019), Antonio A. Casilli, professeur de sociologie à Télécom Paris (Institut Polytechnique de Paris), lève la voile sur la face cachée du boom de l'intelligence artificielle: les millions de travailleurs et de travailleuses du clic nécessaires au fonctionnement des machines dites intelligentes. Gratuit ou sous-payé, ce travail, largement invisibilisé et souvent sous-traité dans les pays du Sud global, bouscule le monde du travail et fait apparaître le caractère trompeur de l'automatisation généralisée. Nous en avons discuté avec lui.

On entend souvent dire que les robots, l'automatisation et l'intelligence artificielle (IA) sont en passe de remplacer le travail humain, notamment dans les métiers nécessitant moins de qualifications. En quoi ce discours est-il une mystification selon vous, et quelle réalité masque-t-il ?

Antonio A. Casilli : Le discours du grand remplacement machinique s'appuie sur l'idée selon laquelle à chaque tâche automatisée correspond un emploi qui disparaît. Or, cela n'est pas démontré du tout, surtout si on regarde les projections les plus récentes et les plus débattues de la dernière décennie, par exemple la célèbre étude d'Oxford produite par Frey et Osborne, en 2013, sur l'avenir de l'emploi. En analysant un échantillon – assez arbitraire – de métiers, celle-ci arrivait à la conclusion qu'on assisterait, à l'horizon 2030, à la perte de 47% des emplois qu'on connaît aujourd'hui. C'est une étude qui a été largement critiquée, d'une part, parce que le travail est un phénomène trop complexe pour être réduit à un simple cahier de charges ou à des tâches séparées, et d'autre part parce que de plus en plus de tâches liées à l'informatique sont invisibilisées, ce dont l'étude ne tient pas compte.

Ce sont ces tâches humaines, qu'on appelle de manière générale le *digital labor*, que masque le discours de l'automatisation complète et que je m'efforce de rendre visibles. J'utilise ici le mot *digital* non par anglomanie, mais parce qu'il s'agit vraiment du travail du *doigt* (« *digitus* », en latin) qui clique, qui touche la surface d'un écran, d'un clavier. Avec la généralisation des outils informatiques, de plus en plus de métiers traditionnels contiennent aujourd'hui une partie de travail digital.

Dans mon livre toutefois, je relève trois grandes familles d'activité pour lesquelles ce travail du clic est central. Il y a d'abord celle des services à la demande: livreurs Deliveroo

ou Foodora et chauffeurs Uber, par exemple. Leur principale activité n'est pas de conduire des véhicules ou de livrer des repas – cela n'occupe que 40% de leur temps –, mais bien de produire des données en temps réel, en répondant à des messages, en personnalisant leur profil, etc. C'est aussi ce que font les autres usagers de ces plateformes et applications, en se géolocalisant, en notant la qualité du service, en réalisant des transactions, etc.

Vient ensuite la famille des micro-travailleurs, ces personnes qui réalisent des micro-tâches très fragmentées et très faiblement payées (liées, entre autres, au formatage de données nécessaire au fonctionnement des algorithmes). Il s'agit d'un travail décentralisé et confié à des foules d'individus via des plateformes de micro-travail comme Amazon Mechanical Turk, Clickworker ou la chinoise Zhubajie – qui revendiquent respectivement 500 000, 1,9 million et 15 millions de travailleurs du clic. Enfin, on arrive à une troisième famille: celle de la production de données qui fait partie de notre vie quotidienne et même de nos usages sociaux, que ce soit le travail social en réseau qu'on réalise en partageant un contenu sur les médias sociaux, en cliquant sur « J'aime », en répondant à un reCAPTCHA pour prouver qu'on n'est pas un robot-logiciel, etc. C'est la forme de *digital labor* la plus répandue et la plus difficile à envisager comme du travail, mais qui est certainement la plus facile à comprendre en tant que productrice de valeur pour les grandes plateformes, car elle permet, entre autres, de constamment calibrer et entraîner les algorithmes.

En quoi ce *digital labor*, bien que largement invisibilisé, est-il néanmoins une composante essentielle de l'essor de l'IA aujourd'hui ?

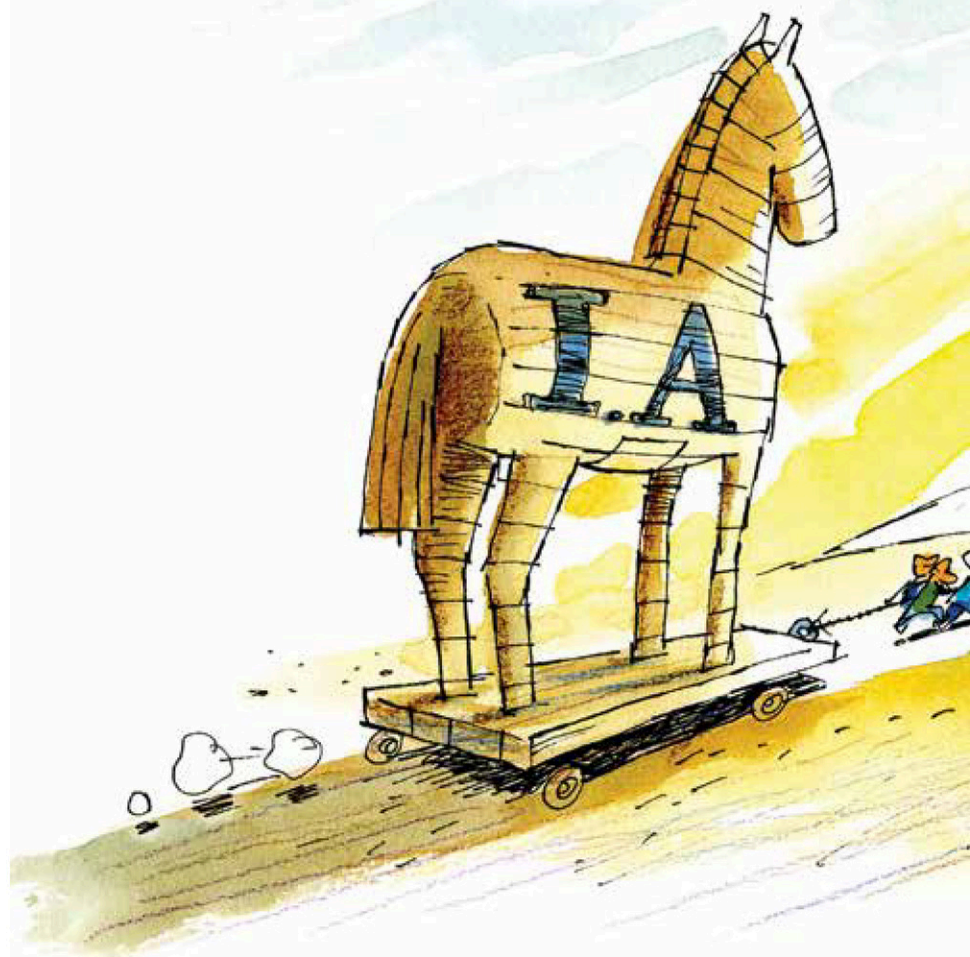
A. C. : Le travail du clic est aujourd'hui central et essentiel pour entraîner les intelligences artificielles, mais il est en effet soumis à des procédés actifs d'invisibilisation. →

C'est un travail qui est euphémisé, tantôt qualifié de participation, de partage, ou alors d'amateurisme motivé par la passion créatrice, etc. Et lorsque d'aventure on en vient à concéder qu'il s'agit bien de travail, on dira alors qu'il est tellement petit, tellement déqualifié, finalement, qu'on ne peut pas le définir comme un métier. Or, plusieurs critères permettent de reconnaître ces activités comme du travail.

D'abord, elles ne sont pas que des loisirs anodins, mais bien des gestes qui produisent de la valeur économique. Pour ce faire, les usagers-producteurs sont soumis à des formes de surveillance et de quantification de leurs comportements qui s'inscrivent dans la continuité des métriques du travail classique. Elles ne sont pas non plus des usages libres, puisqu'elles soumettent les usagers à des flux tendus de commandes, allant des « missions » des livreurs aux « tâches » des micro-travailleurs, en passant par les « alertes », « pastilles » et « notifications » que reçoivent les usagers de plateformes sociales. Le fait que certaines de ces activités ne soient pas rémunérées ne constitue pas en soi une contradiction. Historiquement, nos sociétés ont connu plusieurs formes de travail gratuit, du travail domestique aux travaux forcés, du travail bénévole à certains types de stages et d'apprentissages.

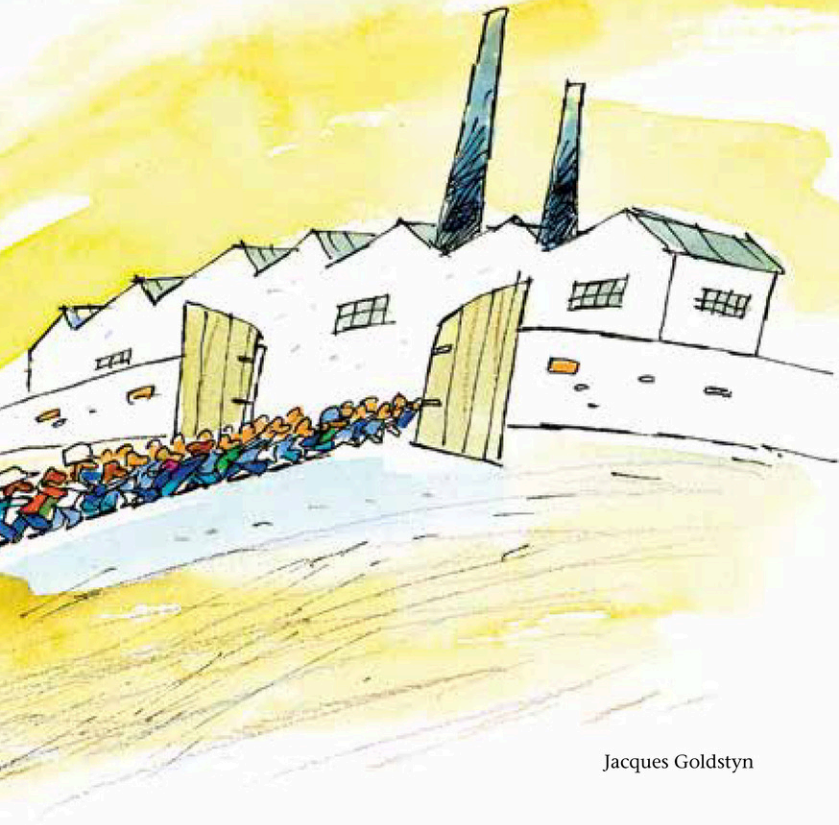
Il faut aussi comprendre que le travail du clic est inhérent au fonctionnement d'un type particulier d'IA : l'apprentissage automatique (*machine learning*), paradigme associé à ce que l'on appelle l'IA « faible ». Celui-ci vise davantage à assister les humains dans leurs tâches quotidiennes (conduire une voiture, calculer un trajet de transport en commun, retoucher automatiquement une photo, etc.) qu'à remplacer l'action humaine par des systèmes ultra-performants (ce qu'on désigne comme l'IA « forte »). Il faut savoir que ce paradigme de l'IA faible s'est largement imposé sur d'autres, mais est loin d'être le seul ou le plus intéressant. Or, l'apprentissage automatique, et toutes ses sous-déterminations comme l'apprentissage profond (*deep learning*), les réseaux de neurones artificiels et j'en passe, requièrent une énorme quantité de données. Car pour enseigner aux machines à faire ce qu'elles promettent de faire, il faut littéralement leur fournir des milliards d'exemples.

Prenons le cas du véhicule autonome dit « sans chauffeur », une technologie qui, contrairement à ce que l'on croit, est particulièrement vorace en travail humain. Ces voitures sont avant tout des ordinateurs sur roues : elles enregistrent tout ce qui les entoure grâce à des systèmes de capteurs. Il faut cependant savoir que, pour apprendre aux machines à s'en servir, les quantités massives de données enregistrées par ces véhicules (images, sons, vidéos, etc.)



ont d'abord besoin d'être agrégées, annotées, préparées et améliorées à la chaîne par des personnes qui sont des travailleurs et des travailleuses du clic.

L'automatisation complète qu'on nous vend apparaît dès lors pour ce qu'elle est : un mirage, un horizon inatteignable. Dans la mesure où le monde est constamment en train de changer, d'évoluer, de se complexifier, il y aura toujours plus de nouvelles situations auxquelles il faudra habituer les machines. D'autant que l'apprentissage fait par les machines elles-mêmes – ce qu'on appelle l'apprentissage non supervisé – est loin d'être au point et il semble qu'il ne le sera jamais. Car il faudra toujours quelqu'un pour interpréter minimalement ce que la machine a appris, pour combler le vide entre ce que la machine apprend et ce qui a du sens pour une communauté humaine. Ainsi, de manière paradoxale, plus vous introduisez d'intelligence artificielle, plus vous avez besoin de travail humain derrière. Cela vaut pour la voiture dite autonome, mais aussi pour les systèmes de reconnaissance vocale des assistants numériques comme ceux d'Amazon et d'Apple – Alexa et Siri –, les traducteurs automatiques, les GPS, etc. L'IA telle qu'on la connaît aujourd'hui en est une largement faite à la main, par les petites mains du *digital labor*.



Jacques Goldstyn

Plus qu'un remplacement des emplois, faut-il alors dire que l'essor de l'IA produit plutôt une transformation de l'emploi, dans le sens d'une fragmentation et d'une précarisation du travail ?

A. C.: Si le *digital labor* est en effet un travail basé sur la production de données, c'est aussi un travail tâcheronnisé, atomisé, réduit à son unité la plus petite: le clic. Cela, pour des raisons de nature économique: les plateformes numériques d'aujourd'hui ont besoin de ce type de travail hyper fragmenté et standardisé pour pouvoir l'articuler de manière agile avec n'importe quel autre processus. Il y a donc une forme d'hyper-taylorisme ou d'algo-taylorisme à l'œuvre, c'est-à-dire un retour en force, poussé à l'extrême, de la logique de fragmentation et de rationalisation de la production humaine, doublée d'une grande bureaucratization. Mais ce sur quoi j'insiste, c'est que cela s'articule avec des formes contractuelles et des formes d'encadrement réglementaire – en matière de filet social – qui sont pré-tayloristes, qui remontent au XIX^e siècle: le marchandage, le tâcheronnat, le travail payé à la pièce, bref, des formes de travail beaucoup moins encadrées et sans protection sociale. On se retrouve ainsi face au pire du taylorisme et au pire du marchandage – terme qui traduit par ailleurs certaines expressions anglaises

utilisées pour désigner le travail des plateformes, tel «*gig economy*» ou «*jobbing*». Comme lors du premier industrialisme, les plateformes réalisent en effet un «louage des gens de travail» engagés de manière non stable pour réaliser des tâches ou des projets, corvéables et licenciés à merci.

Cette logique se déploie à l'échelle mondiale. D'abord par nécessité d'avoir accès à une force de travail qui ne dort jamais: ainsi, lorsque les travailleurs et utilisateurs des plateformes en Amérique du Nord dorment, ce sont les gens en Afrique et en Asie qui se mettent au travail. Ensuite, pour des raisons de logique économique: les travailleurs du clic des pays du Sud sont payés nettement moins cher que ceux des pays du Nord. Cette externalisation suit en partie les lignes d'une certaine division internationale du travail et de certains liens de dépendance économique entre les anciennes colonies et leur ex-métropole. Mais on n'est pas devant une logique purement néocoloniale, ni même Nord-Sud, d'extraction de la valeur. Cette dernière se fait à partir des pôles d'accumulation capitalistes situés partout dans le monde, incluant au Sud. La Chine, par exemple, qui était un fournisseur de micro-travail pour les pays producteurs d'IA il y a cinq ans à peine, est désormais une championne de l'IA, beaucoup plus avancée que la plupart des pays d'Europe, et recrute ses micro-travailleurs à l'interne.

Cette situation s'accompagne évidemment d'une dynamique de nivellement par le bas des conditions de travail. Dans la plupart des cas, les pays dans lesquels les grandes entreprises de l'IA vont chercher des travailleurs et travailleuses du clic sont des pays où la structure de l'emploi est moins encadrée juridiquement et où l'importance du travail informel fournit un large bassin de micro-travailleurs. Surtout, ce sont des pays dans lesquels le salaire moyen est beaucoup moins important que dans les pays où les entreprises de l'IA sont installées. À Madagascar par exemple, qui est un champion de la production de travail du clic pour les entreprises françaises – voire francophones –, le salaire moyen équivaut à 60 dollars par mois. Dans ce contexte, se voir proposer des tâches payées parfois quelques sous, mais qui permettent de gagner entre 45 et 300 dollars par mois (quitte à devoir travailler plus de 200 heures dans certains cas), peut malgré tout apparaître alléchant. Au niveau global, cela crée cependant une situation de déséquilibre et d'asymétrie dans la négociation des contrats qui lient les travailleurs et travailleuses du clic aux entreprises – «contrats de travail» qui sont plutôt des contrats d'adhésion, voire de simples conditions générales d'utilisation comme celles que vous acceptez quand vous vous connectez pour la première fois à un réseau social.

Tout cela fait en sorte que ce type de travail est beaucoup moins encadré du point de vue de la protection sociale face à différents risques. Si votre travail consiste par exemple à modérer à la chaîne des images extrêmement violentes sur Facebook

ou YouTube, vous pouvez être exposé à des formes de stress post-traumatique. Ou encore, si vous passez un temps fou à faire des tâches comme anonymiser des CV pour les préparer à des analyses automatiques faites par des algorithmes, ce type de travail peut être aliénant d'un point de vue moral, mais peut aussi être associé à de véritables risques psychosociaux d'isolement, de perte de sens de son travail, de dépression, etc. Ces risques doivent être reconnus: ils sont spécifiques au *digital labor*.

Comment mitiger l'effet déstructurant, pour le marché de l'emploi, que peut avoir tout ce travail non reconnu comme tel?

A. C.: D'abord il faut se demander si l'objectif à poursuivre est de mitiger ou de dépasser ces effets. De cela dépendent les

pistes à privilégier. Ainsi, les acteurs publics qui cherchent à *mitiger* les effets les plus néfastes proposent en quelque sorte de réinscrire le *digital labor* dans le giron du travail salarié. Il s'agit de reclassifier en salariés tous ces travailleurs qui sont présentés comme des indépendants, des pigistes, des «partenaires», des travailleurs à la tâche, etc. Certaines initiatives en ce sens passent par les syndicats, d'autres par les tribunaux, d'autres encore par la régulation étatique. Mais ces initiatives restent à mon avis limitées, parce qu'elles sont bien adaptées pour les formes les plus ostensibles de ce travail invisibilisé – par exemple pour les chauffeurs Uber ou les livreurs Deliveroo –, mais beaucoup moins pour les formes les moins visibles: le travail à la maison, le travail domestique, tout type de micro-travail, etc., qui sont très difficiles à syndiquer. On peut aussi se demander si l'approche salariale est la plus adaptée dans ces cas (voir encadré p. 22).

LA PROFONDE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Étienne van Steenberghe

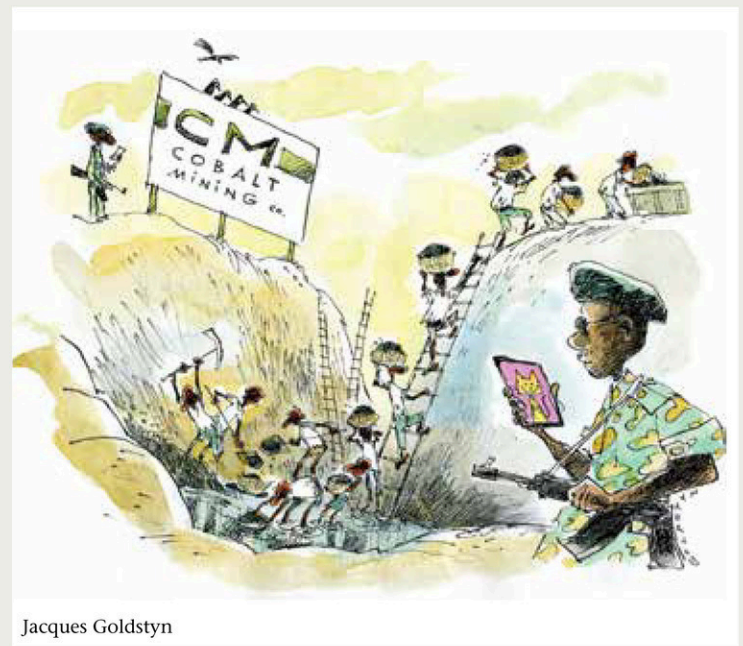
L'auteur est coordonnateur de la revue *Éducation relative à l'environnement: Regards – Recherches – Réflexions* au Centre de recherche et de formation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté, à Montréal

«C'est moins [...] l'invention d'un futur qui sauve le présent qu'une préservation du futur par l'action responsable du présent.»

Olivier Mongin¹

Le développement des technologies liées à l'intelligence artificielle (IA), comme on le sait, s'appuie sur des supports numériques tels que les ordinateurs, les centres de données et, prochainement, le déploiement de la cinquième génération des standards pour la téléphonie mobile (5G). Il n'a rien d'immatériel. L'impact écologique de l'IA est ainsi indissociable de celui du numérique dans son ensemble.

Les ressources minières nécessaires aux technologies du numérique, par ailleurs, ne sont pas infinies. Par exemple, le cobalt est un métal rare indispensable dans la fabrication des piles des téléphones intelligents et des batteries des véhicules électriques (autonomes ou pas), entre autres. La République démocratique du Congo produit 60% de l'approvisionnement mondial en cobalt; plusieurs entreprises



Jacques Goldstyn

ont été poursuivies pour l'exploitation d'enfants dans ces mines². Une demande accrue de nombreux métaux rares exploités le plus souvent dans les pays du Sud est inévitable et souvent synonyme de violations de droits humains, de tensions géopolitiques et d'une concurrence féroce pour l'accaparement des ressources, souvent au détriment des populations locales.

L'extraction des matières premières et leur transformation en composants électroniques génèrent des répercussions écologiques non négligeables: épuisement de ressources abiotiques, pollutions causées entre autres par les produits chimiques utilisés dans le processus, émissions de gaz à effet de serre (GES), etc. À titre d'exemple, les résidus miniers sont souvent rejetés directement dans les nappes phréatiques ou dans la mer, ce qui a des effets néfastes sur la santé des

D'autres stratégies politiques tentent cependant de dépasser le système actuel. Cela se traduit, d'une part, par le projet du coopérativisme de plateforme, qui consiste grosso modo à imaginer ce dont aurait l'air un Uber mutualiste, un Facebook propriété de ses utilisateurs, etc. Dans certains cas, ce sont de petites expériences qui deviennent extrêmement intéressantes, mais difficiles à faire passer à une plus grande échelle. Par exemple, il existe une petite coopérative – Fairbnb – qui offre une alternative éthique à Airbnb; mais comment faire pour la transformer en un géant international qui détrônerait cette dernière? C'est difficile, car de telles entreprises n'ont pas les moyens économiques ou techniques pour le faire. Cette stratégie mène donc, au mieux, à un modèle hybride dans lequel dominent des énormes conglomerats capitalistes entourés d'îlots qui font de la production

éthique. C'est un système qui, malheureusement, ne permet pas de dépasser vraiment le stade actuel.

Il existe toutefois un autre type de raisonnement et de stratégie beaucoup plus ambitieux, basé sur la création de biens communs numériques dans lesquels les utilisateurs pourraient se réapproprier et valoriser de manière non capitaliste les masses de données qu'ils et elles produisent. Il s'agit d'un modèle beaucoup plus complexe, encore au stade de la réflexion, car il faut aussi l'articuler avec des luttes qui se mènent non seulement au Nord, mais aussi dans le Sud, dans les pays mêmes où les données sont produites. On ne peut pas s'imaginer, en effet, améliorer notre situation seulement en créant de petites entreprises coopératives aux États-Unis ou en Amérique du Nord, par exemple, en reposant sur des données produites pour un salaire de misère en Afrique ou

écosystèmes et sur les populations locales. Leur présence contribue aussi à la détérioration de la qualité des sols.

Le caractère polluant de l'extraction minière en général, incluant celle liée au numérique, n'est certes pas une nouveauté, mais notre persistance collective à préférer l'ignorer est préoccupante compte tenu que l'écologie, la santé des populations vivant à proximité de ces mines, l'économie et même l'équilibre sociétal et géopolitique du monde s'en trouvent déjà gravement affectés. En outre, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, de nouveaux enjeux se posent autant en ce qui concerne l'utilisation accrue des technologies numériques par des populations en confinement et de nombreux travailleurs et travailleuses en télétravail, qu'en ce qui a trait à la perturbation de l'ensemble des activités économiques, incluant les activités minières.

Par ailleurs, l'empreinte carbone du numérique est très mauvaise. Le chercheur indépendant Frédéric Bordage l'évalue à 3,8% des émissions mondiales de GES pour 2018³. Toutes les étapes du cycle de vie d'un équipement numérique – extraction des minerais, transformation en composants électroniques, distribution et commercialisation, utilisation et fin de vie – nécessitent, règle générale, de l'énergie fossile. Aussi, en dehors de la croissance continue du nombre d'utilisateurs, qui joue un rôle important, et concernant plus spécifiquement l'IA, l'augmentation actuelle du nombre d'objets connectés aggrave les impacts environnementaux. De plus, l'entraînement des algorithmes qui permettent de reconnaître la voix, de mieux gérer le trafic urbain ou encore de rendre possible la voiture autonome est un processus extrêmement énergivore. Les *data centers* – qu'on appelle aussi « fermes de serveurs » –, qui hébergent et traitent des masses colossales de données nécessaires au fonctionnement de tous ces algorithmes, génèrent de 2% à 5% des émissions mondiales de GES, selon une autre étude réalisée cette fois par des chercheurs de l'Université

du Massachusetts⁴. L'électricité nécessaire à leur fonctionnement est souvent produite à partir de charbon ou de centrales nucléaires.

Dès lors, force est de constater que la contribution actuelle des nouvelles technologies au réchauffement global de notre planète est loin d'être négligeable. Rien ne nous dit que les algorithmes de demain, censés nous aider à réduire nos GES comme certains le prétendent, auront en réalité un effet positif.

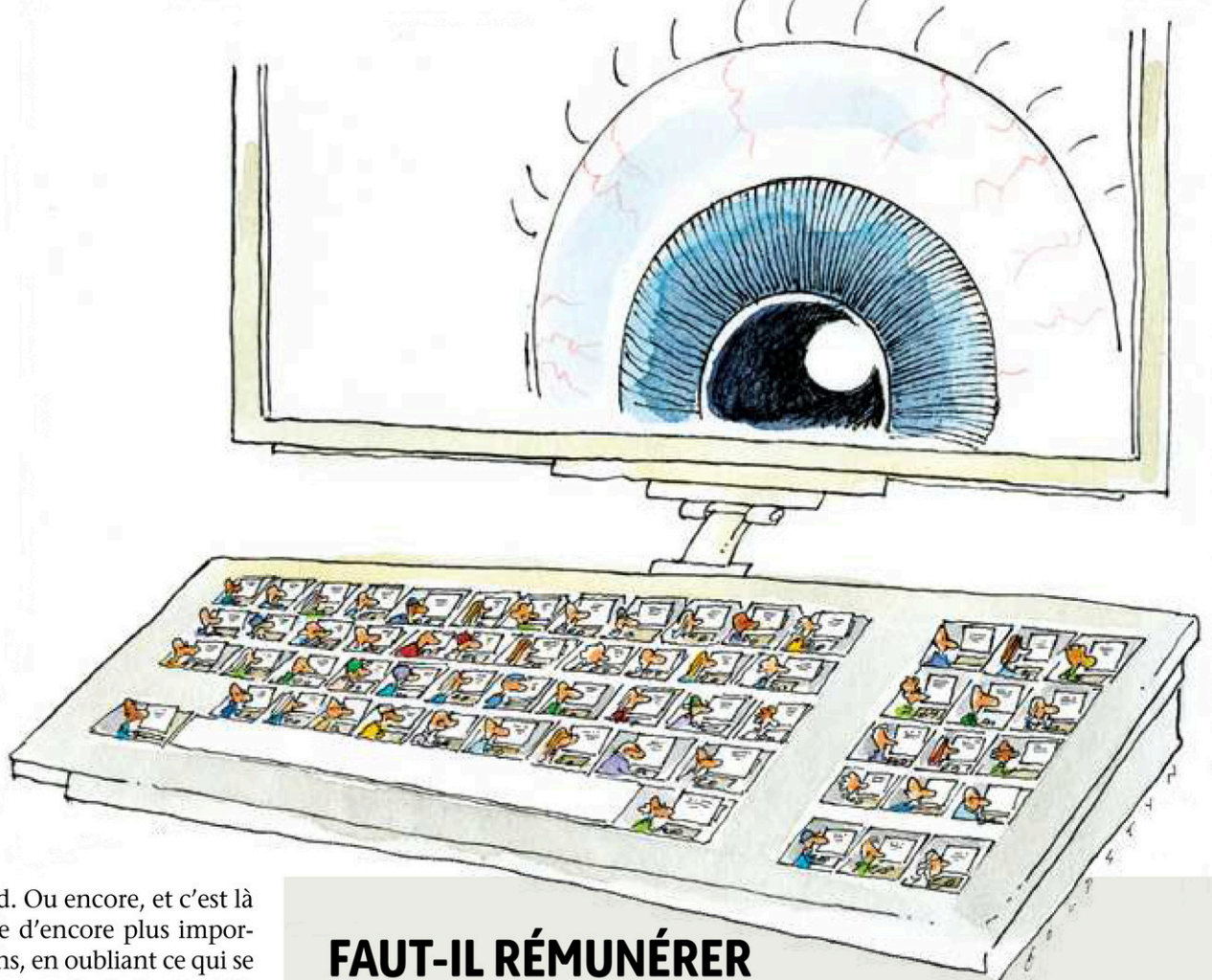
L'IA possède par ailleurs un caractère performatif, instantané, utilitariste. Elle laisse peu de place à la compréhension plurielle du monde dans lequel on vit. Notre rapport au vivant ainsi que notre façon de penser le monde s'en trouvent transformés et déformés de même que notre façon de penser le monde, alors que se produit une montée en puissance de l'ingénierie. Comme le mentionne Frédéric Bordage au sujet du numérique dans son ensemble, « l'enjeu ne se limite donc pas à la réduction de ses dégâts environnementaux, mais aussi à son usage raisonné: c'est désormais une question de résilience pour l'humanité », précise-t-il sur le site <greenit.fr>. Laisser l'IA se déployer sans limites reviendrait ainsi à la desservir. Dès lors, la solution ne serait-elle pas de restreindre l'IA à des usages essentiels? Il n'est pas impossible que d'ici quelques années, par la force des choses, ce soit en ces termes que la question se pose.

1. Cité dans P. Ricoeur, *L'Idéologie et l'Utopie*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, p. 120.

2. Agence France-Presse, « Apple, Google et autres poursuivis pour exploitation d'enfants dans les mines de cobalt », Radio-Canada, 17 décembre 2019.

3. F. Bordage, *Empreinte environnementale du numérique mondial*, Paris, greenit.fr, 2019, p. 9.

4. Lire Fabien Soyez, « Pourquoi l'intelligence artificielle est un désastre écologique », CNET France, 2 juillet 2019.



en Asie du Sud. Ou encore, et c'est là quelque chose d'encore plus important à mon sens, en oubliant ce qui se passe dans l'économie située par-delà les écrans. Les appareils et dispositifs qui supportent les IA, en effet, sont basés sur des formes d'exploitation primitive: ils ont besoin de quantités importantes de lithium, de métaux rares, etc., exploités d'une manière qui pose un problème de nature environnementale et géopolitique majeur. Tant que l'on continuera d'ignorer que nos flux de données numériques sont aussi faits de matière physique, nous ne pourrons pas réfléchir à un dépassement du système actuel. 🌐

**Entrevue réalisée par
Emiliano Arpin-Simonetti**

FAUT-IL RÉMUNÉRER TOUS LES PRODUCTEURS DE DONNÉES ?

Puisque nous produisons tous des données lors de nos activités quotidiennes en ligne (par exemple sur des plateformes comme Facebook et Google, ou encore en utilisant nos téléphones intelligents), nous sommes tous et toutes des travailleurs du clic. Faut-il pour autant exiger une rémunération pour nos données? Cette solution, qui consiste à monétiser les données en les revendant au plus offrant, combine selon moi le pire de la tradition du salariat et le pire du *digital labor*.

Le problème principal avec cette approche, outre le fait qu'elle consiste à réaffirmer la propriété privée de nos données, est la question du pouvoir de négociation complètement disproportionné qu'elle instaure entre, d'un côté, les grands oligopoles de la donnée et, de l'autre, les individus qui chercheraient à se faire rémunérer à leur juste valeur. Car quelle est la valeur d'un clic? Selon les estimations actuelles du marché, un clic peut valoir plusieurs centaines de dollars s'il est fait par un

influenceur sur YouTube, par exemple, ou 0,0001 cent si c'est un micro-travailleur indonésien qui le fait dans une usine à clics. Face à ces disparités énormes de validation et d'évaluation, on peut présumer que les entreprises du numérique cherchent constamment à imposer le prix le plus bas. Ainsi, la rémunération des données serait une manœuvre politique qui consisterait à entériner et à réaffirmer la prérogative des grandes plateformes d'extraire de la valeur de données obtenues à très faible coût. En proposant de monétiser de la sorte nos données, on risque en fait de généraliser un système de micro-travail. Les micro-travailleurs n'auront pas plus de pouvoir parce qu'ils sont payés 0,1 plutôt que 0,0001 cent pour leur micro-tâche. Tout au plus, on se retrouverait à étendre la famille du micro-travail à celle du travail en réseau. Mais ça ne change strictement rien quant au pouvoir de négociation des utilisateurs.

A. C.

L'INTERNET DES OBJETS : DU FÉTICHISME DE LA MARCHANDISE AU FÉTICHISME DE LA MACHINE

Le développement de l'Internet des objets s'insère dans le cadre d'une gouvernance algorithmique et d'un capitalisme de surveillance dont les principaux protagonistes sont les multinationales techno-financières.

Maxime Ouellet

L'auteur est professeur à l'École des médias de l'UQAM

Dans le premier chapitre du *Capital*, Marx fait une analogie entre la mystification religieuse des sociétés prémodernes et le fétichisme de la marchandise dans les sociétés capitalistes modernes. Selon lui, la gigantesque collection de marchandises produites par les sociétés capitalistes révèle un monde enchanté au sein duquel les rapports sociaux apparaissent comme des rapports entre des objets. Il semble que cette mystification tend à prendre une forme particulière aujourd'hui avec l'Internet des objets. La principale différence réside dans le fait que les objets ne sont pas animés seulement métaphoriquement, comme dans le fétichisme marxien, mais bien réellement, puisque les marchandises (montres, appareils ménagers, téléviseurs, thermostats, voitures, etc.) peuvent désormais communiquer entre elles. Ainsi, dans la dynamique contemporaine d'automatisation induite par le numérique, les rapports sociaux n'ont plus à passer par une relation langagière pour se légitimer, la langue étant réduite à un code informatique. La convergence des *Big Data* (données massives), de l'infonuagique et de l'Internet des objets participe en ce sens à la mise en place d'une gouvernance algorithmique, c'est-à-dire à une régulation de la société de plus en plus confiée à des algorithmes plutôt qu'aux institutions politiques.

Colonisation de la vie quotidienne

L'Internet des objets constitue, avec l'infonuagique et les *Big Data*, l'un des composants fondamentaux d'un gigantesque système de contrôle informationnel qui accentue la dynamique de fétichisation du Capital déjà présente à l'ère industrielle. L'Internet des objets, aussi appelé «industrie 4.0», repose sur la mise en place de capteurs sur les objets d'usage quotidien (réfrigérateurs, thermostats, brosses à dents), les outils de production (bras robotisés) ou encore sur les êtres vivants (bracelets numériques, puces sous-cutanées) en vue de collecter les données sur leur fonctionnement ou leurs comportements. Ces objets interconnectés sont reliés à d'imposantes bases de données virtuelles (l'infonuagique)

permettant de stocker l'ensemble des données concernant des activités humaines et non humaines désormais numérisées. Grâce aux avancées dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), comme l'apprentissage automatique et l'apprentissage profond, il est désormais possible, avec des algorithmes, de traiter, d'analyser et de faire des corrélations entre ces méga-données afin de prédire et d'influencer les comportements des consommateurs ou encore de rendre plus efficient le fonctionnement des appareils industriels.

Il convient de saisir l'historicité de cette nouvelle forme de régulation algorithmique des rapports sociaux au sein des transformations institutionnelles propres au capitalisme avancé. Les critiques du capitalisme de surveillance (notamment Shoshana Zuboff dans *Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power* (Profile Books, 2019) oublient généralement de situer historiquement cette «nouvelle» forme de capitalisme et d'en comprendre les causes structurelles profondes, n'en dénonçant souvent que les effets néfastes sur la vie privée, au nom d'un «bon capitalisme» soucieux des libertés individuelles. De fait, le rôle prépondérant joué par les grandes corporations au XX^e siècle a transformé substantiellement la régulation de la pratique sociale: il s'agissait désormais de modifier les attitudes des individus afin d'arrimer la dynamique de surproduction du système industriel à celle de la surconsommation. Pour ce faire, le marketing développera des techniques de modification des comportements et de captation de l'attention qui sont à l'origine des outils de profilage – et de surveillance – des comportements des consommateurs utilisés aujourd'hui par les géants du numérique, souvent désignés par l'acronyme GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft).

Dans ce contexte, une mutation au sein de l'activité productive résultant des avancées technologiques dans le domaine de l'informatique a permis d'automatiser une partie toujours plus importante du travail. Anticipant le phénomène de l'industrie 4.0, le père de la cybernétique, Norbert Wiener, soutenait en 1950 qu'il faudrait environ deux décennies pour que l'automatisation domine entièrement l'économie. Selon lui, la machine automatique est l'équivalent économique d'un esclave; conséquemment, tout travailleur qui entre en compétition avec les machines devra «accepter les conditions de travail d'un esclave¹». À la même époque, l'économiste critique Friedrich Pollock soutenait que l'automatisation des usines rendue possible par l'informatique comportait une contradiction profonde qu'il exprimait ainsi: «Les machines peuvent pratiquement tout faire dans l'économie, excepté acheter les biens qu'elles produisent².»

Or, l'Internet des objets vise justement à pallier cette contradiction au moyen de l'automatisation de la consommation. Le meilleur exemple est le système d'automatisation de la production et de la consommation mis en place par Amazon, notamment avec son assistant numérique Alexa qui peut effectuer des recherches sur



Jacques Goldstyn

Internet, commander des produits, régler l'éclairage et la température de la maison, etc. À ce système s'ajoute le *Dash Replenishment Service*, permettant de commander automatiquement certains produits de la vie quotidienne lorsqu'ils viennent à manquer (du savon pour la lessive ou de la nourriture pour chien, par exemple). Ce dispositif rend possible l'articulation entre l'automatisation de la production et de la consommation. En outre, ces marchandises sont emmagasinées dans de gigantesques entrepôts où « [l]e système d'Amazon suit la cadence de productivité de chaque employé et génère automatiquement des avertissements ou des licenciements en fonction de la qualité ou de la productivité, sans avis du superviseur³. » L'humain fait de moins en moins partie du processus. La boucle sera bouclée lorsque le futur système de livraison au moyen de drones ou de véhicules autonomes sera opérationnel.

Ce processus nous conduit à la colonisation de la vie quotidienne par l'Internet des objets. Pour les intellectuels critiques des années 1960, Guy Debord et Henri Lefebvre, la vie quotidienne correspondait à l'espace-temps au sein duquel l'individu faisait l'expérience du monde dans sa banalité, cet espace n'étant justement pas encore autant contaminé qu'aujourd'hui par la rationalité et la temporalité du système industriel. Or, le développement de l'Internet des objets réduit comme peau de chagrin ces espaces qui ne sont pas soumis aux injonctions productivistes. Conséquemment, non seulement la numérisation des activités de la vie quotidienne génère-t-elle de la valeur marchande, mais l'individu en vient à intégrer dans sa subjectivité les diktats du machinisme. C'est ce que le philosophe Günther Anders exprimait par son concept de *honte prométhéenne*, qu'on pourrait résumer ainsi : plus la machine ressemble à l'être humain, plus ce dernier désire ressembler à la machine.

Gouvernance algorithmique

Face à cette dynamique totalitaire, il est impératif de rompre avec le faux débat entre technophiles et technophobes – comme si la critique de la déshumanisation du monde relevait d'un désordre psychique, d'une phobie. Il s'agit plutôt de critiquer l'idéologie machiniste qui prétend que

la technique est neutre, c'est-à-dire que ses effets positifs ou négatifs ne seraient déterminés que par l'usage qu'on en fait.

Cette idéologie machiniste masque le fait que l'usage de la technique reflète des rapports sociaux et des impératifs productivistes. Elle nous rend en plus amnésiques face au développement

des sociétés capitalistes. Depuis trois siècles, celui-ci vise la mise en place de moyens toujours plus perfectionnés pour automatiser les procédures de production, de décision et de contrôle, expulsant la subjectivité humaine au profit de mécanismes pseudo-objectifs – et ce, afin d'assurer la « soumission durable » de l'humanité face à la dynamique de croissance illimitée.

En effet, l'idéologie machiniste prétend que l'IA a le pouvoir de régler tous les problèmes de l'humanité, y compris la crise écologique. Aux yeux de ses partisans, « la possibilité d'usages malveillants ne doit pas occulter le formidable potentiel de l'IA. Elle pourrait, dit-on, nous aider à solutionner les grands problèmes de notre temps, dont le réchauffement climatique, selon Jean-François Gagné, PDG de la société montréalaise Element AI⁴. » La plupart des technologies envisagées – parmi lesquelles on peut inclure les compteurs et les thermostats intelligents développés par Hydro Québec, visant à assurer l'efficacité énergétique des ménages et des entreprises – s'inscrivent dans le cadre de mécanismes de gouvernance algorithmique. Il s'agit d'agir sur les effets – les comportements des individus – plutôt que sur les causes – les structures socioéconomiques, politiques et culturelles – d'une forme illimitée et écocide de développement. C'est ainsi qu'opère le fétichisme de la machine à l'ère de l'IA, nous rappelant la mise en garde faite par l'historien Lewis Mumford, en 1934 : « Croire que les dilemmes sociaux créés par la machine peuvent être simplement résolus par l'invention de plus de machines, c'est aujourd'hui le signe d'une pensée desséchée qui confine au charlatanisme » (*Technique et civilisation*, Parenthèses, 2016, p. 359). ☺

1. Lettre de Norbert Wiener à Walter Reuther, dans David Noble, *Le progrès sans le peuple*, Montréal, Éd. Rue Dorion, 2018, p. 179.

2. Friedrich Pollock, *Automation. A study of its economic and social consequences*, New York, Praeger, 1957, p. 263.

3. Gautier Virol, « Avec l'intelligence artificielle, Amazon automatise tout, même le licenciement », sur le webzine *L'Usine nouvelle*, 29 avril 2019.

4. Ugo Cavenaghi et Isabelle Senécal, *Osons l'IA à l'école*, Montréal, Éd. Château d'encre, 2019, p. 19.

L'IA AFFECTIVE, DE NOUVELLES AVENUES POUR LA SANTÉ

Laurence Devillers

L'auteure, professeure en intelligence artificielle à la Sorbonne et directrice de la Chaire HUMAINE du LIMSI-CNRS à Paris, a publié entre autres *Les robots « émotionnels » : santé, surveillance, sexualité... : et l'éthique dans tout cela ?* (L'observatoire, 2020)

L'intelligence artificielle (IA) est porteuse de promesses fantastiques dans le domaine de la santé grâce à sa capacité de détecter les maladies ou d'analyser le génome, par exemple, mais aussi grâce aux moyens qu'elle offre de surveiller des patients, de les stimuler ou de détecter des symptômes de maladie par l'utilisation d'agents conversationnels (installés sur des téléphones intelligents, des enceintes vocales, des robots sociaux). Des machines sont désormais capables d'enregistrer nos comportements, d'alerter notre médecin, de nous écouter et de nous répondre. Ainsi, les dimensions affectives propres aux êtres humains envahissent ces systèmes pour permettre un dialogue plus naturel, mais aussi pour capter notre attention.

L'informatique émotionnelle (ou *affective computing*) est un champ de recherche et d'application émergent. Ce terme, tout comme celui de l'IA est un oxymore, car il mélange des notions opposées, relatives au vivant et à l'artefact. Aujourd'hui, l'informatique émotionnelle est devenue centrale dans le développement des systèmes d'interaction humain-machine, notamment pour la robotique de services mais aussi les agents conversationnels comme Alexa d'Amazon. Elle regroupe trois technologies permettant la reconnaissance de certains états émotionnels

des êtres humains, le raisonnement et la prise de décision en utilisant ces informations et, enfin, la génération d'expressions affectives par les machines.

Doter les robots de capacités d'interprétation, de raisonnement et de simulation émotionnels est utile pour construire des systèmes interagissant socialement avec les humains. Les robots émotionnels peuvent être un apport important pour la santé, pour prêter assistance, pour stimuler cognitivement, voire pour surveiller des pathologies liées au grand âge, à la dépression ou à l'autisme. Cependant, l'utilisation de tels robots comporte d'importants risques d'isolement, de déshumanisation et de manipulation des humains. Comment évoluerons-nous face à ces machines ? Un robot sera-t-il capable de déceler des comportements émotionnels dont nous ne serions pas conscients pour mieux nous inciter, avec des stratégies de *nudge* (suggestions indirectes), à faire certaines actions ou à prendre certaines décisions ? La co-adaptation

humain-robot à long terme devra être un axe de recherche et de surveillance majeur au cours des prochaines années. Une surveillance de l'éthique de ces systèmes est nécessaire, surtout auprès de personnes vulnérables.

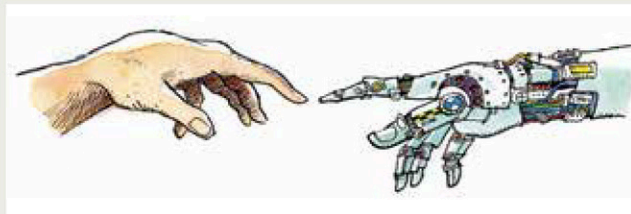
L'apparition de l'informatique affective a donc ouvert un champ important d'applications, que ce soit pour le diagnostic médical, la stimulation cognitive, la surveillance de diverses pathologies, l'assistance en santé ou encore l'éducation à l'aide de logiciels ou de robots. Même si le rendement de ces modèles n'est pas encore très convaincant, ces modélisations engendrent chez les humains des comportements surprenants. L'anthropomorphisme, c'est-à-dire la tendance à attribuer aux machines des réactions humaines, est alors bien réel. Mais si l'IA permet de détecter ou de simuler les affects, elle ne peut pas les faire ressentir à la machine. La modélisation des émotions ne touche que la composante expressive ; il n'y a dans une machine ni sentiment, ni désir, ni plaisir, ni intention.

La modélisation informatique des affects amène bien sûr à se poser la question des conséquences sociétales du fait de vivre dans un quotidien environné d'objets pseudo-affectifs. Les agents conversationnels et les robots sociaux peuvent déjà intégrer des systèmes de détection, de raisonnement et de génération d'expressions affectives qui, même en faisant des erreurs importantes, peuvent interagir avec nous. Ils sont cependant loin d'avoir des capacités sémantiques suffisantes pour converser et partager des idées, mais ils pourront bientôt détecter notre malaise, notre stress et peut-être nos mensonges.

Notre imaginaire et nos représentations symboliques vont donc évoluer au contact de ces machines, surtout si celles-ci nous parlent et simulent de l'empathie et que nos interactions avec elles se multiplient. Comment éviter que cela crée de l'isolement,

une certaine déshumanisation et un appauvrissement de la vie sociale ? Il est nécessaire de réfléchir à la co-adaptation humain-machine, aux bénéfices et aux risques engendrés par ces objets et aux garde-fous à concevoir pour éviter d'être manipulés par eux.

Il importe également de savoir si nous sommes prêts à accepter des robots capables de détecter nos émotions, d'y réagir et, par exemple, de simuler de l'empathie, avec le risque de nous attacher à des machines affectives comme nous nous attachons à un animal domestique. Dans ce cas, quels statuts auront ces individus numériques dans nos sociétés ? Même si ces objets ne sont pas réellement émotionnels, conscients et autonomes, ils vont prendre de plus en plus de place dans notre quotidien. Quels garde-fous seront développés ? L'éducation à l'égard de l'IA, l'observation et l'expérimentation des machines affectives sont nécessaires pour que nous puissions prendre suffisamment de distance devant ces technologies.



Jacques Goldstyn

LE DEVENIR MACHINE DE L'ÊTRE HUMAIN ?

Le discours dominant sur l'intelligence artificielle fait croire que la machine est « humaine » pour mieux machiniser l'humain. La résistance est de mise.

Jean-Claude Ravet

L'auteur, membre de l'équipe éditoriale de *Relations*, en a été le rédacteur en chef de 2005 à 2019

«Aujourd'hui notre survie exige que nous changions nos idées sur le progrès et que nous affrontions les dures réalités que ces idées nous permettent d'ignorer. Nous pourrions alors commencer à remettre en cause les prophètes auto-proclamés de l'automatisation dont l'irresponsabilité n'a d'égale que la folie.»

David Noble, *Le progrès sans le peuple*¹

L'intelligence artificielle (IA) fait rêver. L'essor de cette technologie est porteuse d'immenses promesses. Certains y voient l'annonce d'une véritable révolution sociétale, civilisationnelle même, de l'ordre de celle qu'a représentée l'invention de l'agriculture, de l'écriture ou encore l'avènement de l'ère industrielle à leur époque respective. L'histoire nous le dira. Mais à porter notre attention sur le présent, une chose est frappante et devrait nous inquiéter: le développement de l'IA et ses réalisations apportent un nouveau souffle au capitalisme – à la croissance et au profit à tout prix, à l'accumulation du capital et à la dépossession des populations qui l'accompagne. Ils donnent l'illusion qu'on peut continuer sur la même voie de prédation, de marchandisation du monde, de machinisation de l'humain et d'inégalités sociales croissantes sans en subir les conséquences désastreuses qui pointent déjà à l'horizon. L'IA permet ainsi d'accélérer la course vers l'abîme si on n'y prend garde – alors qu'il faudrait sur-le-champ appliquer les freins d'urgence.

De plus, l'IA représente un outil privilégié, si ce n'est une arme puissante, pour accroître l'emprise et le contrôle qu'exercent sur la société les multinationales technofinancières qui en sont les principales conceptrices, productrices et promotrices. Ces dernières sont établies notamment dans la Silicon Valley, aux États-Unis, et en Chine totalitaire.

Cette double emprise économique et politique repose en partie sur une offensive idéologique à vaste échelle: elle se diffuse et s'impose dans les médias de masse et la publicité, par le recours à une pléthore de créateurs de récits – pensons aux livres à succès de Yuval Noah Harari –, chargés de redorer le mythe passablement terni du progrès technique et son mot d'ordre: «on n'arrête pas le progrès». Depuis l'ère industrielle, celui-ci a été la voie royale des classes dominantes pour installer, consolider et exercer leur pouvoir au détriment de la majorité. C'est principalement à ce discours idéologique entourant l'IA que je veux m'at-

tarder ici. Car au-delà de telle ou telle technologie, prise à la pièce – les unes pouvant être bénéfiques, les autres inquiétantes (pensons aux drones tueurs) –, il faut pouvoir penser l'IA dans une perspective politique, en tant que partie intégrante d'un dispositif et de rapports de pouvoir qui conditionnent et orientent les comportements et la direction globale de la société.

Un réductionnisme victorieux

Le discours dominant des multinationales de l'IA véhicule une vision extrêmement réductrice de l'humain et de la vie. Il tend à assimiler la machine à l'humain et l'humain à une machine comme une autre, selon les perspectives cognitiviste et physicaliste dominantes dans les technosciences. Les idéologies transhumaniste et posthumaniste en sont l'expression délirante et fantasmagorique – et une version revampée de l'eugénisme et de l'hygiénisme social de triste mémoire – ainsi que l'alibi «rationnel» au mépris de la fragilité humaine, de ses limites, de ses «erreurs», de «ses pertes de temps», de ses détours improductifs.

Le discours sur les «robots empathiques», simulant les émotions, est un des nombreux exemples de cet effort de brouillage intéressé des frontières entre le vivant et l'artefact, qui en vient à rabaisser l'existence à un simple fonctionnement. Il le fait en répandant l'idée d'une «intelligence humaine» désincarnée, qui ne serait pas inextricablement liée au corps, aux sensations et aux émotions «réelles», qui ne serait pas pétrie d'expériences vécues, de mémoires et de sens. Or l'intelligence artificielle, malgré ce que ce nom peut laisser entendre, n'est pas l'équivalent «artificiel» de l'intelligence humaine. Essentiellement calculante, l'IA peut simuler un aspect de celle-ci, certes, mais elle ne la remplace pas, tout comme le territoire ne peut être réductible à la carte. De même, la simulation de l'empathie n'équivaut pas à la capacité de se mettre à la place de l'autre, de ressentir ce que l'autre vit, parce que cela résonne dans notre chair et notre histoire. Cela ne veut pas dire que ces robots dits empathiques ne peuvent pas aider à suppléer une carence de relations humaines ou assister la tâche d'un soignant, mais penser qu'ils pourront remplacer cette présence, ce serait promouvoir une ingénierie du vivant. Or, n'est-ce pas ce que cherchent à faire certaines compagnies d'IA en fabriquant des poupées «empathiques» destinées aux enfants? Ce n'est pourtant pas un cadeau à faire à un enfant que de lui faire croire qu'une relation signifiante n'a pas à passer par l'épreuve de l'autre – avec la peur qu'elle peut générer – et



Jacques Goldstyn

de sa propre vulnérabilité qu'elle fait affleurer, une expérience fondamentale pour grandir en humanité. C'est plutôt une façon de normaliser comme «idéale» une relation policée, moulée à soi, sans accrocs ni conflictualité, en jouant sur l'attachement affectif.

La publicité entourant les assistants vocaux comme Siri et Alexa, ciblant particulièrement les enfants – on peut la voir dans les abribus, par exemple –, contribue à intérioriser un rapport technique au monde et à soi, tout en encourageant une addiction technologique en bas âge.

Une vie branchée au marché

L'illustration de ce réductionnisme euphorique, on la trouve aussi d'une manière éclairante dans l'éloge d'une vie connectée à l'IA grâce à l'Internet des objets et au réseau planétaire 5G – exemples types de progrès planifiés par les élites économiques et imposés à la population comme des fatalités. Par eux, on vante une existence quadrillée par la technologie, disciplinée et surveillée par elle jour et nuit. Un monde sans altérité, où tout devrait se mouvoir sans heurts et sans conflits, au service d'un être humain quantifié, paramétré, cherchant à optimiser en tout temps ses «performances», et se montrant essentiellement «cérébral». En déléguant aux machines les tâches de la vie quotidienne, toute personne devient une sorte de pdg de son univers machinisé. Voilà autant de fantasmes que pousse à ses limites déshumanisantes le dualisme moderne – opposant esprit/corps, humain/vivant – qui a accompagné étroitement le développement du capitalisme et fait tant de dégâts.

Les technologies de l'IA rendent ainsi possible le rêve le plus fou du capitalisme: brancher directement chaque individu au marché. Plus besoin de chercher à le cibler, à le rejoindre, à le séduire. Avec la personnalisation algorithmique de la publicité, la distance entre la marchandise et le consommateur est abolie et la manipulation psychologique, décuplée. Chacun est suivi à la trace, voit ses émotions sondées, ses comportements radiographiés. Ainsi, grâce à l'IA, la «fabrique du consentement» (Lippmann), qui sert, dans la société capitaliste, à discipliner la population aux règles du marché et à façonner un régime «démocratique» constitué essentiellement de consommateurs, est portée à sa perfection.

Résistance

Pour s'affranchir de la tutelle des maîtres actuels du jeu qui dictent la marche à suivre, il est nécessaire de déconstruire le «mythe» qui s'élabore en appui à leur domination. Mais ce contre-discours ne suffit évidemment pas; il doit s'accompagner d'actions collectives et de luttes contestant la «fatalité» du progrès qui aboutit à toujours plus de profits pour quelques-uns et à une dépossession toujours plus grande pour les autres. Il importe donc de se réapproprier le pouvoir de décider collectivement des normes et des orientations de la société – confisqué par une infime élite –, de telle sorte que les innovations technologiques n'aillent plus dans le sens de la destruction du tissu social et de l'appauvrissement des travailleurs et des travailleuses, mais favorisent plutôt l'enrichissement de la vie, la préservation du bien commun, le souci de la nature et l'humanisation de l'humain. Tout outil, fut-il une machine capable d'apprentissage, doit servir l'humain et la vie. Les critères d'efficacité, de productivité, de profit ou d'utilité strictement individuelle ne suffisent pas à valider l'implantation de telle ou telle technologie. À cet égard, le chômage, la perte d'emplois, la dégradation du tissu social, la destruction de la nature et de la société ne peuvent continuer d'être considérés comme des questions marginales. La question technique est avant tout une question politique et doit faire à ce titre l'objet de débats citoyens. Pour cela, les luttes sociales contre la dépolitisation programmée de la société sont centrales.

Norbert Wiener, l'inventeur de la cybernétique, pressentait déjà dans les années 1950 que si on ne repensait pas les principes directeurs de la société actuelle et les motifs qui la fondent, son invention deviendrait une «machine à gouverner» (selon le terme que lui avait donné le philosophe français Dominique Dubarle, dominicain²) aux mains de pouvoirs autoritaires. Le savoir-faire ne suffit pas, disait-il, il faut pouvoir développer ce qu'il appelait le «savoir-quoi» «grâce auquel nous déterminons non seulement les moyens d'atteindre nos buts, mais aussi ce que doivent être nos buts», car «transférer sa responsabilité à la machine qu'elle soit ou non capable d'apprendre, c'est lancer sa responsabilité au vent et la voir revenir portée par la tempête³». ©

1. D. Noble, *Le progrès sans le peuple*, Montréal, Rue Dorion, 2016.

2. D. Dubarle, «Une nouvelle science: la cybernétique - Vers la machine à gouverner?», *Le Monde*, 28 décembre 1948.

3. N. Wiener, *Cybernétique et société*, Paris, 10/18, 1954, p. 455 et 459.

RÉSISTANCES ET CONTREPOIDS FACE À L'IA

La réflexion éthique sur le développement des technologies en intelligence artificielle doit être appuyée par des mesures politiques et juridiques contraignantes; sans quoi, les nombreux effets négatifs de l'IA ne pourront être contrebalancés.

Nadia Seraiocco

L'auteure est chargée de cours et chercheuse au doctorat sur les questions de cybercultures, de datafication et de réseaux sociaux

Les applications de l'intelligence artificielle (IA) occupent une place de plus en plus considérable dans notre société, à la faveur des développements technologiques liés à la collecte et à l'analyse de données massives (*Big Data*). Pour cette raison, et parce qu'il comporte d'inquiétantes zones d'ombres, le développement de ces nouvelles technologies se doit d'être accompagné d'une réflexion éthique sérieuse et de mesures institutionnelles conséquentes. Parmi ces inquiétudes, il y a notamment la menace que fait peser l'IA sur la vie démocratique, comme l'a montré l'alliance entre Facebook et Cambridge Analytica, spécialisée en forage de données, en vue de manipuler l'opinion publique lors des élections présidentielles aux États-Unis en 2016.

Exclusion et profilage

La collecte massive de données personnelles, essentielle à l'apprentissage automatique, est un autre enjeu préoccupant. L'utilisation de données personnelles éminemment sensibles (liées à l'orientation sexuelle, à l'origine ethnique, à l'appartenance religieuse et aux opinions politiques, par exemple) peut non seulement servir à créer des profils-types pour des opérations de marketing ciblé, mais aussi à entraîner des algorithmes à identifier, voire à prédire les comportements des usagers. En plus de poser de sérieux problèmes en matière de droits de la personne, ce type de technologie a été fortement critiqué parce qu'il peut contribuer à renforcer l'exclusion et les inégalités sociales: les personnes qui programment les formulaires de captation de données, qui codent des algorithmes et créent des applications sont en effet susceptibles d'intégrer différents biais discriminatoires dans la «recette».

Dans *Algorithms of Oppression* (NYU Press, 2017), la chercheuse Safiya Noble a analysé l'invisibilité scandaleuse des femmes noires dans les résultats de recherche de Google. Cet éloquent exemple de biais algorithmiques renvoie à la réflexion du sociologue Dominique Cardon qui se demande, dans *À quoi rêvent les algorithmes?* (Seuil, 2015), non seulement quels mondes les algorithmes sont en train de produire, mais surtout quels traits du monde actuel – incluant les préjugés et les jugements racistes – ils «reproduiront». Face aux différentes menaces que fait planer l'IA, de nouvelles formes de résistance surgissent. Par exemple, des organismes se sont

donné la tâche de conscientiser la population sur l'IA et ses différents enjeux majeurs. Au Canada, des mouvements comme AI4Good (que l'on pourrait traduire par «intelligence artificielle pour le bien») s'adressent principalement à un public étudiant ou déjà sensibilisé par le biais d'ateliers et de mini-conférences de «transfert des savoirs». L'organisation internationale Access Now, consacrée à la défense des droits de la personne, publie chaque mois, depuis 2017, des articles critiques sur les effets des applications de l'IA sur la liberté d'expression, la démocratie et la vie privée.

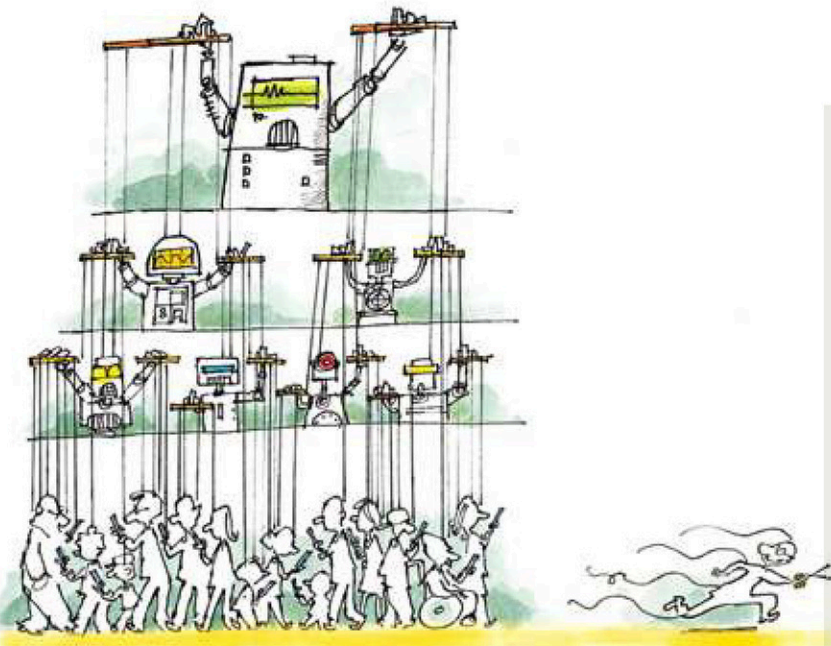
Par ailleurs, différents projets montrent que l'IA peut être mise au service d'une société plus solidaire. Pensons aux initiatives de Joshua Browder, qui a d'abord lancé en 2016 l'agent conversationnel (*chatbot*) *DoNotPay* («Ne payez pas»), visant à faciliter la démarche des personnes qui voulaient contester leurs contraventions de stationnement. Les fonctions de l'application ont ensuite été élargies pour embrasser d'autres tâches fastidieuses comme remplir une demande de logement social pour les personnes nécessitant ce type de services. En collaboration avec Facebook, le jeune entrepreneur a aussi implanté dans le système de messagerie instantanée Messenger un *chatbot* programmé pour accompagner les personnes immigrantes souhaitant remplir le formulaire fourni par l'État d'accueil.

Toutefois, ce type d'initiative à finalité de justice sociale dépend de financements bien maigres en comparaison des moyens gigantesques dont disposent les grandes sociétés qui développent l'IA. Cette réalité limite considérablement la portée de leurs interventions, si pertinentes soient-elles.

La nécessité d'une vigilance éthique

Creuset de la recherche et du développement en IA, Montréal est devenue récemment chef de file en matière de réflexion éthique au service des entreprises, comme en fait foi la *Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'IA*, publiée en décembre 2018, qui énonce les principaux principes éthiques qui devraient baliser le développement de l'IA.

Parmi les enjeux les plus mentionnés dans la déclaration, on retrouve la justice sociale, couvrant des sujets tels que les biais algorithmiques et le devoir de représentativité de la diversité. Mais l'énonciation de tels principes a peu de poids face aux puissances économiques, et à leurs intérêts, à l'origine de l'essor actuel de l'IA et qui en profitent. Des mesures institutionnelles sont nécessaires pour s'assurer que ces principes éthiques soient pris en compte dès la création de projets concrets, et posés comme conditions à tout financement public.



Jacques Goldstyn

Une étude réalisée par des chercheuses de l'UQAM, en collaboration avec l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS)¹, plaide d'ailleurs en ce sens (voir extrait ci-contre). Elle remet en question les investissements haussiers faits dans les entreprises et la recherche universitaire portant sur l'IA, et défend l'idée qu'il faudrait créer un « espace institutionnel » ayant pour mission d'encadrer les investissements afin de s'assurer que tous en profitent. Car comme pour tout ce qui relève du secteur technologique, le néolibéralisme ambiant tend à prendre le pas sur une réflexion éthique, souvent sous-financée et marginalisée.

Sans ces mesures, le discours éthique, comme celui qu'on retrouve dans la Déclaration de Montréal, risque de ne servir que de caution morale à un développement lourdement financé par des fonds publics mais qui, en réalité, ne sert pas nécessairement l'intérêt général et profite surtout au milieu des affaires et à un cercle restreint de chercheurs universitaires.

Actuellement, le développement de l'IA est axé essentiellement sur la création de gadgets onéreux et sur le besoin des entreprises d'améliorer leur efficacité et leur productivité sans réelle considération du bien commun. Or, comme le concluent les chercheuses associées à l'IRIS: si aucune mesure politique n'encadre les activités économiques de l'IA, les risques sociaux qui y sont associés ne pourront être « réellement minimisés » et « rien n'assure que des investissements publics majeurs se métamorphosent en retombées » (p. 11) pour toutes les Québécoises et tous les Québécois. 📌

1. Joëlle Gélinas, Myriam Lavoie-Moore, Lisiane Lomazzi et Guillaume Hébert, *Financer l'intelligence artificielle, quelles retombées économiques et sociales pour le Québec?*, IRIS, 2019.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec ce dossier au www.revuerelations.qc.ca

LA RÉFLEXION SUR L'ÉTHIQUE DANS LE DOMAINE DE L'IA : UN « SHOW DE BOUCANE » ?*

Sans remettre en question le caractère fondamental d'une réflexion éthique sur les enjeux liés à l'IA, l'accent mis en ce moment sur les consultations publiques et les organismes d'observation éthique tend à occulter les interrogations indispensables au cadre institutionnel (lois, règles, normes) à mettre en place pour structurer les espaces où agissent les entreprises de ce secteur.

[...] Cette réflexion est posée comme un impératif pour s'assurer d'un développement responsable de ces technologies. Elle participe aussi à la construction d'une image de marque de Montréal comme chef de file en la matière, notamment avec la Déclaration de Montréal lancée le 4 décembre 2018 à l'issue d'une démarche de consultation publique lancée par l'Université de Montréal en 2017. [...]

En ce qui concerne une éventuelle traduction de ces principes éthiques au niveau politique et juridique, elle se limite pour l'instant à privilégier l'observation des effets de l'IA. En témoigne la création de l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique (OIIISIAN), financé par le Fonds de Recherche du Québec (FRQ) à hauteur de 7,5 M\$ sur cinq ans et dont la fonction serait, selon l'ancienne ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christine Saint-Pierre, de « rassurer la population » susceptible de se sentir parfois « menacée par les utilisations futures de cette nouvelle technologie ». L'observation *a posteriori* des usages et des applications des technologies se substitue ainsi à des lois considérées comme trop contraignantes par les entreprises. [...]

Il semble que le discours hégémonique sur l'éthique participe surtout à réduire les incertitudes susceptibles de nuire à un secteur économique en émergence comme celui de l'IA. En effet, une opinion publique défavorable combinée à une absence de régulation peut avoir des répercussions nuisibles tels qu'un repli sur des applications moins problématiques ou encore un ralentissement des investissements ce qui *in fine* entrave le développement technologique. Pour les promoteurs du développement d'un écosystème de l'IA, il est crucial de rassurer à la fois les contribuables qui participent indirectement au financement de l'IA quant à l'utilisation de ces importants fonds publics et les investisseurs, en attendant que des politiques publiques soient formulées et qu'une forme de régulation soit officiellement adoptée par les acteurs de l'IA.

* Extraits de Joëlle Gélinas, Myriam Lavoie-Moore, Lisiane Lomazzi et Guillaume Hébert, *Financer l'intelligence artificielle, quelles retombées économiques et sociales pour le Québec?*, IRIS, mars 2019, p.10-11.

Notre numéro de juillet-août sera en kiosques et en librairies le 10 juillet. Pensez à réserver votre exemplaire ! Il comprendra notamment un dossier sur :

LA SPIRITUALITÉ ET L'ENGAGEMENT SOCIAL

Dans le contexte actuel de crises écologique et sociétale planétaires, la spiritualité apparaît comme un soutien précieux et essentiel à un grand nombre de personnes engagées socialement, croyantes ou non. Pour elles, la vie intérieure, le ressourcement, la quête de sens ou l'attention à une transcendance – tout ce à quoi renvoie d'une certaine manière la spiritualité – sont fondamentaux. Ce dossier explorera les sens et les formes que peut prendre ce compagnonnage – qui pourrait paraître contre-intuitif dans une perspective étroitement laïciste – selon divers points de vue, notamment anthropologique, humaniste, écoféministe, autochtone et religieux. Sans oublier de porter une attention à ce qui peut pousser, aussi, certaines quêtes spirituelles dans des voies extrêmes et déshumanisantes.



Virginia Pésémapeo Bordeleau, *Danse sacrée*, 2019, acrylique, 92 x 92 cm. Photo: D. Trépanier.

AUSSI DANS CE NUMÉRO :

- un débat sur la reproduction humaine à l'heure de la crise écologique ;
- un regard sur le 100^e anniversaire du Conseil central du Montréal métropolitain ;
- une analyse sur la persécution du peuple ouïghour par le pouvoir chinois ;
- le dernier Carnet de Marie-Célie Agnant, la dernière chronique littéraire de Violaine Forest et la dernière chronique Questions de sens de Bernard Senécal ;
- les œuvres de notre artiste invitée, Virginia Pésémapeo Bordeleau.

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Web: <www.revuerelements.qc.ca>.



RADIOVM.COM

91,3 FM MONTRÉAL	100,3 FM SHERBROOKE	89,9 FM TROIS-RIVIÈRES	89,3 FM VICTORIAVILLE	104,1 FM RIMOUSKI
----------------------------	-------------------------------	----------------------------------	---------------------------------	-----------------------------



À QUI LE PÉTROLE NIGÉRIAN ?

Au Nigeria, la population doit avoir recours à des raffineries artisanales illégales pour s'approvisionner en carburant. Des solutions existent pourtant pour mettre fin à cette situation, paradoxale dans ce pays qui est le plus grand producteur de pétrole d'Afrique.

Geneviève Talbot

L'auteure, chargée de programme à SUCO, revient d'un séjour au Nigeria

Le Nigeria est le premier producteur de pétrole brut de l'Afrique et le 6^e producteur mondial. Pourtant, près de 80% de la population du Delta du Niger, dans le Sud du pays, n'a pas accès à l'électricité afin de cuisiner, s'éclairer, regarder la télévision, écouter la radio, etc. La majorité des gens de cette région doit donc combler ses besoins énergétiques en utilisant du bois de chauffage, du charbon, des lampes solaires, à piles et à l'huile, mais surtout du kérosène et des génératrices.

Or, selon les chiffres officiels, les compagnies pétrolières extraient de la région près de 2,2 millions de barils de pétrole brut par jour. Shell, Chevron et plusieurs autres compagnies puisent dans les ressources pétrolières de la région, tandis que politiciens et hommes d'affaires s'enrichissent personnellement aux dépens de la population locale. De surcroît, celle-ci souffre des conséquences environnementales de l'exploitation pétrolière, sans en tirer de bénéfices, qu'il s'agisse de l'amélioration des conditions de vie ou de l'accès à une énergie de qualité et peu coûteuse. Le manque de volonté politique et l'avidité des dirigeants, des hommes d'affaires et des membres de l'appareil de sécurité sont en cause. Ceux-ci semblent considérer cette population non pas comme formée d'êtres vivants ayant droit à de l'énergie, mais comme un ensemble d'instruments dont on évalue la valeur en fonction de leur capacité à produire du pétrole. Si plusieurs organisations locales dénoncent cette situation et tentent d'influencer les autorités, pour les gens sur place, prisonniers des défis du quotidien, l'enjeu est d'abord de survivre, ce qui exige d'avoir accès à de l'énergie, et rapidement.

Comment accéder à de l'énergie ?

La guerre civile du Biafra (1967-1970) a laissé bien des traumatismes chez les populations du Delta. Mais elle a aussi légué en héritage le savoir-faire des petites distilleries sauvages ou raffineries artisanales, et l'organisation sociale nécessaire à ce type de commerce, face à un État incapable de satisfaire les besoins fondamentaux de la population.

Une raffinerie artisanale est une petite unité clandestine pouvant transformer le pétrole brut en différents produits pétroliers, selon la définition qu'en donne l'ONG nigérienne Stakeholder Democracy Network (SDN). Ces unités produisent 75% du kérosène utilisé dans la région du Delta. Tout ce processus, ni taxé ni réglementé, est illégal. Par contre,



chaque étape de la production requiert la participation d'acteurs de l'État (la police, l'armée) et des entreprises privées (compagnies pétrolières ou de distribution de pétrole), en plus de celle de la population locale. SDN estime qu'entre 2012 et 2017, le nombre de raffineries artisanales a quintuplé dans la région du Delta et que les bénéfices auraient été multipliés par 25.

Accéder au pétrole brut constitue certainement l'étape la plus dangereuse du processus. Il faut percer des trous dans un oléoduc, pour ensuite collecter un petit volume de pétrole brut. Cela doit se faire avec la complicité d'un employé de la compagnie, qui indique aux personnes sur le terrain le moment où le débit sera lent. Toute cette activité est fort risquée sur le plan environnemental mais aussi sur le plan humain, car aux risques de déversement s'ajoute celui d'explosions. Par la suite, le pétrole brut est vendu aux raffineries artisanales. Ces transactions se font sur l'eau, à bord de bateaux ultra rapides. Une fois le pétrole brut acheminé sur les lieux de la raffinerie, l'étape suivante consiste à le chauffer, à séparer les déchets et à refroidir le pétrole transformé avec l'eau de la mangrove. Ensuite, on dispose des eaux usées et des déchets en les rejetant directement dans la mangrove, avant de s'affairer à la distillation finale et à la séparation des différents produits du pétrole : le diésel, le kérosène, le *petroleum* et l'huile à moteur. Ces produits sont par la suite écoulés sur le marché local ou vendus directement dans la rue, dans des bouteilles de



boisson gazeuse. Ils sont aussi achetés par les pétroliers qui les mélangent au diésel et à l'essence légaux.

Parmi les conséquences environnementales, notons le déversement des déchets pétroliers dans les mangroves et la détérioration de la qualité de l'air due à la combustion du pétrole. La présence de pluie de suie noire depuis 2016 à Port Harcourt et dans la région serait d'ailleurs associée à la multiplication des raffineries artisanales.

Criminaliser n'est pas la solution

L'approche adoptée par le gouvernement nigérian pour mettre fin aux raffineries artisanales est celle de la coercition. À cette fin, la Joint Task Force (JTF) a été créée en 2003. Composée de militaires et de paramilitaires, elle a pour mission d'arrêter les personnes impliquées dans le trafic, de



Bassin de décantation d'une raffinerie artisanale, dans le Delta du Niger, 2 octobre 2019. Photo: Clément Udom

saisir le matériel et de détruire tous les produits pétroliers illégaux. Mais dans les faits, des membres de la JTF sont présents à toutes les étapes de la chaîne de production, que ce soit près des oléoducs, dans les camps de raffineries ou lors des échanges commerciaux sur les bateaux. Des allocations mensuelles sont versées aux membres des forces de sécurité pour assurer leur «collaboration». Il est convenu que ces sommes seront par la suite partagées avec les institutions étatiques.

Ce n'est donc que lorsque la pression publique devient trop forte, ou quand les raffineurs deviennent trop arrogants, que la JTF arrête quelques personnes, tout en déversant dans l'environnement des milliers de litres de produits pétroliers saisis. Les populations locales sont les plus touchées par ces raids. En plus des victimes (travailleurs blessés, tués, arrêtés, laissés sans emploi), elles se retrouvent par la suite sans accès au kérosène.

La criminalisation de ces petites unités de production permet ainsi le développement d'une économie souter-

raïne ayant des ramifications dans l'économie formelle. Un nombre croissant d'acteurs impliqués dans l'industrie informelle réinvestissent de l'argent dans des activités légaux – par l'achat ou la vente de bateaux ou encore la fabrication de barils, par exemple. Parfois même, des bateaux de la JTF ont été achetés à des acteurs des raffineries illégales de pétrole. Une autre forme de complicité entre le secteur formel et informel est l'achat du diésel et du kérosène illégaux par les compagnies de distribution qui les mélangent à leurs propres produits. La solution à la crise énergétique de 2012 a d'ailleurs été l'introduction des produits illicites dans le marché licite, amorcée à la demande du président de l'époque, Goodluck Jonathan.

Selon les données de la SDN, la part de la production illégale de pétrole destinée au marché local n'a fait qu'augmenter, passant du quart, en 2012, aux trois quarts, en 2017. Le marché local dépend clairement de la production des raffineries artisanales. Pour mettre fin à la production illégale de pétrole, la criminalisation n'est clairement pas la marche à suivre, d'autant plus qu'elle favorise le développement d'organisations criminelles parallèles qui s'enrichissent sur le dos de la population locale.

Le maintien des raffineries artisanales n'est pas non plus la solution, car les populations locales payent cher l'accès à une forme d'énergie et à un gagne-pain. Elles assument seules les risques environnementaux, les effets néfastes sur la santé et la vulnérabilisation des travailleurs illégaux (en raison de conditions de travail extrêmement précaires et dangereuses, des arrestations, de la répression policière, etc.).

Pistes de solution

Parmi les pistes de solution qui s'offrent au gouvernement nigérian, il y a d'abord celle du développement de raffineries locales modulaires. Sous forme de coopératives de travail, ces petites raffineries pourraient, à court terme, satisfaire les besoins énergétiques et d'emplois des populations locales. Le gouvernement nigérian a d'ailleurs émis des directives en ce sens en 2017, qui sont malheureusement restées lettre morte.

Toutefois, cette solution ne peut être que temporaire. Le gouvernement pourrait plutôt développer de petites centrales hors réseau qui produiraient de l'électricité à bas prix en utilisant «les gaz associés». On appelle ainsi le gaz qui remonte souvent à la surface, accompagné d'eau, lors de l'extraction du pétrole. Or, ce gaz est généralement «torché», c'est-à-dire brûlé sur place, une opération qui se manifeste par une flamme sortant d'une torchère. Au lieu de cela, on pourrait s'en servir pour actionner des turbines électriques ou le transformer en gaz liquide. Il faudrait aussi développer des sources d'énergie qui ont peu d'impact sur l'environnement immédiat – les énergies solaire, éolienne et la biomasse, par exemple.

Ces solutions, le gouvernement nigérian les connaît et elles font déjà partie de son discours officiel. Malheureusement, le statu quo règne, permettant aux puissants de s'enrichir et aux petites raffineries illégales de proliférer, et ce, au détriment de la population. ☹



DÉCOLONISER L'ÉTAT QUÉBÉCOIS

Il a fallu les « événements de Val-d'Or » pour forcer la tenue de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics du Québec. Son rapport final démontre sans détour la dépossession que vivent les peuples autochtones et en appelle à transformer en profondeur la politique autochtone et la gestion des services publics.

Julie Perreault¹

L'auteure, candidate au doctorat en droit à l'Université d'Ottawa, est chargée de cours à l'Institut Simone-de Beauvoir de l'Université Concordia, à Montréal

Une collègue innue me disait récemment combien il est difficile d'être Autochtone. Elle ne parlait pas seulement de la fatigue ressentie à force de devoir défendre ses droits – les siens comme ceux de son peuple –, mais aussi de la difficulté au quotidien *d'être* une personne autochtone. « C'est difficile à cause de la stigmatisation et de l'étiquetage; c'est comme si on avait toujours à prouver qu'on est capable. » Elle m'a parlé de son père à qui on avait refusé de servir à boire un soir dans un bar, dans les années 1970, la loi interdisant alors de vendre de l'alcool aux « Indiens ». Aujourd'hui, la marginalisation des Autochtones se poursuit. Cela s'observe dans les hôpitaux, les centres de santé et de services sociaux, le système judiciaire et carcéral, les postes de police ainsi qu'à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ). Outre les préjugés auxquels elles font face, les personnes autochtones doivent encore se battre chaque jour en raison de cadres juridiques discriminatoires, d'ententes bâclées ou non tenues, sans compter, à la source, le refus du système et des autorités en place de reconnaître l'autonomie et les savoir-faire culturels qui sont les leurs.

C'est aussi le constat qu'a pu faire le juge à la retraite Jacques Viens, nommé commissaire de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics du Québec: écoute, réconciliation et progrès (CERP, communément appelée la « commission Viens »), le 21 décembre 2016. Mise sur pied à la suite des dénonciations d'abus de pouvoir et de violences policières faites par des femmes autochtones de Val-d'Or dans le cadre de l'émission *Enquête*, en 2015, de processus de plaintes avortées et d'une mobilisation continue de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et des communautés criées et anishinabe de la région, la commission Viens remettait son rapport final en septembre 2019, après deux ans de travaux. Son mandat, défini par les autorités autochtones et gouvernementales de la province, ne se limitait pas aux seuls « événements de Val-d'Or ». Il consistait à enquêter sur les faits, les causes et les effets de la violence et des pratiques discriminatoires envers les personnes autochtones au sein de cinq services publics sur tout le territoire du Québec – services policiers, correctionnels, de justice, de santé et de services sociaux, et de protection de la jeunesse –, puis à « faire des recommanda-

tions quant aux actions correctives concrètes, efficaces et durables à mettre en place² ».

Les conclusions de l'enquête attestent à mon avis sa nécessité, de même que la pertinence de cibler les cinq services publics en question, dont l'examen permet au bas mot de poser un regard concret sur la réalité de la discrimination vécue au quotidien par les groupes et les personnes autochtones. Remarquons toutefois l'omission des services relatifs à l'éducation dans ce tableau, une préoccupation transversale dont plusieurs témoins entendus par la Commission ont déploré l'absence.

Les effets interdépendants de la discrimination

Si les commissions d'enquête se succèdent et se ressemblent, l'une des forces de celle-ci réside dans sa capacité à rendre visible l'interdépendance des politiques actuelles et passées en matière de services publics et de prise en charge de la « question autochtone » par l'État. On aurait ainsi tort de concevoir les différents services publics de manière isolée. Les paramètres de l'enquête lèvent plutôt le voile sur les effets concomitants des uns par rapport aux autres dans le parcours de vie des individus. Pour les peuples autochtones du Québec, selon la preuve entendue par la CERP, les politiques publiques et les cadres de service ne forment qu'un seul ensemble de réponses à des vulnérabilités croisées et souvent renforcées par les manquements réciproques.

Une personne en situation d'itinérance à Montréal, à Val-d'Or ou à Chibougamau, par exemple, pourra s'être retrouvée dans ces circonstances en raison d'une pénurie de logements dans sa communauté, d'un contexte de violence familiale, de l'absence de maison d'hébergement, de la nécessité de recevoir un traitement médical seulement disponible en centre urbain, ou en cherchant simplement à améliorer une situation socioéconomique difficile. Arrivée en ville, elle se sera peut-être frottée à des préjugés racistes, des services non offerts dans sa langue, des différences culturelles difficilement compréhensibles, des cadres juridiques qui l'excluent, pour finalement se retrouver dans une situation d'isolement social inattendue. Il se peut aussi que sa nouvelle situation d'itinérance la fasse entrer dans un cycle de criminalisation et d'abus. L'expérience de la cour ou de la prison lui rappellera peut-être le contexte de la DPJ où elle sera passée, enfant. Ses parents auront peut-être vécu l'expérience des pensionnats; ses grands-parents, celle des déplacements, des dépossession territoriales, des interdits placés sur leurs pratiques culturelles et leurs systèmes politiques,



l'imposition de lois et de cadres réglementaires étrangers à leurs manières de faire. Il est possible aussi qu'elle n'ait rien vécu de tout cela; que, comme ma collègue, elle ait grandi dans un milieu dit « ordinaire » et que, malgré tout, elle soit exposée aux mêmes préjugés.

Ce tableau vite dessiné dresse un portrait vivant de la discrimination systémique qui touche les peuples et les personnes autochtones dans leurs relations avec les services publics québécois. Il est impossible de relever en quelques pages l'ensemble des problèmes et des obstacles déclinés dans les 12 chapitres du rapport, dont cinq sont consacrés exclusivement à chacun des services. Mentionnons néanmoins l'accès déficient au logement, aux soins de santé, à des services d'interprètes, à des mesures adaptées culturellement, à des services d'urgence; soulignons aussi la surjudiciarisation, le profilage, le taux d'incarcération élevé, la violence, la prise en charge des enfants par l'État, le tout exacerbé par l'éloignement géographique et des conditions socioéconomiques précaires. S'il est possible d'y voir des conditions de vulnérabilité qui toucheraient tout le monde de la même manière dans les mêmes circonstances, en contexte autochtone, ces circonstances diffèrent grandement et commandent, de ce fait, des solutions différentes.

L'une de ces solutions concerne sans conteste le poids de l'histoire et la responsabilité de l'État dans le maintien des peuples autochtones dans un état de tutelle quasi permanent. Si les manquements dans les services publics s'ajoutent et contribuent aux traumatismes historiques et intergénérationnels qui sont encore le lot de la majorité des communautés autochtones au Québec, c'est que la prise en charge par l'État n'a pas réglé les problèmes; pire, dans certains cas, elle les crée. La preuve amassée en audiences tend en effet à démontrer le lien intime entre l'incapacité des services publics à répondre aux besoins des Autochtones, les violences subies et le prolongement des politiques de dépossession et d'assimilation coloniales par ces mêmes institutions. Aux dires du commissaire lui-même, « [l]es rapports inégaux instaurés ont dépossédé les peuples autochtones des moyens susceptibles de leur permettre d'assumer leur propre destin et ont nourri au passage une méfiance certaine envers les services publics » (CERP, p. 217). La DPJ, dont le contrôle sur les familles autochtones est souvent perçu comme un substitut direct à la politique des pensionnats, en est un exemple éloquent.

Si le rapport déploie moins de formules-choc que celui de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, il n'en demeure pas moins radical dans ses prises de position

Par conséquent, le dialogue espéré en mettant sur pied cette commission exige une vue plus large que l'habituelle (et paternaliste) prise en charge étatique, de façon à reconnaître les erreurs et à redresser les torts causés par des lois et des mesures de contrôle imposées historiquement, souvent sans préavis, à des peuples qui jouissaient déjà des leurs

propres. C'est tout cela qu'il faut prendre en compte si l'on souhaite dépasser la stigmatisation, casser les préjugés et défaire les « murs d'incompréhension mutuelle qui séparent aujourd'hui les peuples autochtones des principaux prestataires de services publics », comme l'admet le commissaire (CERP, p. 220).

Confronté à de tels constats, celui-ci aura sans doute surpris bien des gens en faisant des mesures d'autonomie et de gouvernance locale son mot d'ordre, allant jusqu'à suggérer que l'Assemblée nationale du Québec reconnaisse la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et en garantisse l'application réelle. Il faut y voir le travail de toute une équipe et des intervenants du milieu, qui, de son propre aveu, l'auront amené à découvrir ce qu'il lui était au départ « impossible d'imaginer ».

« [E]n érigeant des ponts là où le débit ne l'avait jamais nécessité, en posant des digues qu'ils jugeaient nécessaires et rassurantes, les services publics ont fait incursion sur des territoires dont ils ignoraient la nature profonde. Des territoires où s'entremêlent des choses aussi sensibles que la santé physique et mentale, la justice et les relations parents-enfants. » (CERP, p. 7)

L'esprit du rapport

La prise de conscience du commissaire Viens et l'humilité dont il fait preuve a pour corollaire le devoir de connaissance qu'a sinon tout citoyen, du moins tout décideur et intervenant des milieux concernés. Outre les appels à l'action 20 à 26, qui prescrivent des formations poussées portant sur les réalités autochtones et sur l'histoire coloniale, la forme même et le contenu du rapport, qui se révèle à la fois pédagogique et descriptif, répondent à cette exigence. Si celui-ci déploie moins de formules-choc que le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, dont les travaux se déroulaient au même moment, privilégiant manifestement le dialogue à la confrontation et se montrant soucieux de s'adresser au Québécois moyen, allochtone ou autochtone, il n'en demeure pas moins radical dans ses prises de position. Il renverse, par exemple, une proposition importante de la Commission royale sur les peuples autochtones de 1996 qui, tout en reconnaissant le droit à l'autodétermination des nations autochtones et la nécessité des relations bilatérales, privilégiait encore une approche par étapes, faisant de l'adaptation des politiques et des services existants la voie préalable à l'autonomie. Or, une telle mesure a été jugée paternaliste par les autorités autochtones et mal adaptée à leurs contextes; elle laissait entendre, entre autres, que l'état socioéconomique et politique de leurs communautés les rendait inaptes à assumer leur droit à l'autodétermination.

L'approche prônée par la CERP évite cet écueil tout en demeurant néanmoins pragmatique. On ne parle pas encore de souveraineté gouvernementale, mais de reprise de pouvoir locale. Cela passe, par exemple, par des mesures visant le renforcement des programmes de justice communautaire et la revitalisation du droit autochtone, une meilleure



Vigile des Sœurs par l'Esprit organisée par le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, le 4 octobre 2019. Photo: Paul Brindamour

reconnaissance des corps policiers autochtones, la conception de solutions de rechange à l'incarcération et la promotion des centres résidentiels communautaires, la prise en charge de certains soins de santé par les communautés, le développement de politiques propres aux communautés autochtones en matière de protection de la jeunesse. C'est sans compter les nombreuses mesures qui prescrivent un meilleur financement des services, une prise en compte adéquate des réalités culturelles et un assouplissement des règles en contexte autochtone.

À supposer qu'elles soient suivies, l'ensemble de ces recommandations introduirait un changement substantiel dans la politique autochtone et la gestion des services publics au Québec. Celles-ci visent en effet l'adaptation des lois et des cadres de règlements gouvernementaux aux réalités autochtones *par et pour* les Autochtones, plutôt que le contraire, renversant ainsi la relation historique entre l'État et les communautés. Défendue par plusieurs organisations autochtones, cette vision de l'autonomie s'inspire de modèles déjà éprouvés, tels l'entente de la Paix des Braves signée en 2002 entre les gouvernements cri et québécois, et d'autres modèles de gouvernance locale en milieux urbains et communautaires, comme le Centre de justice des premiers peuples de Montréal, la clinique Minowé à Val-d'Or ou la Cour de Kahnawà:ke. Par cette approche, on reconnaît que les peuples et les communautés autochtones sont les mieux placés pour comprendre comment fournir les services et les

adapter à leur contexte, sans remettre en cause la responsabilité du gouvernement à leur égard. Ce modèle promet une meilleure «sécurisation culturelle» pour les individus, une reconnaissance suffisante des savoirs communautaires et une plus grande efficacité dans l'administration des services, avec pour effet immédiat de redonner du pouvoir là où celui-ci a été confisqué historiquement.

Soulignons enfin que la contribution des groupes autochtones tout au long du processus de la commission Viens est certainement pour beaucoup dans la mise en perspective des enjeux transversaux soulevés dans cet article. Parlant souvent d'une même voix, ces groupes auront également réussi à faire entendre la nécessité qu'un mécanisme de contrainte officiel soit mis en place afin d'assurer le suivi des 142 appels à l'action que contient le rapport, fonction que le commissaire aura remise entre les mains du Protecteur du citoyen, sous la surveillance citoyenne des groupes concernés. ©

1. L'auteur a participé aux travaux de la Commission à titre d'assistante à la recherche pour le volet justice.
2. Rapport final, Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec, p. 21.



ENTRE ALIÉNATION ET RÉSONANCE

ENTREVUE AVEC HARTMUT ROSA



Le philosophe et sociologue allemand Hartmut Rosa questionne la modernité et notre rapport au temps. Deux œuvres marquantes, Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive (2012) et Résonance: une sociologie de la relation au monde (2018), publiées aux éditions La Découverte, le rangent dans le sillage de l'École de Francfort et de la théorie critique. Relations s'est entretenue avec lui lors de son passage à Ottawa, l'automne dernier.

Vous utilisez le concept d'accélération pour rendre compte du mouvement de fond, systémique pourrait-on dire, qui traverse la société dans son ensemble et qui est à l'origine des pathologies qui l'habitent. Qu'entendez-vous par là ?

Hartmut Rosa: Depuis le XVIII^e siècle, en effet, la vie en société n'a cessé de s'accélérer, de telle manière que la croissance, l'accélération et l'innovation permanentes, tant sur le plan économique que social et culturel, représentent ses traits structurels essentiels, sans lesquels elle s'effondrerait. La société moderne n'est évidemment pas la seule où il y a eu des changements et des innovations importantes, mais c'est la seule qui en a besoin systématiquement pour assurer sa reproduction sociale et institutionnelle. C'est pour elle une exigence interne. D'où mon emploi, aussi, du concept paradoxal de « stabilisation dynamique » pour caractériser le fonctionnement de notre société: celle-ci assure sa stabilité grâce à l'accélération.

Le système capitaliste, dont l'accumulation du capital et la croissance infinie du profit sont le moteur, y est certainement pour quelque chose. Et il en sera ainsi tant que notre société s'inscrit dans ce type de mode de production

et d'économie. La concurrence, le système monétaire et le système de crédit, par exemple, carburent à cette logique. Et l'emprise de la financiarisation sur l'économie a fortement contribué à rendre le système encore plus fou.

Mais ce phénomène de croissance et d'innovation constantes n'est pas seulement le lot du domaine économique, il concerne l'ensemble des sphères de la société: l'art, la culture, la science, la politique, la santé, l'éducation, etc. sont aussi entraînés dans cette spirale d'accélération. D'ailleurs, ils sont de plus en plus rares les domaines qui ne fonctionnent pas comme si nous déambulions sur un escalier roulant descendant sur lequel il nous faudrait monter: si nous n'accélérons pas, si nous ne faisons pas l'effort de presser le pas, alors nous régressons. C'est la raison pour laquelle, plus que jamais, le temps paraît autant nous manquer. Même la vie privée, intime, est happée par cette logique. Cette situation se traduit de plus en plus par des souffrances psychiques, de l'épuisement de type *burnout* que le sociologue et psychologue Alain Ehrenberg a qualifié à juste titre de maladie emblématique de notre époque.

C'est le signe que cette logique interne de la société ne peut mener à court terme qu'à l'effondrement. Nous le voyons clairement avec la crise écologique et sociétale actuelle. Mais, en même temps, et j'en suis de plus en plus



PENSEZ AUJOURD'HUI LES ENJEUX DE DEMAIN

LA PERSONNE TRANSFORMÉE

Sous la direction de **Jean-Pierre Béland • Charles-Étienne Daniel**

ISBN 978-2-7637-4635-7 • 24,95 \$    Suivez-nous!

 Conseil des arts du Canada
  Canada Council for the Arts
 www.pulaval.com
 Presses de l'Université Laval



convaincu, il y a un espoir de sortie «heureuse». Il réside dans les subjectivités elles-mêmes qui sont mobilisées au cœur de cette crise. C'est d'elles que dépend en grande partie la dynamique d'accélération sociétale; elles représentent l'énergie vitale du système et pourraient décider de «débrancher la prise».

Comment expliquer que la population participe massivement à cette dynamique interne de la société?

H. R. : La peur d'être largués par le système et de se retrouver sans ressources entre certainement en ligne de compte. Reprenons l'image de l'escalier roulant que nous devons monter à contresens à toute allure. Si nous ne le faisons pas, nous craignons d'être exclus. Mais la peur ne suffit pas; aucun système ne serait stable à long terme en se fondant sur la peur uniquement. Si nous coopérons largement au système, c'est qu'il est porteur d'une certaine promesse de «vie bonne» liée à l'accroissement supposément sans fin du capital économique, culturel, social et humain. Cette promesse nous fait participer à l'accélération sociale, non pas en tant que victimes, mais en tant qu'acteurs. Il est clair que les impératifs de croissance, de rapidité, d'innovation et d'optimisation sociale sont étroitement liés à une conception de la vie bonne qui domine dans notre société. C'est un peu ce que Luc Boltanski et Ève Chiapello analysent dans *Le nouvel esprit du capitalisme* (Gallimard, 1999).

Déconstruire la fausse promesse de vie bonne que porte la modernité implique pour moi de réfléchir à une solution qui permette de rompre avec le cycle pathologique de l'accélération sociétale et d'ouvrir cette fenêtre d'esérance.

Pour comprendre cette «traduction» des exigences structurelles en aspirations personnelles, il faut passer par une des caractéristiques importantes de la situation culturelle de la modernité: le fait que la société libérale en est venue à écarter de l'espace public la question fondamentale de la «vie bonne». En effet, face à la pluralité des conceptions de la vie bonne, le récit libéral a décrété, à partir des guerres des religions au XVI^e siècle, que chacun devait répondre pour soi à cette question, un consensus à ce propos étant impossible. Le pluralisme éthique est devenu la norme. Chacun doit vivre sa propre version de la vie bonne: choisir s'il est préférable de croire ou pas, de vivre à la campagne ou en ville, de se marier ou non, de décider s'il faut accorder une place plus importante à l'art, au sport, etc. Les parents aux enfants, les enseignants aux élèves, l'État aux citoyens disent à peu près ceci: «Je ne peux pas vous dire quoi faire de votre vie, vous devez donc juger par vous-mêmes, c'est à vous de choisir.» Ce qu'il importe en revanche de faire collectivement, c'est d'offrir les meilleures conditions possibles pour réaliser individuellement ce choix.

Or, dans le cadre des changements constants qui ont cours dans la société, ce type de choix devient de plus en plus difficile à faire; une éthique singulière s'est imposée à l'effet qu'il est moins important de savoir ce que c'est que la vie bonne pour soi que de s'assurer de posséder les conditions matérielles qui permettront de faire son choix en temps et lieu. Les sujets modernes en sont ainsi venus à chercher l'accumulation du plus grand nombre de ressources utiles et disponibles pour pouvoir vivre leur rêve, quel qu'il puisse être. Cette perspective est devenue l'impératif éthique de notre temps.

C'est pourquoi l'argent est si important pour beaucoup de gens (et même pour ceux qui disent ne pas s'en soucier). C'est qu'il est la clé d'accès au maximum de ressources disponibles dans le monde pour améliorer son capital social, culturel, économique, symbolique et même corporel: nous permettre de voyager partout, de visiter les endroits les plus intéressants, de jouir des plus beaux spectacles, d'acheter le plus de choses possibles, etc. Rien ne nous est refusé si nous possédons assez d'argent. Et c'est aussi la raison de l'attrait que représentent les nouvelles technologies – et ce qu'incarne en particulier le téléphone intelligent – qui ouvrent des horizons de possibilités jusque-là encore inimaginables.

Mais comme, en même temps, ces biens disponibles ne cessent de croître, les gens sont maintenus dans une quête effrénée, en parfaite conformité avec la dynamique de la société d'accélération capitaliste qui est la nôtre. Ainsi le désir d'accroître la quantité de ressources, conjugué à notre peur de perdre les conditions préalables à une vie bonne, sont profondément ancrés dans la subjectivité moderne. Cela définit en quelque sorte ce qu'est pour nous une vie bonne, définition qui laisse paradoxalement entre parenthèses la seule question qui est fondamentale pour les êtres humains, comme dirait Max Weber, à savoir: comment dois-je vivre?

Vous voyez sous cet incitatif à l'accélération qui caractérise la société un processus d'aliénation. En quoi ce concept, qui avait été délaissé par les sciences sociales, permet-il de saisir ces phénomènes sociaux?

H. R. : Les concepts comme l'injustice, la discrimination ou l'exploitation ne suffisent pas à cerner entièrement le profond mal-être qui règne dans une société basée sur l'accélération sociale. Car, par exemple, même si on résolvait les injustices, ce mal-être persisterait. C'est la raison pour laquelle j'en suis venu à revisiter le concept d'aliénation (dans ses diverses variantes: réification, anomie, désenchantement, absurdité...), développé chez des auteurs comme Marx, Simmel, Durkheim, Weber, Adorno, Lukacs, Marcuse, Camus, Arendt, etc. Il permet de rendre compte d'un phénomène central qui se passe chez les individus livrés à cette accélération sociale et systémique et à cette recherche sans fin de ressources disponibles. Lorsqu'on vit des relations strictement instrumentales et utilitaires avec les lieux, les objets, les personnes et même avec soi-



même, sans liens véritablement significatifs, il se produit ce qu'on peut appeler une aliénation à l'égard du monde. Celle-ci peut être résumée comme une relation dépourvue de toute connexion vivante: le monde reste froid, distant et muet, voire repoussant. Si vous êtes constamment à court de temps, par exemple, ou dans une attitude de continuelle compétitivité ou de concurrence avec autrui, vous ne pourrez pas être touché ou affecté par une idée, un paysage, une musique, une personne. Il en va de même si l'important pour vous est de gagner toujours plus d'argent, de faire toujours plus de profit et d'être toujours plus performant afin de répondre aux exigences de croissance: le monde demeure sans résonance intérieure. Nous touchons ici, je pense, à une pathologie structurelle de la modernité avancée.

Afin de mieux saisir ce dont l'aliénation nous prive au plus haut point, j'ai mis de l'avant le concept de résonance – qui est en quelque sorte l'autre face de l'aliénation. J'entends par là la capacité humaine à éprouver le monde et à y répondre. Pour faire court, je dirais qu'il y a quatre caractéristiques qui définissent une telle relation au monde – aux lieux, à la nature, aux choses, aux êtres, à soi, à son propre corps. Il y a d'abord la capacité à être affecté, touché, sollicité, interpellé par quelque chose. Puis, il y a celle de répondre à cet appel, au fait d'être touché. C'est le mouvement inverse, non plus du dehors vers l'intérieur, mais du dedans vers l'extérieur. Cela se ressent corporellement et peut s'exprimer par des larmes, un frisson, une émotion quelconque. Une expérience religieuse, amoureuse ou d'amitié est de cet ordre. La lecture d'un livre, l'écoute d'une musique, une activité sportive, le contact avec la nature, ou encore une action citoyenne, par exemple, peuvent aussi susciter cela.

La troisième caractéristique, c'est la capacité à transformer celui ou celle qui vit une telle relation. On entend souvent dire dans des récits autobiographiques: «après avoir lu ce livre, fait telle rencontre, etc., je suis devenu une personne différente». Et enfin, il y a le fait que la résonance n'est pas reproductible, programmable, saisissable. Vous ne pouvez pas créer de résonance, en disposer à volonté. Elle échappe à notre contrôle. Vous pouvez, tout au plus, vous mettre dans des conditions qui la rendent plus susceptible d'advenir.

Ces relations de résonance concernent un large spectre de la vie: les liens qui se nouent entre humains – ce que j'appelle l'axe social –, les relations que nous pouvons

entretenir avec des objets – c'est l'axe matériel –, et notre rapport avec ce qu'on peut appeler la réalité ultime, englobante, transcendante – c'est l'axe existentiel de la résonance.

L'expérience religieuse offre un exemple éclairant de cette dimension existentielle. Dans les religions chrétienne,



Lino, *Stopper le temps*, 2020



juive ou musulmane, par exemple, il y a l'idée que Dieu vous écoute, qu'il vous voit et que vous comptez pour lui. Une parole comme «Je t'ai appelé par ton nom, tu es important pour moi» (Isaïe 43, 1) traduit clairement une expérience de résonance, qui donne un sens à ce que je suis fondamentalement. Le monde ne m'est plus indifférent, froid, distant. Un lien vivant m'unit à lui. Dans la prière, les croyants se tournent à la fois vers l'intérieur et vers l'extérieur. Une relation s'établit entre soi et l'Autre que soi, entre l'intime et le tout Autre. Cette réalité englobante on peut aussi l'appeler *Univers, vie, nature*.

Cette dimension existentielle n'est évidemment pas uniquement religieuse; elle peut se vivre également au contact de la nature, à travers l'art, le sport, la lecture, la musique... À cet égard, un compositeur comme Henry Rollins, par exemple, a dit que la musique est plus proche de nous que notre propre souffle.

Dans vos premières œuvres, vous insistiez sur une théorie critique de la modernité. Dans les plus récentes, vous insistez davantage sur la proposition de solutions. Qu'est-ce qui motive ce passage ?

H. R. : Je suis conscient qu'en ne me contentant pas d'une analyse critique de la société et en ouvrant une voie pour sortir de l'aliénation, je romps d'une certaine façon avec la tradition de l'École de Francfort, à laquelle je me rattache pourtant. Déconstruire la fausse promesse de vie bonne que porte la modernité implique pour moi de réfléchir à une solution qui permette de rompre avec le cycle pathologique de l'accélération sociétale et d'ouvrir cette fenêtre d'espérance.

La modernité nous a poussés à mettre constamment le monde à l'écart, à distance, à contrôler les choses. C'est pourquoi on crée des conditions sociales «non résonantes», axées fondamentalement sur des relations muettes avec le monde, où la chose ou la personne avec laquelle on est en contact n'est qu'un objet dont on se sert, pour ainsi dire. Bien sûr, on crée à côté

de cela des oasis où nous recherchons des relations significatives, en allant dans une salle de concert, une station balnéaire, un stade de foot, etc. Mais cela ne suffit pas. Car la plus grande partie de notre vie reste dépourvue de ces relations.

Je parlais, au début de l'entretien, de ma conviction qu'il est possible pour nous de «débrancher la prise», de ne plus apporter notre coopération au système déshumanisant. Cela passe nécessairement par la lutte pour transformer les institutions sociales, et notamment nos lieux de travail, pour qu'ils deviennent de plus en plus des espaces où des relations de résonance soient possibles. Nous pouvons le faire parce que la résonance, j'insiste sur ce concept, c'est quelque chose dont nous avons toujours un peu fait l'expérience, nous n'avons pas à l'apprendre, ni même à l'inventer. N'est-ce pas la première façon d'entrer en relation avec le monde que nous avons eue, avant même l'usage du langage et de la raison? C'est frappant quand vous observez les bébés: si quelque chose les touche, vous voyez alors leurs yeux briller et leur visage changer. Je dirais que l'être humain est fondamentalement un être de résonance.

Dans les établissements d'enseignement ou de soins de santé, par exemple, les gens ont un sens aigu de ce qu'il faudrait faire pour permettre ce genre de relation avec les étudiants ou les patients, mais les règles et les directives qui régissent ces institutions les empêchent de le faire, car elles visent avant tout à atteindre des objectifs d'efficacité, de rendement et de compétitivité. C'est ce qui crée l'épuisement professionnel dans les écoles, les hôpitaux ou encore dans l'agriculture, par exemple. Les gens savent très bien ce que cela signifie d'être en résonance avec les arbres, les plantes, la terre, les animaux. Mais l'agrobusiness rend cela impossible. Et il en est ainsi dans maints autres secteurs de la société.

Pour pouvoir vivre ce type de présence au monde, il faut accepter d'entrer dans une relation où vous ne pouvez pas prévoir le résultat. L'enjeu n'est pas mesurable, il repose sur la qualité de la relation. Une telle revendication est évidemment risquée dans une société comme la nôtre, où seul compte le résultat quantifiable toujours à optimiser, pour repousser les limites toujours plus loin – ce qui crée dans toutes les institutions un mode de fonctionnement hostile à la résonance. Et c'est pourquoi elle a la capacité d'animer les luttes sociales; l'objectif central étant de faire de nos institutions des espaces de résonance et d'en créer de nouvelles avec ce même souci. Nous ne pouvons pas provoquer des relations de ce genre, nous pouvons cependant créer les conditions qui les favorisent. 🌀

Entrevue réalisée par Jonathan Durand Folco, en collaboration avec Jean-Claude Ravet

librairie zone libre

indépendante et engagée depuis 1982

262 Sainte-Catherine Est

 Berri-UQAM

zonelibre.ca



#Syndicalisme 2.0

Pour défendre nos droits
à l'ère du numérique

Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (CSQ)
facebook.com/feccsq • fec.lacsq.org



Ernesto Cardenal, poète prophète de la libération

Arnaldo Zenteno*

L'auteur est un jésuite nicaraguayen

Ernesto Cardenal, moine poète et mystique, est décédé le 1^{er} mars dernier à l'âge de 95 ans. Je l'ai connu au temps de la dictature d'Anastasio Somoza, alors qu'il luttait déjà, avec ses poèmes et ses appels à la solidarité internationale. Il était de la lignée des prophètes bibliques et de Jésus, qui étaient engagés dans un combat incessant contre l'injustice tout en exprimant par leurs paroles et leur manière de vivre la beauté du monde et de la vie humaine.

Je me rappelle, en 1985, quand Don Pedro Casaldáliga était venu au Nicaragua exprimer sa solidarité avec le peuple. L'évêque poète de l'Église des pauvres de Sao Félix au Brésil s'opposait déjà à cette époque aux grands propriétaires terriens qui cherchaient à accaparer des terres amazoniennes sur lesquelles était situé son diocèse. Lors de sa visite, il s'aventura jusque dans les zones de guerre pour soutenir la révolution sandiniste par ses paroles d'espérance. Mais un rêve intime l'habitait : se rendre à Solentiname, un archipel situé sur le lac Nicaragua, un lieu pour lui emblématique de l'Évangile de la libération. C'est là, en effet, qu'Ernesto Cardenal avait fondé, dans les années 1960, en pleine dictature, une communauté monastique pour vivre l'Évangile avec des pêcheurs, des paysans, des artisans et des artistes. Cette communauté chrétienne fut détruite au plus fort de la répression, en 1977, deux ans avant la chute de Somoza. Ernesto y est maintenant enterré. Ses *Psaumes*, publiés en 1964, témoignent du souffle qui l'animait :

Écoute mes paroles, Ô Seigneur.
Entends mes cris, écoute mes plaintes,
Parce que tu n'es pas un Dieu ami des dictateurs [...]
Les gangsters nous ont tendu un piège.
Nous pleurons dans la nuit
dans la maison saccagée,
livides et sans voix,
espérant qu'on frappe à la porte...
Pendant qu'eux fêtent
Et trinquent. [...]
Mais tu as rempli mon cœur d'une joie
plus grande que celle que leur procure le vin de leurs fêtes.
[...] Parce que tu défends les dépouillés
et les exploités
je te chanterai dans mes poèmes
toute ma vie.

Ces 26 psaumes sont des chants de vie pleins d'espérance adressés au Dieu libérateur au nom du peuple nicaraguayen. Des chants qui soutiennent la lutte, suscitent la confiance en un Dieu qui s'est mis aux côtés des pauvres et des nécessiteux et non du côté de ceux qui s'enrichissent à leurs dépens et s'op-

posent à un monde plus humain et plus juste pour préserver leurs privilèges, utilisant leur pouvoir et leur force pour opprimer, censurer et priver de vie les autres.

À l'image de ses écrits, la vie entière d'Ernesto était une dénonciation de l'injustice. Prophète révolutionnaire, il ne s'est tu pour rien ni personne. Il s'opposa à la dictature somoziste et participa à la lutte de libération avec le Front sandiniste. Devenu ministre de la Culture dans le premier gouvernement sandiniste (1979-1987), il appuya la formation de centaines d'ateliers de poésie et d'art en milieu rural, la culture étant pour lui une dimension vitale du peuple.

Tout au long de sa vie, Ernesto s'est maintenu ferme dans ses valeurs et dans l'amour de son peuple, même quand Jean-Paul II refusa de le saluer, lui qui avait pourtant serré la main du dictateur Duvalier en Haïti, peu de temps auparavant. Ernesto vécut ce geste comme un affront au peuple. Quand, en 1998, Daniel Ortega, dirigeant du Front sandiniste alors dans l'opposition, fit une alliance pour des raisons électoralistes avec le président accusé de corruption Arnoldo Alemán, il rompit aussitôt avec le parti, restant fidèle aux valeurs de la révolution, en dénonçant son dévoiement, ses dérives et sa trahison. Ses positions politiques lui ont même valu, il y a à peine trois ans, de devenir un persécuté politique à l'âge de 92 ans.

En avril 2018, la mort tragique d'Alvarito fut une expérience éprouvante pour lui. Ce jeune de 15 ans s'est étouffé dans son sang après que les forces de l'ordre lui aient tiré une balle dans le cou pour avoir voulu apporter de l'eau aux étudiants qui, retranchés dans l'Université de Managua, manifestaient contre le gouvernement d'Ortega. Ni les hommages, ni les prix littéraires n'ont jamais ébréché chez Ernesto la solidarité charnelle et incarnée qu'il éprouvait pour les opprimés. Ce poème bouleversant, comme il en a tant écrits, en exprime les racines profondes :

Quand, montant sur la tribune, on t'applaudit
pense à ceux qui sont morts [...]
Quand on te tend le micro, que la caméra est braquée sur toi
pense à ceux qui sont morts.
Regarde-les dénudés, traînés au sol,
ensanglantés, encagoulés, éventrés [...]
égorgés, criblés de balles,
jetés sur le bord de la route,
dans des trous qu'ils ont eux-mêmes creusés [...]:
C'est toi qui les représentes,
Ils t'ont délégué, ceux qui sont morts. 📍

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

5. *Ad nauseam*

Texte: **Violaine Forest**

Photo: **Benoit Aquin**

Il a toussé toute sa vie. Toute sa vie, il a craché le poison blanc de ses poumons brûlés ; il est mort maintenant. C'est bien, il avait honte d'être malade, cela lui faisait peur. Il avait des yeux dans sa tête, des yeux et des corps dans un trou qu'il n'arrêtait pas de remplir, de vider ; les corps, il les recouvrait de chaux. C'est elle qui a brûlé ses poumons.

Sa peau devenue grise, ses yeux violets d'insomnie à crier. Allez comprendre pourquoi il a fait ça. Il était comptable ; il n'avait jamais fait de mal. Pas même à un poulet, c'est sa mère qui le faisait. Il n'avait jamais porté de lourdes charges. Ça aussi sa mère le faisait, le foin, le blé. Il avait toujours les mains propres, un mouchoir de poche soigneusement plié à portée de main. Il épongeait aussitôt sa sueur, mesurait ses gestes, touchait à peine la nourriture ; il était devenu ce monstre qui enfournait les autres, portait des sacs de chaux, des cadavres d'enfants sur son dos, parfois, pour aller plus vite, il les tirait par deux. Les bassins se disloquaient parfois. Pas de chair, pas assez de muscles, pas assez de tendons, les corps se brisaient comme des pantins de bois.

À mains nues, mon père a fait ça, sans masque ; les cadavres, la chaux, l'horreur vue de ses yeux même. À pleins poumons, à pleine bouche, il a fait ça toute sa vie, il s'est tu. Il a toussé, il a gémi dans son sommeil, il prenait des coups.

Plus tard quand j'ai su pour ses poumons, la brume blanche, la poussière de chaux, tout a recouvert mon enfance, ma vie adulte, le lit de ma mère, sa tombe. Elle a dormi avec tous ces cadavres sans le savoir. Ça, elle ne l'a pas supporté pas plus que les os secs et cassants de mon père, avec le sombre au milieu de lui, comme un trou. Elle a dormi. Un soir, elle n'a pas voulu se réveiller. Son corps était froid mais son oreiller encore humide, elle pleurait en dormant pour ne pas le contrarier, pour ne pas le réveiller, elle est morte la nuit.

Je n'aime pas la craie des tableaux, la poussière sur les meubles, tout ce blanc qui se déplace. Nous n'avions le droit ni de nous plaindre, ni de nous salir. Je pense qu'il aurait voulu que nous n'existions pas. Nous ne pouvions le regarder, ses yeux roulaient dans tous les sens puis fixaient un point pendant des heures. Nous sortions dès que possible, il ne voulait pas que nous creusions la terre. Nous pouvions rester à rien faire. Ne rien faire, rester immobiles, ce n'était pas rien, car nous restions dans la crainte, notre rôle était de rester immobiles et d'avoir peur. Ce n'est pas rien ! Ça compte, il me semble.

La crise demeure à l'intérieur, il n'y paraît rien. Les mains mêmes ne bougeaient pas, elles s'appuyaient au même endroit sur le corps rigide. Peut-être un léger soulèvement des orteils ; pas des femmes en talons invisibles mais quelque chose de cette nature dans la démarche, à peine plus rapide. Sans toucher le sol. 🌀

Dalandzadgad, Mongolie, 2002





Bernard Senécal

Babel couronnée

L'auteur, jésuite, est maître de Dharma dans la branche coréenne de l'école Zen (Rinzai)

Revisitons les trésors de sagesse que sont les mythes du Moyen-Orient, berceau de civilisations sous lequel sont enfouies plus de la moitié des réserves mondiales d'or noir et de gaz naturel. Les mythes les plus connus se trouvent au début de la *Genèse*. Deux d'entre eux décrivent d'abord la création, au départ bonne, harmonieuse, sans violence ni mort. Leur font suite, dans l'ordre, la « chute du Paradis », qu'Augustin d'Hippone a appelée « péché originel », causée par le désir de l'être humain de s'affranchir de sa Source ; le meurtre d'Abel par Caïn dévoré par le feu d'une rivalité haineuse et mortifère ; Noé et le déluge, mythe symbolisant une immense et profonde catharsis du Créateur, excédé de lassitude face à la dérive de son œuvre. Enfin, vient le récit de la tour de Babel où la descendance de Noé, sortie saine et sauve de l'arche, mais impénitente et toujours assoiffée d'orgueilleuse autonomie, repart de plus belle à la conquête des hauteurs du mystère des Cieux. Cette demi-douzaine de mythes raconte l'histoire « primitive » de l'humanité. Lui fait immédiatement suite le long récit d'Abram, rebaptisé Abraham (signifiant « père d'une multitude ») – ancêtre mythique des juifs, des chrétiens et des musulmans – quittant sa terre natale vers une terre inconnue. Avec lui, en réponse à un appel intérieur, s'amorce l'histoire « particulière » d'un peuple destiné à réunir l'humanité dispersée par la confusion des langues ayant suscité l'échec de l'entreprise babélique.

À l'instar de plusieurs, les circonstances actuelles m'acculent à réaliser ô combien notre « haute » civilisation s'est construite dans l'oubli de paramètres fondamentaux quant à son rapport à la nature. Ma communauté, qui cultive 3000 m² de terre dans les contreforts des monts Taebaek de Corée, se trouve en effet confrontée à des sécheresses prolongées, alternées de pluies diluviennes dont la force érode et emporte les minces surfaces arables de nos champs. À cela s'ajoutent des vagues de chaleur suffocante et l'arrivée de nouvelles espèces d'insectes qui menacent les récoltes, souvent médiocres par rapport au travail investi. Sur ce fond, l'apparition d'un nouveau virus ne surprend guère. Il y a eu d'autres pandémies et il y en aura encore, sans exclure celles de nature informatique. Avec la globalisation et la diffusion de l'information, les contradictions du monde moderne sont devenues flagrantes. Le bon sens nous impose de penser que le mode de vie fondé sur la consommation des énergies fossiles n'est non seulement plus viable, mais bien suicidaire. Cependant, nos sociétés se révèlent davantage préoccupées de répondre à l'urgence d'une pandémie qu'à celle de mettre fin à des guerres infiniment plus meurtrières – incluant celle contre la nature – dont dépend notre insatiable consommation d'énergie. Ironiquement, nous qui avons, en apparence, si bien appris à maîtriser la nature, à conquérir l'espace et à fabriquer des armes hypersophistiquées, nous nous trouvons pris d'assaut, sans l'avoir anticipé, par l'une des formes de vie les plus élémentaires qui soit.

Notre humanité est devenue comme un club d'apprentis-sorciers au sein duquel, malgré les discours rassurants, plus personne n'est vraiment aux commandes. La complexité grandissante du monde nous pourchasse, nous devance et nous écrase, comme s'il n'y avait plus de point d'équilibre, plus de repos possible. Quelques oiseaux de malheur, auxquels on a trop peu prêté l'oreille, avaient pourtant anticipé, clairement et depuis longtemps, cette crise de civilisation. L'anthropologue Claude Lévi-Strauss, pour ne citer que lui, avait bien compris que « la survie de l'humanité dépendait de sa capacité à dissoudre ses soi-disant privilèges absolus par rapport à la nature, afin de mieux la réintégrer¹ ». Hélas ! Imbue de sa supériorité, notre civilisation a en grande partie détruit les sociétés dites « primitives », dont la sagesse résidait précisément, nonobstant quelques exceptions, dans l'art du maintien d'un point d'équilibre entre elles et leur environnement.

C'est en récupérant au maximum, et donc en consommant au minimum, en tout domaine, que notre communauté retrouve cet équilibre et l'indicible joie qui l'accompagne. Il y a quelques jours, par exemple, pour stopper l'érosion du déversoir d'un champ de sésame, nous nous sommes servis, pour imperméabiliser la surface du sol, d'une grande bâche de vinyle abandonnée au bord d'un champ après avoir servi à couvrir un tas de fumier pendant l'hiver. Nous l'avons recouverte de toiles usagées, fabriquées à partir de chutes de tissus jusqu'alors destinées à la poubelle. Nous avons fixé le tout au sol du déversoir avec de vieux pneus et des tuteurs tordus en fer galvanisé que nous avons préalablement redressés et affûtés. En accomplissant ensemble de tels gestes élémentaires, un équilibre paisible s'établit au fond de nous-mêmes, comme un point de repos où notre condition mortelle prend sens, dans la conscience d'un mystère dont le propre est de grandir au fur et à mesure que notre compréhension s'en approfondit.

Babélique à de multiples égards, notre civilisation est à réinventer de fond en comble. De combien d'équivalents du déluge aurons-nous encore besoin pour le comprendre ? Selon la pensée rabbinique, « quand l'homme va trop loin, Dieu se retire ». Pourquoi l'univers s'accommode-t-il de l'existence de la COVID-19, dont la multiplication dans nos poumons semble la seule raison d'être ? Quoi qu'il en soit, après l'échec de Babel, l'inspiration ou le Souffle qui a mis Abraham en marche relevait d'abord et avant tout d'une qualité d'être telle qu'à tout instant, il demeurerait relié à sa Source. À l'extrême opposé, la construction de la tour de Babel reposait sur une volonté de faire, essentiellement dépourvue d'être, parce que devenue fin en soi. 🌀

1. Gildas Salmon, « Claude Lévi-Strauss, critique de la modernité », dans *Le Monde/La Vie*, hors-série « L'histoire de l'Homme », Paris, 2020, p. 131.

La culture enclavée

CLAUDE VAILLANCOURT

Montréal, Somme toute, 2019, 296 p.

Notre époque marquée par les nouvelles technologies nous donne accès à une myriade d'œuvres d'art. Voilà qui devrait être source de réjouissance. Pourtant, plusieurs observateurs adoptent une posture critique face à ces transformations culturelles. Cette insatisfaction est à l'origine du nouvel essai de l'écrivain Claude Vaillancourt, qui propose une réflexion historique et critique sur le phénomène de l'industrie culturelle mondialisée. À l'heure du rapport Yale portant sur les géants du numérique (Google, Apple, Facebook, Netflix, Amazon, Microsoft) et le soutien à la culture et aux médias au Canada, les questions soulevées et les réflexions apportées par l'auteur sont plus pertinentes que jamais.

Vaillancourt souligne que la grande disponibilité de la production culturelle de masse, en un clic sur Internet, occulte un double « enclavement » et donne une fausse impression de liberté. D'un côté, la culture est accaparée par une industrie du divertissement de plus en plus concentrée et soumise à des impératifs de rentabilité, qui favorisent les superproductions et une homogénéité culturelle. De l'autre, les créations indépendantes sont prisonnières de ce système et, sans grande diffusion, peinent à trouver leur public.

Ainsi, une coterie de vedettes que l'on peut voir sur tous les plateaux accaparent les revenus, alors que l'immense

majorité des artistes doit se contenter de miettes, versées en redevances par les grandes plateformes numériques qui diffusent presque gratuitement leurs œuvres. Cette réalité découle du système capitaliste. L'auteur parle en outre de l'« effet Matthieu », un concept qui provient de la parabole des talents dans l'Évangile selon Matthieu : « À celui qui a, il sera beaucoup donné et il vivra dans l'abondance, mais à celui qui n'a rien, il sera tout pris, même ce qu'il possédait. » (Mt 25, 29).

L'auteur reprend l'idée que la libéralisation de l'économie et le libre-échange favorisent une uniformité culturelle, illustrée par l'omniprésence de la langue anglaise et des productions artistiques anglo-saxonnes, qui deviennent ainsi la nouvelle culture commune universelle. En outre, les produits culturels les plus rentables, parce que les plus diffusés (et vice versa), proviennent du réseau oligopolistique des géants du numérique, qui font main basse sur les profits et pratiquent l'évasion fiscale à grande échelle. Comme l'avaient analysé,



à leur époque, les membres de l'École de Francfort, comme Theodor Adorno et Max Horkheimer, l'industrie culturelle, hier et aujourd'hui, nourrit bien les forces conservatrices.

Dans ce paysage médiatique standardisé, la diversité culturelle des peuples ne trouve pas d'espace pour s'exprimer. Vaillancourt souligne avec justesse que cet enclavement n'est pas la résultante de la « loi du marché », mais découle de choix politiques et économiques. On aurait pu croire, dans l'après-guerre, que les conditions sociopolitiques étaient propices à une grande éclosion culturelle, libre et diversifiée, compte tenu des développements médiatiques, de l'édification de l'État-providence et de la démocratisation de l'éducation. Or, ces trois piliers ont été minés tant par les politiques d'austérité tarissant les investissements en culture que par la marchandisation de l'éducation contribuant à une dérive utilitariste, sans oublier la concentration médiatique carburant au culte de la rentabilité et du *star system*.

Dans ce contexte, où les rapports de force économiques et politiques jouent contre une culture diversifiée, Claude Vaillancourt propose de renforcer les trois piliers publics pouvant défendre cette diversité : l'État, l'éducation et les médias. L'auteur en appelle à une ère « postnéolibérale », où la culture serait « démondialisée » et la fiscalité plus équitable, en insistant sur le fait que la diversité culturelle est essentielle à la préservation d'un espace critique et pluriel sans lequel la démocratie n'est qu'une coquille vide.

David Sanschagrín

spiritualitésanté

Août
2020

Bientôt sur le Web,
**gratuit, pratique
et performant!**

www.spiritualitesante.ca

spiritualitésanté

Obésité
Jeux de tables et d'influences

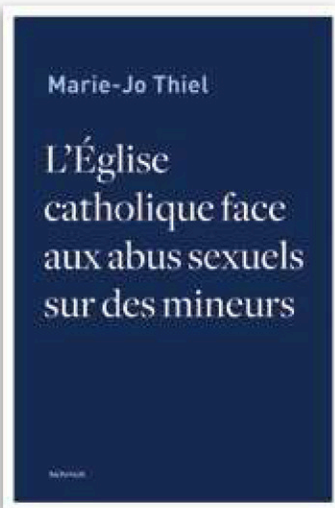
L'Église catholique face aux abus sexuels sur des mineurs

MARIE-JO THIEL
Montréal, Novalis, 2019, 713 p.

On parle beaucoup des abus sexuels commis par des religieux et des prêtres sur des mineurs : dans les pensionnats autochtones mais aussi dans des collèges, des paroisses, des camps pour jeunes. Autrefois, on savait vaguement qu'il se passait des choses mais on n'en disait rien. Si un enfant se plaignait ou dénonçait quelqu'un, on ne le croyait pas et l'enfant finissait par se croire coupable du délit. Il était si invraisemblable qu'un religieux ou un prêtre apparemment saint et rempli d'autorité puisse faire cela ! L'Église, de son côté, cherchait à cacher les choses pour éviter le scandale et ne pas ternir son image. Il fallait d'abord et avant tout protéger l'institution et couvrir l'agresseur, au prix de l'occultation ou de la négation de la souffrance des victimes.

Mais le temps du silence et du déni est terminé. Depuis une bonne vingtaine d'années, la lumière se fait sur de nombreux cas d'abus de mineurs au sein de l'Église catholique au Canada, aux États-Unis, au Chili, en Australie, en France, en Irlande et en Italie, notamment. Un jour, on saura aussi ce qui se passe ailleurs, en Asie, en Afrique, dans d'autres pays d'Amérique latine. Des abus, direz-vous, il y en a partout : dans les milieux sportifs, médiatiques et dans celui des affaires. Mais dans une Église si sévère à l'égard de la sexualité, qui prétend à la sainteté et veut « laver plus blanc que blanc », il y a de quoi être effrayé. Une étude américaine, citée dans ce livre, avance le chiffre de 6,5% de prêtres abuseurs (p. 273). Il ne s'agit pas simplement d'individus malades, de pervers désaxés. Il y a bel et bien un effet de système.

C'est à cette réalité complexe et difficile que s'attaque l'auteure de cet essai critique, Marie-Jo Thiel, qui est médecin, professeure d'éthique à la Faculté de théologie de l'Université de Strasbourg, présidente de l'Association européenne de théologie catholique – et j'en passe. Elle nous offre un ouvrage complet, très



documenté, solide à tous points de vue : médical, psychologique, juridique, éthique, théologique. C'est un livre de référence incontournable. Il comporte huit chapitres qui ont pour titre : « Des éléments d'histoire », « État des lieux et définitions », « La justice », « Le mineur victime », « Les auteurs d'agression sexuelles », « Abus sexuels dans l'Église catholique. Les faits », « Analyse des causes. Questions éthiques et théologiques », « Prévenir, former, veiller, prendre soin ».

Le chapitre 4 m'a particulièrement touché. Il présente le cas d'un mineur victime dont on ignore ou méprise la souffrance psychique et la blessure à long terme. L'auteure montre comment il est délicat et difficile d'obtenir une confiance d'enfant alors que notre premier souci devrait être de prendre soin de la victime.

Le chapitre 7 sur l'analyse des questions éthiques et théologiques est également très bien étayé. L'auteure montre comment la construction du modèle sacerdotal, sa sacralisation, le célibat imposé aux prêtres, l'exclusion et le mépris de la femme mènent directement au cléricalisme, à la division d'une Église en deux clans (les clercs et les autres) ainsi qu'à l'abus de pouvoir. Elle cite le pape François : « il faut aller plus loin. Il serait irresponsable de notre part de ne pas approfondir en cherchant les racines et les structures qui ont permis à ces événements concrets de se produire et de se perpétuer » (p. 498).

À plusieurs occasions, Marie-Jo Thiel évoque la lassitude des femmes engagées en Église surtout sur ces questions,

qui se heurtent partout au secret, au refus de livrer l'information, à la résistance passive des autorités. Le système ne veut pas changer et cherche encore à cacher, à nier et à pointer du doigt des coupables qui sont tantôt l'air du temps, tantôt le « lobby homosexuel ». Or, il n'y a pas de réforme possible sans la recherche d'une Église collégiale où la femme aurait vraiment sa place. Il faut dire que sur ce point la figure de Jean-Paul II n'est pas glorieuse. Le pape François semble bien seul et la route sera longue.

À mon sens, ce livre doit être lu et discuté par tous les évêques, les responsables de services et les responsables de communautés, y compris les curés et les équipes paroissiales, à la fois pour faire cesser les abus et protéger les victimes, mais surtout pour mettre en œuvre une autre manière de faire Église. Dans ce contexte, Marie-Jo Thiel conclut son livre en rappelant que l'avenir passe par une Église humble et vulnérable qui s'est dépouillée « du pouvoir et de la puissance pour revêtir le tablier de service » (p. 668).

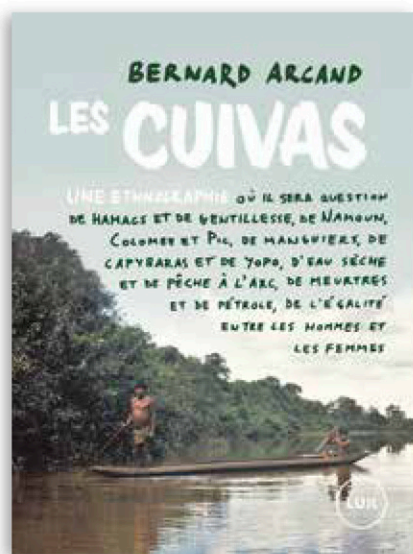
André Beauchamp

Les Cuivas

BERNARD ARCAND
Montréal, Lux, 2019, 368 p.

À la fin des années 1960, l'anthropologue québécois Bernard Arcand (1945-2009), alors doctorant à l'Université de Cambridge en Angleterre, entreprend en Colombie son étude de terrain chez les Cuivas, un peuple nomade vivant de chasse, de pêche et de cueillette. Il vivra avec eux durant deux ans, étudiant leur culture, découvrant le territoire et dormant dans un hamac sous les arbres. Cinquante ans plus tard, son ethnographie intitulée *Les Cuivas*, version vulgarisée de sa thèse de doctorat, nous est présentée à titre posthume par Lux éditeur. La publication de cet ouvrage inachevé écrit en 2002-2003 est le fruit d'un minutieux travail réalisé par son amoureuse, Ulla Hoff, avec l'aide des anthropologues Serge Bouchard et Sylvie Vincent.

Après les préfaces de Ulla Hoff et de ses amis et anciens collègues Christine et Stephen Hugh-Jones, qui nous permettent de plonger dans le contexte de cette aventure et de cerner la personnalité de l'auteur, on entre dans l'ethnographie par un prologue intitulé « Le voyage ». Arcand y explique pourquoi il s'est intéressé aux Cuivas et à l'histoire des Llanos, une région de la Colombie abondante en ressources. Il y raconte son arrivée et sa familiarisation lente avec la langue autochtone locale : « le plus difficile fut d'aboutir chez des gens accueillants et généreux et de fréquenter des personnes fort aimables qui me rendaient grand service en acceptant de m'informer et de me former [...], sans que je trouve le courage d'avouer n'avoir absolument rien compris à ce qu'ils me racontaient. Certains jours, l'on arrive à sympathiser avec ceux qui se convainquent de ne jamais pouvoir y arriver » (p. 81-82), avoue-t-il. Le ton, teinté d'humour et de gratitude, était déjà donné par le sous-titre du livre, d'une longueur inhabituelle en pleine page couverture : « Une ethnographie où il sera question de hamacs et de gentillesse, de Namoun, Colombe et Pic, de manguiers, de capybaras et de yopo, d'eau sèche et de pêche à l'arc, de meurtres et de pétrole, de l'égalité entre les hommes et les femmes ».



Mais cet essai dépasse le récit réjouissant. Joignant à ses descriptions rigoureuses et à ses appréciations

qualitatives une bonne dose de philosophie, Arcand propose de riches réflexions anthropologiques, bousculant des idées reçues et proposant des hypothèses originales. Dans son premier chapitre sur l'économie de la chasse et de la cueillette chez les Cuivas, il fait état, comme l'anthropologue Marshall Sahlins à la même époque, de la situation d'abondance pouvant être associée à un tel mode de vie. Ainsi l'agriculture est une possibilité qui n'intéresse pas du tout les Cuivas. C'est probablement, avance-t-il, « la vie relativement facile des chasseurs-cueilleurs et la crainte de s'ennuyer » qui ont poussé les Cuivas « à attendre si longtemps avant d'adopter le mode de vie sédentaire de la société paysanne » (p. 149).

Arcand se plaît à renverser les points de vue. Analysant le système de parenté cuiva, allant contre les préjugés occidentaux, il souligne la présence d'une pensée abstraite tout à fait capable d'une remarquable complexité au sein de sociétés dites « primitives ». Au sujet de l'égalité sociale qu'il observe sur le terrain, il prétend que loin d'être la simple conséquence d'un soi-disant déficit de complexité et d'évolution, celle-ci découlerait plutôt d'efforts soutenus. Parmi les exemples : « l'attention que les Cuivas portent aux diverses façons d'oublier la généalogie [...]. L'enfant vient au monde sans héritage, sans privilège ni désavantage. Tout système qui minimise la distinction sociale est conforme à la définition même de l'égalitarisme » (p. 232).

Arcand réfléchit enfin à la mythologie, aux idées et à la manière d'organiser le monde chez les Cuivas, et en tire des leçons de modestie : « L'analyse structurale des mythes n'est pas l'invention originale du Collège de France ni des milieux universitaires occidentaux », bien au contraire, conclut-il, et « les ethnographes sont, à juste titre, les truchements des peuples qu'ils rencontrent » (p. 290). Ainsi en vient-il à se questionner sur la pertinence de son œuvre lorsqu'il se réjouit que certaines de ses analyses académiques soient cautionnées par ses hôtes : « Mon rôle n'est-il que celui du traducteur et du reporter ? » (p. 292).

Trois autres textes d'Arcand rassemblés en fin d'ouvrage font office d'épilogue. Judicieusement choisis, ceux-ci parviennent (presque) à faire oublier le caractère inachevé de cet essai inspirant, plutôt accessible et assez souriant, malgré la présence de préoccupations beaucoup plus sombres, en lien avec des enjeux menaçant la culture cuiva en Colombie. Une belle surprise que ce livre.

Benoit Rose

Chemins de libération, horizons d'espérance. Une anthologie de L'Entraide missionnaire

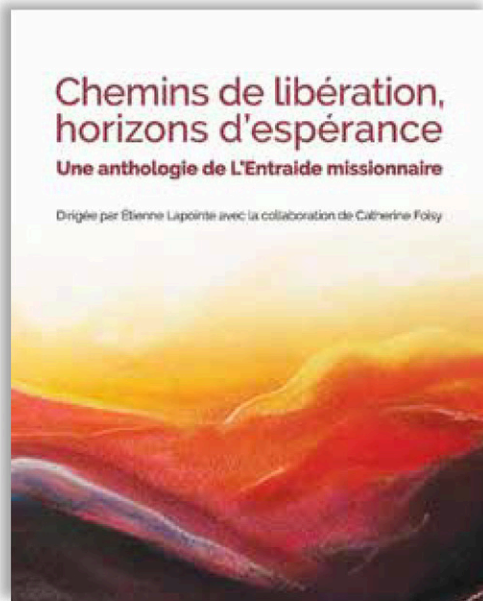
ÉTIENNE LAPOINTE, CATHERINE FOISY ET MOLLY KANE (DIR.)
Montréal, L'Entraide missionnaire inc., 2018, 650 p.

Publiée dans le sillage du processus de transmission intergénérationnelle de l'héritage de L'Entraide missionnaire (EMI), cette anthologie est un excellent complément au documentaire *Signes des temps*, réalisé par Jonathan Boulet-Groulx et Julien Deschamps Jolin. Celui-ci documente lui aussi, à sa manière, ce dynamique foyer du christianisme social québécois que fut l'EMI au cours des 60 années de sa trop courte vie. Soucieux de rendre cette mémoire accessible au plus grand nombre, l'organisme a fait le choix de diffuser gratuitement cette anthologie, laquelle peut être téléchargée à partir du site Web du Centre justice et foi (le livre imprimé est aussi en vente au Centre).

Puisant principalement dans les bulletins ou les cahiers des congrès de L'Entraide missionnaire, cette anthologie est finement mise en contexte par Étienne Lapointe, historien, et Catherine Foisy, professeure en sciences des religions à l'UQAM, qui signent respectivement l'introduction et la postface de ce pavé de 650 pages. Situant l'expérience

de l'EMI dans le renouveau de l'histoire socioreligieuse québécoise, Lapointe et Foisy font émerger une autre histoire du catholicisme québécois. Déjà présente en germe dans les années 1940-1950, à l'heure du personnalisme chrétien, de l'Action catholique et d'Économie et Humanisme, cette veine prophétique et solidaire du catholicisme se radicalisera sans cesse dans les années postconciliaires, dans le sillage de l'encyclique *Populorum progressio* (1967), de la Conférence des évêques latino-américains de Medellín (1968) et du développement de la théologie de la libération et des communautés ecclésiales de base.

De concert avec Catherine Foisy et Molly Kane, dernière directrice de l'EMI, Étienne Lapointe a réussi à refléter dans cet ouvrage le cœur et l'âme des interrogations et des interpellations des missionnaires québécois, et ce, en amont comme en aval du concile Vatican II. En cela, cette anthologie révèle bien les transformations des pratiques missionnaires à la suite du Concile, que ce soit en matière d'inculturation de l'Évangile, de coresponsabilité ecclésiale ou d'engagement dans des pratiques de solidarité avec les pays et les peuples du Sud global où ces missionnaires étaient envoyés. La soixantaine de textes sélectionnés (principalement des conférences données dans le cadre des congrès annuels de l'EMI) en reflètent l'esprit. Au fil des pages, on perçoit une com-



préhension de la mission radicalement transformée par le corps-à-corps et le cœur-à-cœur avec la misère, de même que par le contact avec la dignité des peuples. Cette transformation des pratiques missionnaires conduira à une critique soutenue du rôle joué par les grandes puissances occidentales dans les structures oppressives qui maintiennent les peuples de l'hémisphère sud dans la pauvreté et la sujétion.

Cette analyse critique des structures sociales trouve un large écho dans cette anthologie. On y prend la mesure des diverses critiques développées au fil des ans par les membres de l'EMI et par les conférenciers invités à ses congrès. Des critiques du colonialisme,

du capitalisme et du militarisme dans les années 1960 et 1970, on passe à celles des politiques d'aide au développement et des préjugés ethnocentriques (largement inconscients) qui se profilent « derrière » l'inculturation de l'Évangile, la culture de l'autre n'étant valorisée que lorsqu'elle se révèle « compatible » avec la cosmologie et l'anthropologie chrétiennes. À ces critiques de l'arrogance occidentale s'ajoute celle du patriarcat à l'œuvre dans l'Église catholique (et ailleurs dans le monde). À partir des années 2000, ce sont les critiques du néolibéralisme et du Nouvel ordre mondial qui occupent le haut du pavé.

Il est impossible ici de rendre justice à toute la richesse qui se dégage de cette anthologie. Chose certaine, bien des textes sélectionnés se révèlent prophétiques, tant par la causticité de leur analyse que par leur capacité à anticiper certains enjeux actuels. Sur la crise migratoire ou sur la démarche de réconciliation avec les peuples autochtones, les réflexions de Karl Lévêque (1977), de Jeanne d'Arc Turcotte (1980), de Robert Vachon (1982) et de Georges Sioui (1992), entre autres, n'ont pas pris une ride, conservant toute leur vérité et toute leur pertinence.

Frédéric Barriault

LE PRÉCURSEUR

VOTRE ACTUALITÉ MISSIONNAIRE DEPUIS 1920

PUBLIÉE PAR LES SŒURS MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION

10\$ PAR AN

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

www.pressemic.org

Le monde selon Amazon

Réalisation : Thomas Lafarge et Adrien Pinon
Production : Little Big Story/Rapide-Blanc
France/Canada, 2019, 78 min.

Inspiré du livre éponyme du journaliste français Benoît Berthelot (*Le Cherche Midi*, 2019), fruit d'une enquête de trois ans sur les rouages de la multinationale fondée par le milliardaire étasunien Jeff Bezos, *Le monde selon Amazon* jette un regard cru sur la cupidité et la volonté de puissance du géant du commerce en ligne. Qualifiant Amazon « d'ogre insatiable voulant faire main basse sur la planète », les cinéastes Thomas Lafarge et Adrien Pinon brossent un portrait à la fois sombre et terrifiant des réalités qui se profilent derrière ce *success story*.

Diffusé en salle au Québec en décembre 2019, le documentaire est narré avec brio par la voix rocailleuse et indignée du chansonnier et documentariste Richard Desjardins (*Trou story*, *L'Erreur boréale*). La première partie du film s'intéresse à l'ascension fulgurante d'Amazon et à la trajectoire de Jeff Bezos, dépeint comme l'incarnation par excellence du capitalisme. Analyste financier à Wall Street en 1993, il observe alors les taux de croissance faramineux (de l'ordre de 2300 %) des entreprises du Web. Il se dit qu'il y a là un pactole dont il faut profiter, peu importe comment. C'est ainsi qu'il est devenu libraire sur le Web. Au fil des ans, Amazon est devenu un monopole croissant dans le domaine du commerce en ligne, situation qui met les PME à la merci de la multinationale : pour que leurs produits soient offerts sur son site, elles doivent les vendre au plus bas prix possible, souvent à perte, sans tenir compte de leur coût réel ni des charges sociales de leurs entreprises. Selon les documentaristes, Amazon a eu un effet désastreux sur l'économie américaine, participant à la fermeture de quelque 85 000 commerces locaux et de 35 000 manufacturiers régionaux.



La deuxième partie du documentaire montre de quelle manière Amazon tâche de faire « main basse sur la planète ». Non contente de régner en maître sur l'économie américaine, Amazon s'est lancée à l'assaut des marchés européens, sud-américains et océaniques (Australie, Nouvelle-Zélande). La multinationale tente par tous les moyens de s'implanter en Inde – un marché de 1,3 milliard de clients potentiels. Lafarge et Pinon révèlent toutefois les résistances se déployant contre l'emprise d'Amazon. Dans ce pays, une fronde protectionniste menée par de petits commerçants proches du parti ultranationaliste de Narendra Modi s'est organisée contre l'implantation de l'entreprise. En Europe, les travailleurs d'entrepôts affiliés au syndicat Verdi mènent des actions énergiques contre elle. L'Union européenne poursuit également l'entreprise de Jeff Bezos pour évasion fiscale et concurrence déloyale.

Les réalisateurs s'intéressent ensuite aux conditions de travail inhumaines des employés des entrepôts d'Amazon, où chaque tâche est chronométrée, fragmentée, déshumanisée, à grand renfort de surveillance biométrique et de monitoring informatique. Plus

inquiétante encore est l'emprise qu'Amazon a sur le lucratif marché des données sur Internet, qui lui assure 60 % de ses profits. Ayant constaté que chaque nanoseconde de délai sur le Web rime avec des ventes perdues, l'entreprise a investi des sommes colossales dans le développement de technologies de stockage de données dans ses 120 centres de données répartis à travers le monde, par lesquels transite près du tiers des données du Web mondial. Cette emprise est, en soi, très inquiétante, plus encore sachant qu'Amazon gère *déjà* les données de la CIA et que ses lobbyistes travaillent d'arrache-pied pour obtenir un contrat avec le ministère de la Défense des États-Unis afin de gérer

les données du Pentagone. N'est-ce pas là trop de richesses et de pouvoir pour un seul homme ? Est-il acceptable qu'une entreprise privée puisse héberger dans ses serveurs les données de la première puissance économique, militaire et nucléaire du monde ?

La dernière partie du film s'intéresse au piètre citoyen corporatif qu'est Amazon. Bezos, libertarien impénitent, y est dépeint comme l'incarnation la plus laide du capitalisme sauvage. « Virtuose » de l'évasion fiscale et de l'irresponsabilité sociale, il multiplie les cabales pour échapper au fisc, y compris dans son fief de Seattle, où Amazon possède 20 % des immeubles du centre-ville, engendrant une gentrification galopante et une hausse fulgurante (600 %) de l'itinérance.

Voilà donc un documentaire important à voir et à faire connaître pour prendre la mesure de l'emprise qu'a le géant du Web sur nos sociétés et pour prendre conscience des résistances qui s'organisent un peu partout dans le monde face à ce pouvoir débridé.

Frédéric Barriault



Marie-Célie Agnant

Infiniment nomade

L'auteure est écrivaine

Comment répondre au désir de mon ami C.¹ : « Parle-moi enfin de toi, assez de politique, dis-moi d'où tu viens, où tu vas et ce qui se cache sous ta peau », m'écrivait-il. J'avais promis. Une promesse est une dette.

Nomade, j'ai fui une terre aux racines éparpillées, là où mes yeux se sont ouverts sur le monde. Mémoire blessée, elle a consumé une grande part de mon être. Dépositaire des éclats du premier rêve de liberté porté par des femmes et des hommes dont l'existence a été confisquée puis noyée dans le chaos, ma mémoire a égaré sa tendresse première.

En quête d'un monde nouveau, comme tant d'autres venus des quatre coins de la planète, un vaste territoire m'a fait signe. J'y ai dressé ma tente puis... j'ai appris à parler. Si je prétends vivre à pleins poumons cet espace qui, dit-on, rend possible toutes les perspectives, l'ancrage n'est hélas jamais loin du tannage.

Ce monde nouveau, grand comme un ciel, on le croirait sans fin. J'écris donc d'un territoire à chair immense. Et je veux ma page à son image. J'ai choisi d'écrire pour dire la vie, même sans illusions. Il me faut alors écrire à partir du vivant et les yeux ouverts, creuser les mots pour aboutir aux paroles où se reflètent la lumière. Il me faut ancrer l'écriture au réel, explorer ici, ailleurs, les détours innommables de ce réel ; interroger les cicatrices, les fables tristes qui font les triomphes des puissants et nommer sans hésiter les chemins pavés d'ignobles mensonges, ces socles qui soutiennent nos sociétés.

Ce territoire, où ma parole se déploie, ne semble point hostile à première vue. Entre les neiges et les pins, les aurores ont souvent l'air d'une célébration à la vie ; et l'émerveillement, ici, a quelque chose du silence, il est puissant. Partout présent, il ne peut se refuser : montagnes, vallées, plaines à perte de vue.

Abondance de la nature, générosité sans bornes, forêts, vertiges... une certaine idée de liberté.

Puis il y a l'eau... Un territoire fait de lacs et de rivières. L'eau sans commencement ni fin. L'eau et son chant obstiné qui rappelle l'espérance. L'eau pérenne... Mais l'eau, mémoire fidèle, garde aussi dans ses plis, ces voix que l'on n'entend plus, voix des premiers visages affaiblis par une politique immuable : « assimilation » ou même « génocide » ! Voix d'avant l'insupportable silence et l'indifférence, d'avant la gloire des vainqueurs, voix réduites au silence. Malgré tout, malgré la honte bue, et ce sens non achevé d'humanité, chaque nouveau jour depuis le premier, comme un lever de soleil, l'émerveillement que suscite ce territoire reste le même. Mystère insondable de la sérénité offerte sans rien en retour, il me transporte, alors que je pense tristement à ce temps qui passe, mais qui paraît s'être arrêté puisqu'il n'a pas le courage d'emporter avec lui ces débris de la conquête qui lui encombrant obstinément l'âme. Demeure brutalement incrusté dans les sillons de cette immense chair d'abondance, ce temps de l'opprobre, temps scellé dans le refus de reconnaître la douleur de l'Autre, temps où sous les bottes des conquérants, les paysages s'ouvraient comme des livres d'images pour nourrir leurs songes de gloire. Mais ils n'ont su que piller, arracher, gober, déposséder... La blessure saigne et bouillonne encore dans le dédale des humiliations infligées.

Le temps a passé, il passe, il demeure. Les matrices de ces paysages grandioses continuent à être remuées, labourées, écorchées dans la plus grande fureur. On arrache à cette terre de promesses ses derniers lambeaux d'entrailles : mégaprojets de sables bitumineux, barrages mis au profit de compagnies pétrolières, minières et forestières. Grassement récompensées pour leur entreprise de dilapidation, elles s'en donnent à cœur joie. Comme à l'ordinaire, d'un régime à l'autre, les politiciens renient allègrement leurs promesses : mensonges, traités non

respectés. Et encore le silence et toujours l'indifférence.

Ici, le temps ne connaît plus le langage des tambours de ces premiers peuples devenus les derniers. Il a fini par se perdre, égaré, dissout, dans un labyrinthe de tourments : spoliation, enfants déportés de maisons d'accueil en foyers d'urgence, éparpillés ici et là, abusés, détournés... Puis les ravages indicibles de la drogue... Et dans ce tumulte, ceux qui avaient appris de ceux qui les avaient précédés perdent le sens des gestes qui donnent naissance à la magie des transmissions. Une culture saccagée dans les rets d'un système destructeur et inhumain !

J'ai quitté une terre épuisée d'espérance inutile. Cinquante années plus tard, elle déchire encore mes nuits. J'ai gardé, tenace sur la langue, un goût vif de liberté. Mes pas ont ainsi appris à débusquer les secrets des rivières et leurs tourbillons de colères, les détours des lacs, des plaines et des vallées, sans oublier les balafres. Négrresse « maronne » depuis l'aube des temps, mes semelles ont épousé les contours sinueux d'un chemin pavé de rapt, de soifs, d'humiliations et de larmes. Et de sang versé ! Infiniment nomade, je reconnais aussi le regard de l'animal traqué, celui que la tourmente a épuisé et qui, acculé au fond du précipice, espère encore. Du fond de mon sang rebelle, je ressens l'amertume et la souffrance de cet homme qui, plongé dans l'alcool, n'a de dialogue qu'avec l'oubli, et celle de cette femme qui porte dans son corps démembré tant de voix tuées : leurs voix, plus qu'une rumeur, en moi, comme un cri !

Nomade, depuis ce sang détourné des côtes de Guinée aux cales des négriers, mon cœur, mon âme, ma vie en écharpe, mon héritage de « maronne » pour pleurer les dernières étincelles de toutes les flammes. Nomade je mourrai, puisque je pressens l'odeur de la mort même programmée dans la pénombre. ☹

1. Voir mes précédents Carnets.

revues culturelles québécoises

ARTS VISUELS CIEL VARIABLE - ESPACE - ESSE - INTER - LE SABORD - PLANCHES - VIE DES ARTS - ZONE OCCUPÉE
CINÉMA 24 IMAGES - CINÉ-BULLES - CINÉMAS - SÉQUENCES **CRÉATION LITTÉRAIRE** ENTREVOUS - ESTUAIRE - EXIT
LES ÉCRITS - MŒBIUS - XYZ. LA REVUE DE LA NOUVELLE **CULTURE ET SOCIÉTÉ** À BÂBORD! - L'ACTION NATIONALE
L'INCONVÉNIENT - LIBERTÉ - NOUVEAU PROJET - NOUVEAUX CAHIERS DU SOCIALISME - RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES
RELATIONS **HISTOIRE ET PATRIMOINE** CAP-AUX-DIAMANTS - CONTINUITÉ - HISTOIRE QUÉBEC - MAGAZINE GASPÉSIE
LITTÉRATURE LES CAHIERS DE LECTURE - LETTRES QUÉBÉCOISES - LURELU - NUIT BLANCHE - SPIRALE **THÉÂTRE ET**
MUSIQUE CIRCUIT - JEU REVUE DE THÉÂTRE - LES CAHIERS DE LA SQRM **THÉORIES ET ANALYSES** ANNALES D'HISTOIRE
DE L'ART CANADIEN - ÉTUDES LITTÉRAIRES - INTERMÉDIALITÉS - TANGENCE - VOIX ET IMAGES

sodep

Société de développement
des périodiques
culturels québécois

SODEP.QC.CA

Les études religieuses : un monde à découvrir !

Nos programmes :

1^{er} cycle

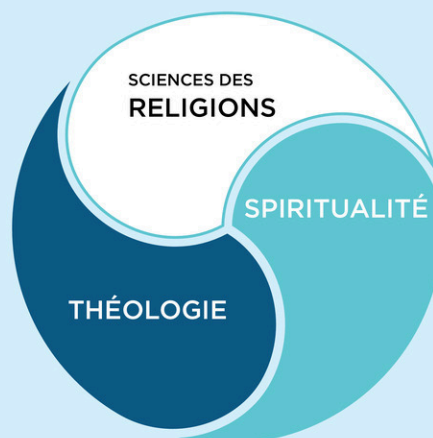
Mineure en études religieuses
Majeures : sc. des religions / théologie
Baccalauréat en études religieuses

Cycles supérieurs

Microprogramme et D.E.S.S.
Maîtrises et doctorats
(sc. des religions / théologie / spiritualité)

Institut d'études religieuses
Faculté des arts et des sciences

Université 
de Montréal
et du monde.



514 343-7506

ier.umontreal.ca



LES COURRIERS **DU DEVOIR**



Chaque jour,

nos journalistes vous livrent
le meilleur de l'information.
Gratuitement dans votre
boîte courriel.



Abonnez-vous !



LeDevoir.com/infolettres

LEDEVOIR